

صكنا من الاموال



Supplément Radio-Télévision

# Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14392 - 8 F

DIMANCHE 5 - LUNDI 6 MAI 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le nombre des victimes du cyclone ne cesse d'augmenter

## Plus de dix millions de personnes sans abri au Bangladesh

### Les leçons d'une catastrophe

Au moment où les bonnes volontés se mobilisent pour faire face au drame des réfugiés bangladais, le cyclone qui s'est abattu sur le Bangladesh mobilise à nouveau la communauté internationale, faisant sentir à la fois la précarité de la condition humaine dans maintes régions du globe, l'impossibilité de faire face sur tous les fronts à la fois, et, accessoirement, le caractère passablement illusoire du « nouvel ordre » que le président Bush cherche à édifier sur les ruines du conflit Est-Ouest.

Il est vrai qu'une partie des opinions occidentales finit par s'habituer à ce qu'elle a tendance à considérer comme les « tares » d'un tiers-monde décidément incongru. Le cas du Bangladesh, avec ses 107 millions d'habitants menacés en permanence par des catastrophes de ce genre, est justement considéré comme quasi désespéré : ce pays avait certes augmenté sa production agricole, mais en cultivant les terrains les plus bas, donc les plus exposés aux inondations. Une soixantaine d'« ébri-collines » seulement avaient été construites ces cinq dernières années, alors qu'il en aurait fallu trois mille cinq cents. Ce programme était pour moins coûteux que les vastes projets d'endiguement des grandes fleuves lancés par la France il y a quelques années, et qui sont restés à l'état de vœux pieux.

Ailleurs, notamment en Afrique, les catastrophes naturelles sont le plus souvent aggravées par l'incurie des autorités locales, quand elles ne sont pas sciemment utilisées par les dictateurs pour mater des rébellions. Des milliers de Soudanais du Sud que le régime de Khartoum laïc a desservis de l'aide internationale cherchant refuge... en Éthiopie, un pays lui-même ravagé, où un million de personnes sont, à court terme, menacées de famine. Ajoutons l'Angola et le Mozambique, la disette endémique dans les pays du Sahel, les pays d'Amérique latine touchés par le choléra...

L'Europe, qui a définitivement oublié les famines et la peste qui le ravageaient au Moyen Âge, ne sait plus où donner de la tête, du cœur et du porte-monnaie face à ces drames que la télévision fait pénétrer jusque dans ses foyers. D'autant qu'un terrain d'action encore plus proche s'est ouvert aux bonnes volontés dans une Europe de l'Est sinistrée par le communisme.

Il reste que la vingtaine de pays qui mobilisent plus de la moitié des richesses de la planète avec moins d'un cinquième de sa population ne peuvent échapper à leurs devoirs. Les 500 000 francs que Paris vient de débiter en faveur du Bangladesh seraient dérisoires s'ils n'étaient pas présentés comme le début d'un effort plus important, et surtout si la France n'était pas devenue, grâce à ses organisations non gouvernementales (notamment les femmes « français docteurs ») et au dynamisme de Bernard Kouchner, seul membre « spécialisé » d'un gouvernement à ce jour, une pionnière en matière d'aide humanitaire.

A l'heure où les droits de l'homme sont en passe de fonder un tout nouveau « devoir d'ingérence », c'est dans cette direction qu'il convient de développer les « forces de frappe » du vingt et unième siècle.

M0146 - 0506 0 - 6.00 F



Quatre-vingt-douze mille morts ont été recensés au Bangladesh depuis le cyclone du 30 avril, mais les victimes sont sans doute beaucoup plus nombreuses. Plus de dix millions de personnes sont sans abri, dont le moitié au moins manque de tout, même de pain et surtout d'eau potable. Les secours parviennent difficilement aux régions sinistrées. Dans le monde entier, les gouvernements et les organisations caritatives se mobilisent. M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, s'est envolé de Paris pour le Bangladesh samedi 4 mai, afin d'évaluer les besoins de ce pays et de mieux « cibler » l'aide que la France se propose d'y envoyer.

DACCA

de notre envoyé spécial

Après un vendredi consacré dans tout le pays à la prière, c'est jour de deuil, samedi 4 mai, au Bangladesh, ainsi que l'a décidé le gouvernement présidé par M<sup>me</sup> Kheleda Zia. Mais, en dehors des drapeaux en berne dans la capitale, il est difficile de ressentir une atmosphère de deuil dans une ville grouillante de vie, pétaradante, où la pluie et

la boue sont le lot de tout un chacun pendant la saison des pluies, qui commence.

Même la presse, qui fait ses gros titres sur les millions de sans-abri et les dizaines de milliers de morts - le dernier chiffre officiel serait de 92 000 - manifeste un certain fatalisme devant ce qui apparaît comme une catastrophe naturelle inductible.

ROGER CANS

Lire la suite et nos autres informations page 7

Préparé par M. Roland Dumas à Téhéran

## Un prochain sommet scellera la réconciliation franco-iranienne

M. Roland Dumas devait mettre au point, samedi 4 mai à Téhéran, les modalités et la date d'une rencontre entre les présidents Mitterrand et Rafsandsjeni qui couronnera, sans doute dans les prochaines semaines, la normalisation des relations franco-iraniennes. Le règlement du contentieux financier franco-iranien ne constitue pas un préalable à la tenue d'un tel sommet, a déclaré le ministre français des affaires étrangères, en arrivant vendredi en Iran. Au cours de son séjour, M. Dumas devait notamment visiter un camp de réfugiés chiites irakiens. Dimanche, il effectuera une brève escale au Koweït avant d'accompagner, lundi, le président de la République en URSS.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Après la normalisation des conditions des relations franco-iraniennes proclamée à Pékin, c'est une normalisation pleine et entière des relations franco-iraniennes que M. Roland Dumas est venu chercher à Téhéran. Plus rien, selon le ministre des affaires étrangères, ne s'oppose au rétablissement de relations politiques normales, hautement souhaitables selon lui tant

pour le développement des échanges économiques avec un pays qui va entrer en pleine phase de reconstruction que pour une concertation diplomatique indispensable à l'heure où s'ébauche un nouvel ordre régional.

Le seul obstacle qui subsiste - mais il est de taille - concerne le fameux contentieux financier qui oppose encore Paris et Téhéran.

JACQUES AMALRIC  
Lire la suite page 5

### Baisse du chômage aux Etats-Unis

Le nombre des demandeurs d'emploi a diminué en avril

page 15

### La sécurité européenne en question

Quand l'OTAN triomphe à l'Est

page 4

### Les participations multiples de la société Gracco

Du financement du PS aux cosmétiques

page 8

### La décennie de M. Mitterrand

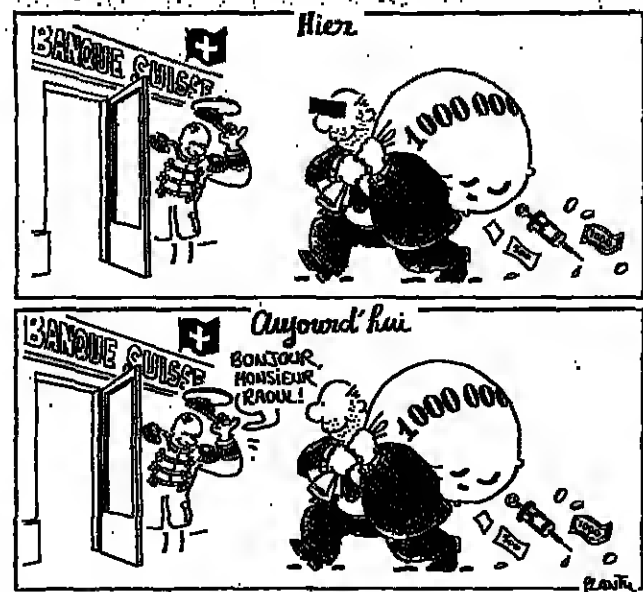
« Le Monde » publiera à partir de lundi une série d'articles pour le dixième anniversaire de l'élection présidentielle

### « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, invité dimanche à partir de 18 h 30

Le sommaire complet se trouve page 18

## Suisse : fin des prête-noms bancaires



Lire nos informations page 18

## L'uranium irakien à l'abri

Que vont devenir les matières nucléaires qui ont échappé aux bombardements des alliés ?

Rendus circonspects depuis le raid réussi, par les Israéliens, en juin 1981, contre le réacteur d'origine française Tammuz-1, situé à Tuwaitha, dans la banlieue de Bagdad, les Irakiens ont cette fois pris leurs précautions. Pendant toute la guerre du Golfe, ils ont mis bien à l'abri l'uranium très enrichi dont ils disposaient pour leurs réacteurs de recherche. Aujourd'hui, selon les dispositions du cessez-le-feu, il leur faut rendre des comptes sur la localisation de ces matières fissiles ainsi que sur celle de leurs installations nucléaires. Mais il est

clair qu'ils traînent les pieds. Si l'on en croit l'échange de courrier entre l'Irak et l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), chargée de réunir toutes les informations nécessaires pour la commission spéciale mise en place par la résolution 687 du Conseil de sécurité, seule la dernière lettre adressée, l'undi 29 avril, à l'AIEA « correspond davantage à la réalité ». Selon M<sup>me</sup> Margaret Tutwiler, porte-parole du département d'Etat américain, « des informations préliminaires indiquent que cette réponse est plus complète et substan-

tielle ». Bagdad ayant affirmé dans un premier temps que ses installations nucléaires avaient été détruites par les bombardements alliés.

Contrairement à ces premières assertions, toutes les installations ne l'ont pas été. Sur les vingt-quatre que comptait l'Irak, dix-huit auraient été rasées, mais trois autres seraient partiellement endommagées et trois autres intactes.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU  
Lire la suite et les articles de SERGE MARTI et NICOLE POPE page 5

## La musique arabe endeuillée

Mohamad Abdel Wahab, le plus grand chanteur égyptien, vient de mourir au Caire

LE CAIRE

de notre correspondant

« Le plus grand ! » Il n'y a pas d'autre terme pour décrire le plus célèbre chanteur-compositeur de la musique égyptienne et arabe contemporaine, mort au Caire dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4 mai. Mohamad Abdel Wahab, qui était le pionnier de la musique arabe moderne, était, en effet, considéré comme une sorte de dieu vivant, une Mecque vers laquelle se tournaient les musiciens de la vallée du Nil et du monde arabe.

En fait, il était devenu si grand que son ombre avait provoqué les foudres des islamistes. Les « barbus » ont, en effet, voulu faire interdire sa dernière chanson, *Min ghair leih* (Sans savoir pourquoi), jugée comme portant atteinte à l'islam. Abdel Wahab, qui n'avait pas chanté depuis une vingtaine d'années, avait rompu son silence par ce que les maximalistes musul-

mans considéraient comme « des blasphèmes » : « Nous venons au monde sans savoir pourquoi, / Ni où nous allons, ni ce que nous voulons... / Nous venons comme nous venons ! Et ce n'est pas de nos mains que nous venons. »

L'ère des islamistes, qui avaient même tenté un procès à Abdel Wahab, s'était heurtée au bouclier de l'opinion publique, qui avait marqué son soutien au chanteur en faisant de *Min ghair leih* le tube de la décennie. Né au début du siècle (1), Abdel Wahab avait

commencé sa carrière musicale avant l'âge de dix ans comme chanteur dans des troupes déjà célèbres.

Mais, contrairement à la plupart de ses contemporains, il avait décidé d'interrompre une carrière déjà brillante pour se consacrer à l'étude de la musique arabe et occidentale.

ALEXANDRE BUCCIANTI  
Lire la suite page 9

(1) La date de naissance d'Abdel Wahab, qui méritait une coquette note à ne pas révéler son âge, se situe entre 1900 et 1910.

### HEURES LOCALES

- Des maires bretons dénoncent les effets pervers de la « loi-littoral »
- Un entretien avec M. Jean-Pierre Fourcade à propos de la solidarité financière entre les communes
- L'âge de fer des églises parisiennes

pages 11 à 13

## LE MONDE diplomatique

Mai 1991

### • MÉDIAS, SOCIÉTÉS ET DÉMOCRATIE.

L'ère du soupçon, par Ignacio Ramonet. - Aux ordres du Nord, l'ordre de l'information, par Jacques Decroix. - CNN, rythme infernal et suspense à l'état brut, par Yves Eudes. - Manipuler et contrôler les cœurs et les esprits, par Herbert I. Schiller. - Le complexe militaro-médiatique, par Martin A. Lee. - Vidéo-résistance à l'heure des satellites, par Nathalie Magnan. - Le spectacle de la propagande, par Pierre Guislain. - « Faxer » ou périr, par Maurice Ronal. - Trop fascinants mondes virtuels, par Michel Colonna d'Istria. - Sauve qui peut, les programmes, par Bernard Cassen.

En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 2,25 S ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 190 PTA ; Grèce, 85 dr ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KR ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Royaume-Uni, 450 F ; Suède, 13 KR ; Suisse, 1,90 FB ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.

## Le Monde

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Téléc. : 208.808 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10  
Téléc. : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944.  
Capital social :  
630 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »  
« Association Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
François Hugot, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montreuil, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPU 206 136 F  
Téléc. : 45-54-70. Société affiliée  
du Journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, r. M. Grunbourg  
94851 IVRY CEDEX (1980)

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et  
index du Monde au (1) 40-65-29-33

## LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE  
ou 36-15 - Tapez LM

## ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non européens y compris CEE selon
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 500 F
1 an	1 620 F	2 000 F	2 900 F

ÉTRANGER :  
par voie aérienne tarif sur  
demande.

Pour vous abonner  
RENOVEZ CE BULLETIN  
accompagné  
de votre règlement  
à l'adresse ci-dessus  
ou par MINITEL  
36-15 LEMONDE  
code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou  
provisaires : nos abonnés sont invités  
à formuler leur demande deux  
semaines avant leur départ, en indi-  
quant leur numéro d'abonné.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois 6 mois 1 an

☐ ☐ ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer tout les  
noms propres en capitales d'imprimerie  
pp. Paris 15 111 MON 03

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant  
directeur de la publication  
Bruno Pignatelli  
directeur de la rédaction  
Jacques Guille  
directeur de la gestion  
Manuel Lucbert  
secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amélie  
Jean-Marie Colombani  
Robert Solé  
(président du conseil de la rédaction)

Thierry Fereval  
Philippe Herveaux  
Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
directeur  
des relations internationales

Anciens directeurs :  
Hubert Reuter-Méry (1844-1888)  
Jacques Fauret (1888-1922)  
André Laurens (1922-1988)  
André Fontaine (1988-1991)

## DATES

Il y a cinquante ans

# La première de « Citizen Kane »

**B**Y Orson Welles : *CITIZEN KANE*. Le soir du 1<sup>er</sup> mai 1941, deux mois et demi après la date prévue, le générique de début défila sur l'écran du Palace Theatre de New-York. La projection dura 1 h 59 exactement. La fin d'une « affaire » qui a passionné les États-Unis, et le début d'une légende mondiale.

Le 21 août 1939, George Schaefer, patron du studio RKO, avait signé les soixante-trois pages d'un incroyable contrat avec un jeune homme de vingt-quatre ans. A rebours des habitudes les mieux établies de Hollywood, Schaefer accordait au rondouillard garçon qui venait tout juste de s'installer dans « la Mecca du cinéma » la promesse de financer deux films produits, écrits, réalisés et interprétés par lui — sans aucun droit de regard du studio sur les sujets ni sur la mise en scène. C'est que Welles n'était pas un inconnu.

A cette époque, l'intelligentsia rêvait déjà en lui le jeune prodige qui présiderait aux destinées du Mercury Theatre, troupe théâtrale aussi progressiste dans ses choix artistiques que dans ses choix politiques. Et l'Amérique entière l'a découvert le 30 octobre 1938 : ce jour-là, sur les ondes de la radio, Welles a déclenché une panique monstre en transformant le roman *La Guerre des mondes* (de H.G. Wells) en un reportage si réaliste que par milliers les auditeurs se jetèrent sur les routes, croyant à une invasion des Martiens.

Orson Welles possède sur le bout des doigts les règles de la dramaturgie, il sait captiver un public. Mais, bien que cinéophile impénitent, il ne connaît rien à la technique du cinéma. Schaefer l'a fait rédiger à son intention un manuel, tandis que le jeune homme visionne des dizaines de films, avec une prédilection pour *Le Cabinet du docteur Caligari*, le chef-d'œuvre de l'expressionnisme allemand, et la *Chevauchée fantastique*, de John Ford. La communauté hollywoodienne — notamment la direction de RKO, l'ennemi Schaefer — jalouse le point d'or fait au « petit génie », et guette avec ironie ses premiers projets (avortés), dont une adaptation d'*Au cœur des ténèbres*, de Conrad.

### Le type qui fait tout

Mais Orson Welles tient un sujet, partiellement inspiré d'une de ses pièces (*Marching Song*) : *Citizen Kane*. Pour raconter la vie d'un magnat de la presse pris dans le vertige de la puissance, il s'adjoint les services d'un scénariste réputé, Herman Mankiewicz (frère aîné de Joseph, le futur réalisateur d'*Eve et du Limier*). Leur collaboration, excellente, donnera lieu plus tard à d'interminables polémiques sur la paternité du scénario.

Autre collaborateur de poids : Gregg Toland. Le chef opérateur des *Roisins de la colline*, récemment « oscarisé » pour *Les Hauts de Hurlevent*, rejoint avec enthousiasme le nouveau venu décidé à inventer un autre cinéma (1). Mais Welles, qui tient à son image de « type qui fait tout », ne veut pas de vedettes à son générique. Il tient à révéler des comédiens inconnus à l'écran.

Il fait donc appel à ses copains du théâtre et de la radio, avec en tête Joseph Cotten (qui jouera Leland, le critique intègre licencié par Kane) et Everett Sloane (Bernstein, l'homme d'affaires éternellement fidèle au héros). Lui-même se réservant évidemment le rôle-titre, pour lequel, déjà menacé par l'obésité, il s'estreint à un régime draconien (lait et bananes), qu'il écornie souvent.

Orson Welles travaille dans un tel climat d'hostilité à Hollywood qu'il commence son tournage clandestinement, le 29 juin 1940, prétextant des essais. Malgré de constantes tracasseries du studio et deux blessures — qui l'obligeront durant quinze jours à mettre en scène du fond d'une

chaise roulante, — il achève les prises de vues le 23 octobre. Tandis qu'il s'attelle au montage du film, dont la première est prévue le 14 février 1941, il rêve déjà à son nouveau projet, une vie du Christ.

Orson Welles ignore le chemin de croix qui le guette : début janvier, *Citizen Kane*, pas entièrement achevé, est présenté aux critiques. Accueil dihyramique : le *Time* écrit : « C'est la découverte décisive de nouvelles techniques dans l'art de la réalisation et de la narration » ; *Newsweek* reconnaît Welles comme « le meilleur acteur de l'histoire du cinéma dans le meilleur film qu'on ait jamais vu », et *Life* assure : « *Hollywood nous n'offre peu de films avec une histoire aussi forte, une technique aussi originale et une photographie aussi excitante* ».

Les journalistes saluent la révolution du langage cinématographique opérée par le jeune cinéaste, qu'il s'agisse des angles de prise de vues — qu'on résumera de manière simpliste aux fameux plafonds pour la première fois visibles — des plans-séquences qui enregistrent les scènes en temps réel, de la narration non chronologique, de l'usage novateur du son, du portrait en abîme des

magnat de la presse Randolph Hearst. Immédiatement, la principale rivale en regots de Hopper, Louella Parsons (qui écrit dans la presse Hearst) prend le relais. Le 8 janvier 1941, les vingt-huit journaux, les treize magazines et les huit studios de radin appartenant au groupe Hearst reçoivent l'ordre de refuser toute publicité du studio RKO. Hearst ne veut pas que le film sorte : il menace non seulement la production, mais tout Hollywood, de leur livrer de toute sa puissance un guerre sans merci, en déclenchant ses reporters contre le monde du cinéma. Au point que l'omnipotent patron de la MGM, Louis B. Mayer, propose à George Schaefer de lui racheter le négatif de Kane pour le détruire.

La rage de Hearst est-elle motivée ? Il y a bien, en effet, dans *Citizen Kane* de très réels rapprochements avec sa carrière professionnelle et leurs implications : le film est bien un requiem du « rêve américain » où immense fortune et intégrité traitent de pair — mythe dont le grand homme de presse se veut la vivante incarnation. Mais il y a surtout d'incontestables similitudes avec sa vie privée. Le déliait palais

au Palace Theatre.

Welles attend surtout le lancement du film à Chicago le 6 mai, jour de son vingt-sixième anniversaire. Ses amis sont là, qui lui chantent « Joyeux anniversaire Orson, que Hearst crève d'apoplexie en vociférant des insanités », mais la salle est à moitié vide. Le scandale, au lieu d'attirer le public comme l'espérait le réalisateur, l'a dissuadé d'aller voir un film par ailleurs complexe et déroutant, « un labyrinthe sans fil d'Ariane », écrit Jorge Luis Borges. *Citizen Kane* est un échec commercial cuisant.

L'Europe ne découvrira le film qu'à la Libération. La réaction la plus remarquable est... une descente en flammes, signée d'une prestigieuse signature : dans l'*Ecran français* du 1<sup>er</sup> août 1945, Jean-Paul Sartre affirme que Kane dévoile « le drame de l'intelligentsia américaine sans racines et totalement coupée des masses » et estime : « Ce n'est pas pour nous (Français) un exemple à suivre ». Heureusement, d'autres sont plus clairvoyants (Sartre, quant à lui, s'est rattrapé quinze ans plus tard en étant le premier à défendre le premier film de Tarkovski, *L'Enfance d'Ivan*). Réalistes et critiques saluent ce coup d'essai-coup de maître, entièrement dû — écriture, réalisation et interprétation — au génie de celui qui deviendra le prototype de « l'auteur ». Parmi les plus enthousiastes, Cocteau, Renoir, André Bazin et les jeunes gens qui, à ses côtés, fonderont bientôt les *Cahiers du cinéma* et donneront naissance à la nouvelle vague.

### Film-culte

*Citizen Kane* fera la gloire de Welles, jamais sa fortune. Après deux films qui sont également des échecs commerciaux, *Le Splendeur des Amberson* (1942) et *Voyage au pays de la peur* (1943), il s'est engagé à food dans un nouveau projet, *It's All True*. Pour le financer, il vend en 1945 tous ses droits sur Kane en échange de 20 000 dollars de la RKO. *It's All True* ne verra jamais le jour mais quand, à la mort de Randolph Hearst en 1951, le *Citizen Kane* ressort à travers les États-Unis et y obtient enfin le succès, son auteur ne reçoit pas un centime.

Pas plus que des innombrables passages en salle et diffusions télévisées dans le monde entier de ce film-culte, « qui a créé plus de vocations de cinéaste qu'aucun autre dans l'histoire du cinéma », comme dit Martin Scorsese. Et aucun film n'a suscité autant de glosses et d'analyses, qu'il s'agisse de sa construction en miroir ou de la composition de ses plans, de ses arrière-plans historiques sur l'Amérique à la veille de la guerre mondiale ou de sa méditation sur l'enfance, le vieillissement et la mort. Et bien peu d'images de cinéma sont aussi célèbres que celles de Kane devant son immense portrait, symbole de la soif de puissance du personnage, représentation grandiose de son interprète et metteur en scène. « Quand on voit un film d'Orson Welles, on voit un portrait d'Orson Welles », disait Renoir.

Pour son cinquantième, *Citizen Kane* vient d'être réédité à travers les États-Unis en copies neuves et son Dolby par Paramount. Welles, devenu *person non grata* à Hollywood dès les années 40, archétype du génie trop singulier pour l'industrie, est mort le 10 octobre 1985. Il laissait quatorze chefs-d'œuvre, et sept films inachevés.

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Welles bénéficia également de la collaboration d'un monteur chevronné, Robert Wise, futur réalisateur de *West Side Story*.

Quatre ouvrages intitulés *Orson Welles*, de Barbara Leaming (Mazars), d'André Bazin (Carr), de Maurice Bessy (Pygmalion), d'Anne-Marie Baron (Pac). Deux ouvrages intitulés *Citizen Kane*, de Jean Roy (Nathan) et de Sandra Jone (Hatier). Scénario intégral dans le numéro 11 de l'*Avant-Scène*.

## "GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

JEAN-PIERRE

CHEVENEMENT

animé par  
Olivier MAZEROLLE

en direct sur

RTL

avec André PASSERON  
Jean-Marie COLOMBANI (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

سكينة الملا



صكنا من الاجل

## EUROPE

YUGOSLAVIE : réunion de la présidence fédérale

### Les affrontements entre Serbes et Croates ont fait au moins quinze morts

La présidence collégiale de la Yougoslavie devait se réunir, samedi 4 mai à Belgrade, pour discuter des sanglants événements qui se sont produits jeudi à Borovo-Selo, agglomération serbe de Slavonie, en République de Croatie. Le haut commandement de l'armée yougoslave et le président croate, M. Franjo Tudjman, devaient participer à cette réunion.

BELGRADE

de notre correspondant

Le déroulement exact des incidents qui ont fait, selon les informations officielles mais toujours incomplètes, douze morts et vingt et un blessés parmi les forces de l'ordre croates et trois victimes parmi les Serbes reste flou. Selon M. Milenkovic, député de nationalité serbe au Parlement de Croatie, deux policiers croates du commissariat d'Osejek en patrouille à Borovo-Selo ont été enlevés, dans la nuit de mercredi à jeudi, par des civils armés. Jeudi, vers midi, la police croate a décidé d'intervenir. Trois autocars transportant quelque 150 hommes des forces spéciales de la police croate ont pénétré dans le village à majorité serbe.

Selon les informations dont dispose M. Milenkovic, les forces de l'ordre croates ont été encerclées par des civils armés, et des coups de feu ont été échangés. Pour mettre fin au conflit, l'armée yougoslave est entrée, vers 17 heures, dans Borovo-Selo. D'après les témoignages de plusieurs habitants, l'armée aurait aidé la police

croate à quitter le village et à échapper au massacre. Vendredi soir, les blindés contrôlaient toutes les entrées du village et le calme était revenu. L'annonce de ces incidents ainsi que le meurtre d'un policier croate dans les environs de Kain, « enclave » serbe dans le sud-ouest de la Croatie, ont donné lieu, jeudi soir, à de grands rassemblements de Croates à Split et à Zadar. Au cours de plusieurs manifestations, la population croate a réclamé « vengeance » et exigé des armes pour se défendre.

Appel à la raison

Dans ce climat de tension, le président croate a pris la parole à la télévision, dans la nuit de jeudi à vendredi, et lancé un « appel à la raison ». Il a annoncé la mobilisation d'une partie des réserves de la police croate dans les points chauds de la République et déclaré que, « si cela était nécessaire, le peuple croate saurait se soulever pour défendre sa patrie ». Enfin, M. Tudjman a invité la présidence collégiale et l'armée yougoslave à dire si, oui ou non, elles reconnaissent la légitimité des autorités croates.

Le gouvernement serbe, réuni vendredi 3 mai en session extraordinaire à Belgrade, a estimé pour sa part que les forces de l'ordre croates avaient « sans raison » investi Borovo-Selo et qu'elles étaient donc responsables de ces incidents meurtriers. Il accuse les autorités de Zagreb de faire sans cesse pression, par les armes, sur la minorité serbe de Croatie (environ 11 % de la population). Il exige

que la présidence et le gouvernement fédéral prennent toutes les mesures nécessaires pour démanteler immédiatement les unités paramilitaires, notamment celles de Croatie. Les autorités serbes considèrent que la Croatie, en renforçant ses forces de police et en se procurant des armes automatiques, a créé une véritable armée nationale.

Bien que le gouvernement de Serbie ne soit mêlé à la révolte des Serbes de Croatie, le leader de l'un des partis nationalistes extrémistes serbes, M. Mirko Jovic, a cependant déclaré vendredi que quelque 700 de ses partisans se trouvaient ces jours-ci justement à Borovo-Selo.

Pour sa part, le Croate Stipe Mesic, vice-président de l'Etat yougoslave, estime que ce sont des éléments venus de Serbie qui ont « déclaré la guerre » aux forces de l'ordre de Croatie et que la majorité des Serbes vivait en Croatie n'intervient pas dans ces conflits. M. Mesic, qui doit, le 15 mai prochain, prendre la tête de l'Etat yougoslave et succéder, selon le système de rotation annuelle, au Serbe Borislav Jovic, affirme que les incidents de ces dernières semaines en Croatie ne sont qu'un début, qu'il faut « s'attendre au pire d'ici au 15 mai » et que de nouveaux foyers de crise pourraient apparaître en Bosnie. Il soupçonne les Serbes de vouloir tenter d'appliquer un article de la Constitution stipulant que le mandat du président en exercice peut être prolongé en cas d'« état de guerre ».

FLORENCE HARTMANN

AUTRICHE

### La dépouille du cardinal Mindszenty a été solennellement transférée en Hongrie

La dépouille du cardinal Jozsef Mindszenty, ancien primat de Hongrie mort à Vienne en 1975, a été solennellement transférée vendredi 3 mai de Mariatzell, lieu de pèlerinage cher aux catholiques autrichiens et hongrois, à une centaine de kilomètres de Vienne, vers Esztergom, où reposera désormais le cardinal.

VIENNE

de notre correspondant

Les cérémonies ont commencé jeudi soir par une grande messe à la basilique de Mariatzell où était exposé le catafalque, recouvert des couleurs de la Hongrie. Le président autrichien, M. Kurt Waldheim, le ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, et de hauts dignitaires de l'Eglise catholique d'Autriche et de Hongrie ont assisté à la messe. Le cardinal Laszlo Paskai, assistait à la messe. La grande noblesse était représentée par le fils du dernier empereur d'Autriche et roi de Hongrie, M. Otto de Habsbourg et son fils, Rudolf, président de la Fondation Mindszenty qui couvrait une grande partie des frais du transfert du cardinal.

Dans son homélie, l'archevêque de Graz, Mgr Johann Weber, a qualifié le cardinal Mindszenty, symbole d'une opposition intrinsèque au communisme, de « garant d'un nouvel avenir pour l'Eglise en Europe », dont le rapatriement « permet à nouveau de parler de Dieu dans les pays de l'Europe de l'Est ».

Des centaines de fidèles hongrois s'étaient rendus à Mariatzell pour rendre hommage à leur « cardinal martyr » qui avait émis, dans son testament, le vœu de « reposer provisoirement » à Mariatzell pour être rapatrié à Esztergom « lorsque l'holisme russe aurait été renversé au pays de Marie et de Saint Etienne ».

Vendredi à l'aube, le cercueil a quitté Mariatzell à bord d'une voiture des pompes funèbres municipales de Vienne pour gagner la frontière austro-hongroise, à Nickelsdorf, où il a été remis aux autorités ecclésiastiques hongroises.

Lors de cette cérémonie, en présence du ministre hongrois des affaires étrangères, M. Geza Jeszenszky, M. Mock a souligné que la rentrée du cardinal « symbolisait le retour difficile de la Hongrie à l'Europe, à la liberté et à la démocratie ».

Visiblement ému, le cardinal Laszlo Paskai a accueilli le cercueil du côté hongrois de la frontière avec ces simples mots : « Bienvenue en Hongrie, Jozsef ».

En dépit de la pluie, des milliers de Hongrois, accompagnés du son des cloches des églises, ont salué le cortège sur la route d'Esztergom, où le cardinal Mindszenty devait être enterré samedi dans la crypte de la basilique.

WALTRAUD BARYLI

BULGARIE

### Retour triomphal de la princesse Marie-Louise à Sofia

Plusieurs dizaines de milliers de Bulgares ont acclamé, vendredi soir 3 mai à Sofia, la princesse Marie-Louise, sœur de l'ex-roi Siméon II. La foule s'était massée dans le centre de la capitale pour assister au passage de la princesse, âgée de cinquante-huit ans, et qui de cinquante-quatre ans vivait en exil depuis quarante-cinq ans aux Etats-Unis. Da nombreux paronsonna portaient des fleurs et le drapeau national, et acclamaient « Siméon ! ».

A son arrivée à l'aéroport, la princesse a été accueillie par le président du syndicat anticommuniste Podkrepa, M. Constantin Trenchev. La municipalité de Sofia a exprimé son attitude négative à l'égard de l'événement en coupant l'électricité sur le boulevard qui longe l'aéroport et sur la pont des Aigles.

Le famille royale avait quitté la Bulgarie en 1946 à la suite d'un référendum qui devait conduire à la proclamation de la république. Au cours de sa visite, la princesse doit notamment se rendre au monastère de Rile où a été enterré son père, le roi Boris III. Elle rencontrera également « ceux qui désirent la voir » dans une salle de 4 000 places du Palais national de la culture. - (AFP.)

URSS : après les massacres de Getachen

### M. Gorbatchev a reçu les présidents de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

Des négociations pour tenter d'enrayer la nouvelle flambée de violence aux frontières entre Arménie et Azerbaïdjan devaient se poursuivre, samedi 4 mai, au Kremlin, où le président Gorbatchev a reçu vendredi, séparément, les présidents des deux Républiques.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Après avoir rencontré dans la matinée le dirigeant azerbaïdjanais, M. Ayaz Moutalibov, M. Gorbatchev s'est entretenu vendredi en tête à tête pendant quarante-cinq minutes avec le président du Parlement arménien, M. Levon Ter-Petrosian. Le chef du KGB, M. Vladimir Krioutchkov, et le ministre de l'Intérieur, M. Boris Pugo, se sont joints ensuite aux discussions, a précisé l'assistant du président arménien, M. Alexandre Arzumanian.

M. Ter-Petrosian s'est engagé, selon son assistant, à tout faire pour que cessent les attaques arméniennes s'il obtenait la garantie que les habitants des villages de Getachen et de Martounachen, isolés en territoire azéri, ne seraient pas déportés mais rattachés administrativement au district arménien voisin de Shaumian, dans l'enclave du haut-Karabakh. Les vols d'hélicoptères porteurs de médicaments et de vivres vers ces villages doivent aussi, selon lui, être rétablis.

Trente-six Arméniens ont été tués dans les premiers jours de l'attaque conjointe menée contre ces villages par les troupes des ministères de l'Intérieur soviétique et azerbaïdjanais (Le Monde des 3 et 4 mai). Alors que le dispositif prévu pour la déportation de ces habitants était renforcé, selon M. Arzumanian, deux hélicoptères venus d'Arménie ont pu se poser vendredi près de Shaumian et l'aide d'urgence qu'ils apportaient a été transportée par des chars vers ces villages. Cependant, a-t-il ajouté, un officier soviétique a réclamé que les Arméniens rendent une arme pour chaque blessé évacué par cette même voie.

Camp retranché

Le président azerbaïdjanais, pour sa part, demande la création d'une zone démilitarisée de cinq kilomètres de large de chaque côté de la frontière entre les deux Républiques. Côté arménien, on réclame pour cela qu'une telle zone sépare également l'enclave arménienne du haut-Karabakh, élargie aux deux villages du reste de l'Azerbaïdjan.

Quatre corps évacués de Getachen devaient être enterrés samedi à Erevan, où une journée de deuil a été proclamée. Ce village, avec ses quelque deux mille habitants vivant depuis trois ans en camp retranché, était devenu le symbole de la résistance arménienne, et la perspective de sa reddition a mobilisé toute la République voisine.

Une mobilisation dont les dirigeants arméniens se seraient volontiers passés, au moment où ils étaient engagés dans des réformes poussées, à l'ombre de relations relativement pacifiées avec le Kremlin.

L'Arménie est la seule République soviétique à s'être prononcée pour une sortie de l'URSS dans le cadre de la loi votée il y a un an à Moscou, et a reporté pour cela au mois de septembre prochain le référendum sur l'indépendance. En attendant, 30 % des paysans d'Arménie sont devenus en deux mois propriétaires de leur terre, pour un prix modique. Les biens du PC arménien, dont les effectifs ont fondu, ont été « nationalisés » et des pourparlers s'engagent pour la remise de certains bâtiments.

Enfin, des relations ont été nouées avec la Turquie, malgré les réticences de la population qui demandait d'abord une reconnaissance des diplomates turcs en poste à Moscou se sentant ainsi rendus à Erevan et à un poste frontière avec la Turquie, où une route devrait être réaménagée. Avec la réactivation de la voie ferrée entre les deux pays, cela permettrait de soulager une économie en butte aux blocus périodiques des chemins de fer aux autres frontières arméniennes - azerbaïdjanaises et géorgiennes - et à la baisse dramatique des approvisionnements en provenance de l'URSS, qui contribue à maintenir une tension sociale élevée.

SOPHIE SHINAB

ROUMANIE : à la suite du remaniement gouvernemental

### Scission au sein du Front de salut national

BUCAREST

de notre correspondant

Après avoir subi un revers en début de semaine en tentant d'ouvrir son gouvernement à droite (les députés ont refusé l'un de ses deux nouveaux ministres « libéraux »), M. Petre Roman, premier ministre et « leader national » du Front de salut national (FSN), a vu, vendredi 3 mai, son parti se diviser à gauche.

Des membres du FSN, accusant M. Roman d'avoir confisqué la direction du FSN et de trahir le programme économique et politique initial du parti « racheté par les élections en mai dernier », ont annoncé la création d'une nouvelle formation politique le Front de salut national social-démocrate (FSN-sd), dirigé par M. Velicu Radina, ex-secrétaire à la propagande du FSN. Se situant à gauche « du FSN-Roman, qui a glissé à droite », selon M. Radina, le FSN-sd veut soutenir, lors des prochaines élections, le président Iliescu contre son premier ministre, soupçonné de nourrir des ambitions présidentielles.

Le remaniement gouvernemental que vient d'effectuer M. Roman semble viser à renforcer la tendance réformatrice radicale en matière d'économie. Selon M. Velicu Radina, les réformes de M. Roman sont « libérales et non social-démocrates » et le FSN-sd refuse « la restauration du capitalisme, sous une forme ou une autre ».

Le nouveau parti voudrait créer un front commun avec les dix députés dissidents du FSN, qui s'étaient aussi déclarés fidèles au programme des élections du 20 mai 1990, formant, après la mainmise de M. Roman sur le parti lors de sa convention de mars dernier, un groupe parlementaire, « FSN-20 mai ». Trois sénateurs FSN, dont le président du Sénat, proche du président Iliescu, étaient aussi entrés en dissidence pour les mêmes raisons.

Cette scission, qui met en lumière le fossé entre les promesses sociales et électorales du FSN de l'an passé et les réformes économiques libérales que le premier ministre a décidé d'engager cette année pour attirer les crédits étrangers, ne peut être dangereuse

pour M. Roman que si le président Iliescu décide de faire du FSN-sd une « machine » de guerre contre lui - et si ce nouveau parti réussit à attirer les autres dissidents du FSN, en premier lieu les parlementaires.

JEAN-BAPTISTE NAUDET

ALBANIE : onnet afflux de réfugiés en Grèce. - Deux cent quinze Albanais, dont cent trente-trois soldats et officiers en uniforme et en armes, ont franchi clandestinement la frontière avec la Grèce entre le lundi 29 avril et le vendredi 3 mai, a indiqué la police grecque. - (AFP.)

ALLEMAGNE : incidents raciaux dans l'ex-RDA. - Plusieurs dizaines d'Allemands ont pris d'assaut un foyer pour étrangers dans la nuit du jeudi 2 mai au vendredi 3 mai, à Wittenberg dans l'ex-RDA, après qu'un Namibien eût blessé au couteau trois Allemands lors d'une rixe dans une discothèque locale. Deux Namibiens ont été grièvement blessés en tombant du quatrième étage du foyer après l'éruption des Allemands. - (AFP, Reuters.)



**GERARD MERMET EUROSCOPIE**

**Euroscopie**

LES EUROPEENS QUI SONT-ILS ? COMMENT VIVENT-ILS ?

**N'ATTENDEZ PAS 1992 POUR TOUT SAVOIR DES EUROPEENS**

**Larousse**

Kane »

Monde en direct sur RT



## DIPLOMATIE

La sécurité européenne en question

## Quand l'OTAN triomphe à l'Est

Tendia que, à l'Ouest, l'alliance atlantique poursuit sa difficile recherche d'une « identité européenne de défense » (le Monde du 4 mai), un colloque récemment réuni à Prague a mis en lumière les responsabilités tantes nouvelles auxquelles l'OTAN se trouve confrontée par les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

Des généraux de l'OTAN paraissant en grand uniforme sous les lambris du palais Cernin à Prague, le secrétaire général de l'alliance atlantique, M. Wörner, donnait la parole à des militaires tchécoslovaques. Tel est le spectacle « inimaginable », a souligné ce dernier, auquel a donné lieu un colloque organisé conjointement à Prague, à la fin avril, par l'OTAN et M. Dienstbier, le chef de la diplomatie tchécoslovaque. Mais ce fut aussi l'occasion d'un débat intéressant à l'heure où les structures militaires du pacte de Varsovie viennent de disparaître et où l'organisation atlantique doit faire face à une série de nouveaux problèmes.

De fait, l'espèce de victoire sans guerre que l'alliance occidentale a remportée dans le conflit Est-Ouest place celle-ci dans une situation paradoxale : la menace principale, celle d'une attaque frontale du pacte de Varsovie, n'existe plus, de même que le pacte lui-même. Mais le « vide de sécurité » qui en résulte à l'Est lui donne de nouvelles responsabilités.

Car le déséquilibre entre les deux anciens systèmes est total. A l'Est, les Soviétiques mis à part, plus personne ne veut du pacte de Varsovie : non seulement de son organisation militaire, qui a été dissoute le 31 mars, mais aussi de ce qui lui reste de structures politiques. Comme l'a rappelé, au colloque de Prague, M. Matejka, vice-ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, la liquidation de toutes ses institutions - et le processus de dénonciation du traité de 1955 qui leur avait donné naissance - devrait être conduit à son terme par les divers par-

lements nationaux d'ici « à la fin de l'année ou au printemps prochain ».

Personne, en revanche, ne veut renoncer à l'alliance atlantique, un système qui a si bien réussi et peut rendre des services aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Comme l'a dit à Prague M. Wolfowitz, numéro 2 du Pentagone pour les questions politiques, « de même que l'organisation de l'Atomique nord a fourni le bouclier qui a permis la reconstruction à l'Ouest après la seconde guerre mondiale, de même aujourd'hui, en créant un climat de paix et de stabilité sur l'ensemble du continent, elle aide les nouvelles démocraties d'Europe centrale et orientale à consolider leurs programmes de réformes politiques et économiques, à développer et à mettre en œuvre des doctrines militaires défensives, à intégrer dans la communauté des peuples libres ». Un rôle d'autant plus important, a-t-il ajouté, que « des incertitudes grandissantes accompagnent la transformation de l'Union soviétique ».

Pas de réédition de 1956 et de 1968

Or ce point de vue du chef de file de l'alliance est partagé par la plupart des anciens membres du pacte de Varsovie. Pour la Tchécoslovaquie, dont le président Václav Havel a été le premier chef d'Etat de l'Est à visiter le quartier général de l'organisation, le 21 mars dernier à Bruxelles, l'OTAN a le triple avantage d'être cimentée par « les idéaux et structures démocratiques », d'être « le lien principal entre les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord », enfin de regrouper « trois superpuissances nucléaires et l'Allemagne unifiée », ce qui en fait « la plus puissante concentration des forces armées les mieux équipées du monde », a dit M. Matejka. Autant de raisons qui font que cette alliance, selon lui, rempli dans l'Europe d'aujourd'hui une « fonction irremplaçable ».

Cela n'est pas dit clairement, mais l'idée apparaît en filigrane que ce qui a été subi par l'Est et toléré par l'Ouest en 1956 et en 1968, lors des interventions soviétiques en Hongrie et en Tchécoslovaquie, n'est plus acceptable dès lors que l'Europe tout entière, a dit M. Wörner, « a mis fin à ses divi-

sions pour toujours », que même retrouvée avec les nouvelles démocraties de l'Est « de vieilles amitiés et des liens ethniques et religieux bico ontérieurs à l'intermédiaire communiste dans la région ». Et le même responsable américain d'avertir que toute tentative de retour au passé serait « une immense tragédie entraînant inévitablement une crise internationale de vaste dimension ».

Certes, il n'est pas question d'étendre la zone de l'OTAN ni d'y accueillir de nouveaux membres, et l'état-major de Bruxelles calme à cet égard les ardeurs des candidats potentiels. Une solution plus prudente, qui a été exposée au colloque de Prague par François Holler, directeur (français) de l'institut d'études stratégiques de Londres, est celle des garanties de « sécurité négative » qui seraient offertes aux ex-satellites de l'URSS : les engagements que prendrait tel ou tel d'entre eux, par exemple de ne pas héberger de troupes étrangères sur son territoire, seraient validés par le « concert européen » et respectés par l'OTAN aussi longtemps qu'ils seraient observés par tous. Mais d'autres responsables atlantiques trouvent la formule trop lourde. Ils préfèrent insérer le maximum d'options ouvertes pour permettre, soit à l'OTAN dans son ensemble, soit à tel ou tel de ses membres, de prendre toutes les mesures jugées utiles en cas de crise, y compris sur le plan militaire.

Un trop-plein d'institutions

Un autre problème résulte du trop-plein des institutions qui composent ce « concert européen ». Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), OTAN, Union de l'Europe occidentale (UEO), Communauté de Douze, Association européenne de libre-échange (AEL), Conseil de l'Europe, la liste est longue, au point que l'on n'ose guère y ajouter la Confédération européenne par M. Mitterrand : à l'exception du représentant soviétique, personne n'y a fait allusion au colloque de Prague. En revanche, chacun a mis l'accent sur ce qui lui convient le mieux dans le menu existant.

La Hongrie, par exemple, mise à

fond sur la Communauté européenne, avec laquelle elle a établi des relations dès 1988 et dont elle soutient à l'avance toutes les visées intégrationnistes, y compris sur les plans politique et militaire. Ses autres partenaires de l'Est sont parfois plus prudents dans l'excitation, mais leur désir d'ancrage à l'Ouest, vers la CEE en particulier, domine leur motivation.

Une institution également « dans le vent » est la CSCE, encore que ses nombreux supporters ne lui donnent pas tous le même sens. A la différence des Soviétiques, les Tchèques n'y voient ni un substitut ni un concurrent de l'OTAN. Mais à la différence des Américains, et sans doute parce qu'ils hébergent à Prague le secrétariat de la CSCE créé par la somme de Paris l'août dernier, ils veulent renforcer ses institutions. Ils souhaitent notamment que le prochain sommet des 34 membres, en 1992, crée un « organisme politique permanent », que les fonctions du Centre de prévention des conflits, basé à Vienne, soient étendues de la mise au point de simples « mesures de confiance » au contrôle du désarmement et des ventes d'armes (leur voisin autrichien, le chancelier Vranitzky, est venu dire la même chose à Prague), le tout allant jusqu'à la constitution de « forces armées multinationales de la CSCE ».

D'autres pays donnent la priorité aux regroupements régionaux. La Roumanie veut créer une « Union d'Europe centrale et orientale » qui comporterait par exemple la transparence militaire entre ses membres, continuerait par la mise au point de mécanismes contre les menaces non militaires (terrorisme, écologie) et finirait en « commission pour la sécurité de l'Europe centrale et orientale », le tout sous le chapeau de la CSCE avec participation des Etats-Unis, de l'Union soviétique, de la CEE et de l'UEO en tant qu'observateurs.

Mais Bucarest est aussi la seule capitale d'Europe de l'Est qui ait accepté de cooduler avec Moscou ce printemps un traité bilatéral d'amitié dont deux clauses - l'une qui interdit aux signataires d'adhérer à une alliance ou groupement « dirigé contre l'autre partie », l'autre de prêter son territoire à une tierce partie « à des fins d'agression » - ont été interprétées dans toute la région comme une résum-

gence des servitudes du pacte de Varsovie, au mieux comme une tentative de « fiolander » l'Europe de l'Est : une notion qui eût été bien accueillie il y a deux ans. Mais elle ne correspond plus à la nouvelle donne. Le traité de Paris garanti-il pas, comme l'a rappelé M. Wolfowitz, le droit de chacun des trente-quatre signataires de faire partie d'une alliance, de la quitter ou de proclamer sa neutralité ?

Aussi bico M. Kvitinski, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a essayé une fin de non-recevoir, samedi dernier à Budapest, lorsqu'il a essayé de vendre le même projet de traité à la Hongrie. La Pologne, la Tchécoslovaquie et la Bulgarie ont également refusé de souscrire de tels engagements. Du coup, la Roumanie cherche à sortir de son isolement en proposant aux puissances occidentales de conclure des traités bilatéraux analogues à celui qui la lie à Moscou. Mais ces efforts tardifs ont peu de chance de succès.

Le malade soviétique

Et les Soviétiques dans tout cela ? Comme dans beaucoup de colloques Est-Ouest des dernières années, ils ont été au centre de l'attention quelque peu malsaine, celle que l'on a pour un malade certes méritant, mais dont l'état s'aggrave et dont les réactions restent inquiétantes. Mémorandum donc, lorsque l'on procède, avec le chancelier Vranitzky : « Repousser l'ancien rideau de fer de quelques centaines de kilomètres à l'Est ne serait pas la réponse. » Mémorandum encore, mais un peu plus restrictif, avec cette promesse de M. Wolfowitz : « Il y a clairement une place, dans une Europe démocratique, pour une Union soviétique démocratique » (une manière de dire qu'elle doit d'abord le devenir).

Face à leurs anciens amis et adversaires, les représentants de Moscou ont adopté à Prague une double attitude. Grinçant avec le même M. Kvitinski, qui a critiqué « l'inertie complaisante » dont ferait preuve l'Occident face à la déstabilisation à l'Est : « Pendant que l'Europe de l'Ouest, a-t-il dit, continue de consolider ses propres structures d'intégration, l'Europe de

l'Est se borne à démanteler celle qu'elle avait. La ligne d'affrontement qui a disparu de l'Est et de Berlin risque de réapparaître économiquement sur l'Oder et dans la Thuringe, militairement et politiquement sur le Bug (...) Si cela ne change pas, nous aurons bien du mal à établir fermement la confiance dans nos buts. » D'une part donc, le représentant soviétique se réclame d'une impossible symétrie pour demander des « gestes en retour » de l'OTAN, d'autre part il évoque les « racines historiques et géographiques » pour avertir ses anciens alliés : « L'Europe de l'Est ne doit devenir en aucune circonstance une source de menace pour la sécurité de l'URSS. Il doit être également clair qu'il ne doit y avoir aucune base militaire étrangère, ni aucune force armée étrangère dans cette région. »

Moscou se méfie également des regroupements régionaux qui l'excluraient : établissant un parallèle entre la récente rencontre à Vyshehrad, près de Prague, des chefs des diplomatie tchécoslovaque, polonaise et hongroise, et les efforts « visant à couronner le CEE par une structure de coopération militaire et politique au sein de l'UEO », M. Kvitinski a déploré que les Européens « se hâtent d'embarquer à bord de petits bateaux », alors que « nous étions d'accord pour monter tous à bord de notre grand bateau européen commun ».

Plus conciliant, M. Gueorgui Arbatov, l'ancien avocat de la politique bréjnévienne reconstruit à la « nouvelle pensée », a plaidé dans le même sens, mais en faisant appel à la compassion de ses interlocuteurs. Evoquant les « colonels noirs » qui critiquent M. Gorbatchev et sa politique étrangère, il a fait valoir que le maintien de l'OTAN ou tant que structure permanente « fero problème avec nos généraux » et que les troupes soviétiques actuellement en Europe de l'Est seront aussi déstabilisées pour l'Union soviétique après leur retour qu'elles le sont aujourd'hui pour les gouvernements de la région. Une manière indirecte de confirmer cette conclusion de M. Vranitzky : « Méfiez-vous des puissances montantes, méfiez-vous aussi de leur déclin. »

MICHEL TATU

Le séjour de M. Jacques Delors au Sénégal

## Irriguer pour survivre...

NIANGA (département du Podor)  
de notre envoyé spécial

M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, venu au Sénégal pour proposer « un partenariat entièrement renouvelé » aux pays africains signataires de la Convention de Lomé, a visité mercredi 1<sup>er</sup> mai les lieux du projet de développement agricole du département de Podor, sur le fleuve, à la frontière de la Mauritanie, projet financé par la FED (Fonds européen de développement).

Jeudi, tout autre décor, il a inauguré la place de l'Europe, sur l'île de Gorée, en face de Dakar, où, jadis, les esclaves étaient rassemblés avant d'être expédiés vers la Nouvelle Monde. « Chers paysans, la voue ai amené M. Delors. C'est notre Abou Doucouly. Il est arrivé hier au soir. Ca matin, il est avec vous. Il a dit : « Je ne vais pas au Sénégal sans vous rencontrer les paysans. » Il est là avec le premier ministre. » M. Gabrielle von Brokowsky, qui tient ce langage efficace, est la déléguée de la Commission européenne au Sénégal, et donc la principale animatrice de ce « projet FED » de culture irriguée, dont la double cible est de hisser le département à l'autosuffisance alimentaire et de lutter contre la désertification.

« M<sup>me</sup> Von », comme l'appelle l'interprète, qui traduit en langue toucouleur, s'adresse à deux cents paysans et paysannes, rassemblés sous une grande bache pour dialoguer avec M. Delors et le nouveau premier ministre, M. Habib Tiam, originaire de la région. Après les compliments d'usage, les présidents d'associations de produc-

teurs qui cultivent les périmètres irrigués villageois (1 hectare est demi par famille) s'enhardissant, relayés par l'interprète : « La loi FEO leur a donné des techniques ; ils font du riz hivernal et du riz contre-saison ; ils font une double culture, mais ils n'ont pas de moyens suffisants pour écouler leur riz, pas de moyens de transport, pas assez d'outils pour transformer le riz, les tomates, les oignons. Ils voue soumettent cela, c'est un problème majeur pour le département. » Une femme réclame pour son village un forage et une « casa-santé ». Paroles d'encouragement et promesses de M. Delors à Habib Tiam : le rite est accompli.

L'hypothèque politique

De l'autre côté du fleuve, il y a quelques semaines encore, les Mauritaniens tiraient sur les Sénégalais. Depuis le fin de la guerre du Golfe - la Mauritanie appuyait, alors Saddam Hussein, alors que le Sénégal avait envoyé un contingent renforcer la coalition anti-irakienne - la situation est plus calme. Mais le département doit faire vivre environ 20 000 réfugiés, répartis sénégalais et Noirs mauritaniens, ce qui aggrave une situation rendue déjà très précaire par les années de grande sécheresse.

Dans ce département de Podor (145 000 habitants), en raison du manque de pluie, mais aussi de travaux de régulation du fleuve, il n'y a plus de culture possible, sauf irriguée. La cour du projet FED, démarré en 1988, c'est la construction des aména-

gements hydroagricoles et leur mise en valeur par les agriculteurs eux-mêmes. La totalité de l'aide programmable accordée par la CEE au Sénégal au titre de Lomé III (1985-1990), soit 97 millions d'écus (880 millions de francs), a été affectée à ce projet de développement intégré de la région du Podor.

Outre l'irrigation et la route, la CEE finance la reboisement, les équipements de santé, la modernisation de l'infrastructure urbaine, la création de petites entreprises de services.

De tels projets sont éminemment nécessaires pour frayer l'exode rural. Mais leur rentabilité recettera précaire tant que la politique pratiquée par la gouvernance - celui du Sénégal comme ceux des autres pays africains - ne permettra pas le décollage économique. La Convention de Lomé a partiellement échoué comme instrument de développement, non par manque de crédits mais faute d'avoir su convaincre les gouvernements pertinents d'engager les réformes indispensables.

Le Commission, elle-même dans cette entreprise à la Banque mondiale, se bat à Dakar pour obtenir l'augmentation du prix du riz, ainsi qu'une privatisation plus rapide de sa transformation et de sa commercialisation. Il reste à voir si la situation politique au Sénégal laisse au président Abdou Diouf une marge de manœuvre suffisante pour prendre des décisions impopulaires dans les villes. Le président sénégalais ne vient-il pas d'ouvrir son gouvernement à des opposants qui, pour peu, fonderaient leur campagne électorale sur la baisse du prix du riz ?

PHILIPPE LEMAÎTRE

## AFRIQUE

ZAÏRE : un an après le massacre de Lubumbashi

## La peine de mort a été requise contre l'ancien gouverneur de la province du Shaba

Devant la cour suprême de justice de Kinshasa, la police capitale a été requise, jeudi 2 mai, contre treize des responsables présumés du massacre commis l'an dernier sur le campus de Lubumbashi, capitale de la province du Shaba. L'ancien gouverneur de cette province, M. Koyagialo Ngyase Tzi Géréngbo, figure parmi les inculpés, a-t-on appris, vendredi, de sources judiciaires. M. Koyagialo est soupçonné d'avoir été un des « commanditaires » de l'opération punitive lancée contre les étudiants dans la nuit du 11 au 12 mai 1990.

L'intervention d'un commando - composé, selon divers témoignages, de militaires et de membres de la garde présidentielle

(le Monde du 20 décembre 1990) - avait fait un mort et trente blessés parmi les étudiants, selon le bilan gouvernemental. Mais Amnesty International et la presse belge avaient fait état de plusieurs dizaines de victimes.

La peine de mort a aussi été requise contre sept autres notables régionaux, un membre du commando, un dirigeant syndicaliste étudiant, trois autres élèves, actuellement en fuite, et un professeur. Ce dernier, le révérend Digikisa, qui était incarcéré à la prison centrale de Makala (Kinshasa), a disparu depuis mercredi, ont affirmé des sources de la Ligue zaïroise des droits de l'homme. - (AFP)

MALI

## La France s'engage à fournir une aide d'urgence

A l'occasion de la visite à Paris du premier ministre malien, M. Soumaila Sacko, le ministre de la coopération et du développement, M. Jacques Pelletier, a annoncé, vendredi 3 mai, que la France va accorder au Mali une aide financière d'urgence de 90 millions de francs. Cette aide, dont le montant équivaut à ce que Paris avait versé en 1990, se fera « sous forme de don, dans le cadre du programme que vous avez négocié avec le Fonds monétaire international » (FMI), a précisé M. Pelletier. Une première tranche (40 millions de francs) devrait être mise à disposition du Mali d'ici à la fin mai. Au sujet de l'ex-pré-

sident Moussa Traoré et de ses partisans, arrêtés lors du coup d'Etat du 26 mars, M. Sacko a indiqué qu'il « serait jugé et aura le garantie du droit de défense ». Aucune date de procès n'a cependant été fixée, les enquêtes, selon le premier ministre, ne faisant que commencer.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

CHAMPS  
Le Monde ÉCONOMIQUES

TUNISIE

## Heurts entre policiers et étudiants islamistes dans plusieurs facultés

TUNIS

de notre correspondant

Des incidents se sont produits au cours des derniers jours dans plusieurs facultés, à Tunis, en province, et dans quelques lycées, où les forces de l'ordre ont dû intervenir. Dans la plupart des cas, les affrontements ont eu la même origine : l'arrivée de policiers pour arracher des panneaux d'affichage de textes « hostiles au régime » placardés par des étudiants islamistes, proches ou sympathisants du mouvement des étudiants (UGET) dont les activités ont été suspendues depuis un mois. Il a été aussi signalé des déprédations dans plusieurs établissements, notamment à la faculté des lettres de Kairouan, où la bibliothèque a été incendiée.

Selon des étudiants, les interventions policières, y compris dans des lycées universitaires, auraient été marquées par des brutalités. Il y aurait eu des arrestations, que les autorités n'ont toutefois pas confirmées. La presse gouvernementale voit dans cette effervescence la main du mouvement islamiste Ennahda qui, en lançant ses « bandes de terroristes fanatisées », s'emploie à « une ultime action de sabotage de l'année scolaire et universitaire ».

MICHEL DEURE

سكنا من الامم



500 م.الاول

# PROCHE-ORIENT

Dans une lettre au secrétaire général de l'ONU

## Bagdad demande un moratoire de cinq ans pour le paiement des réparations

L'Irak, faisant valoir l'état de sa situation économique, a requis vendredi 3 mai des Nations unies un moratoire de cinq ans pour payer les dommages causés pendant la guerre du Golfe, dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU. Le même jour, M. Javier Perez de Cuellar a rendu publiques ses recommandations sur la création d'un fonds de compensation pour la réparation

des réparations. Ce rapport lui avait été demandé dans les trente jours par la résolution 687 du Conseil de sécurité votée le 3 avril. D'autre part, le comité des sanctions du Conseil de sécurité, par une décision annoncée vendredi, a laissé libre chaque Etat de lever ou non la gale des avoirs irakiens que Bagdad a réclamés pour l'achat de biens de première nécessité.

NEW-YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

Dans ce document d'un dizaine de pages qui servira de base de discussion - et de décision - au Conseil, le secrétaire général donne le détail de la procédure à suivre mais sans se prononcer sur la part de ses recettes pétrolières que Bagdad devra consacrer à indemniser les victimes de la guerre, qu'il s'agisse d'Etats, de particuliers ou d'entreprises.

Créé sous forme d'un compte spécial de l'ONU, ce « fonds de compensation des Nations unies » sera utilisé pour le paiement des réparations ou des « toute perte, tout dommage » y compris les atteintes à l'environnement et la destruction des ressources naturelles - et de tous autres préjudices directs subis par des Etats étrangers et des personnes physiques et sociétés étran-

gères du fait de l'invasion et de l'occupation illicite du Koweït par l'Irak.

Il sera géré par une commission de compensation des Nations unies placée sous l'autorité du Conseil de sécurité. Cette commission devra s'occuper notamment du mode de calcul de la contribution au fonds, de l'affectation des sommes versées à ce fonds, des paiements dus au titre des réclamations, du mode d'évaluation des préjudices, du recensement des réclamations et du mode de règlement des litiges.

### Un délai pour les réclamations

Prudemment, le secrétaire général s'est gardé de fixer, dès à présent, le montant approprié de la contribution de l'Irak à ce fonds, dont certains voudraient qu'elle atteigne 40 % à 50 % des recettes pétrolières

de Bagdad, d'autres s'en tenant à 10 % ou 15 %. M. Perez de Cuellar propose de prendre en considération « les niveaux probables des futures recettes d'exportation de pétrole irakiennes, les montants des dépenses militaires et des importations d'armes dans le passé, le service de la dette extérieure de l'Irak et les besoins de reconstruction et de développement de ce pays » l'objectif étant de régler les paiements de réparation « dans des délais raisonnables ».

A propos des réclamations, le rapport suggère qu'elles soient faites dans un délai de deux ans « par un Etat, en son propre nom ou au nom de personnes physiques ou morales ayant sa nationalité », seul moyen d'éviter à la commission de « devoir examiner des dizaines de milliers de réclamations », ce qui demanderait une dizaine d'années au moins et risquerait d'entraîner des inégalités dans la présentation des réclamations.

SERGE MARTI

## L'uranium irakien à l'abri

Suite de la première page

Nul doute que les réacteurs de recherche dont l'Irak s'était doté ne soient au nombre des victimes. L'état-major américain l'avait suffisamment claironné (*le Monde* du 22 janvier) lors des bombardements effectués au tout début de l'opération « Tempête du désert ». Les cibles étaient connues et parfaitement répertoriées et contrôlées par l'IAEA.

Il y avait en effet, à Tuwaitha, un petit réacteur d'origine française de 500 à 600 kilowatts, Tammuz-2, alimenté par une charge de 11,5 kilos d'uranium enrichi à 93 %; celle-là même que les irakiens ont mise à l'abri et dont ils sont prêts à révéler la cachette sous réserve qu'elle ne fasse pas l'objet de « raids aériens hostiles ». Mais il y avait aussi un réacteur d'origine soviétique de 5 mégawatts, IRT-5000, fonctionnant avec

une charge d'uranium de 5 kilos enrichi à 80 % (1). Or, selon les irakiens, les matières fissiles de cette dernière installation seraient oxydées sous les décombres.

Il appartient donc aux inspecteurs de l'IAEA qui se proposent de se rendre en Irak vers la mi-mai de faire la lumière sur ces affaires. Mais ils doivent aussi en savoir plus sur d'autres installations nucléaires qui, dans le passé, ne tombaient pas sous le contrôle de l'Agence de Vienne et sont autant de soucis pour tous ceux qui considèrent qu'une matière de prolifération nucléaire le régime de Bagdad n'a pas « un profil lisse comme la surface d'un étang ».

A preuve, ses achats considérables d'uranium appauvri dont la transformation peut donner lieu à la production de plutonium, une matière recherchée pour la fabrication

d'armes atomiques. A preuve encore, les cellules chaudes commandées pour ces opérations ou l'exploitation de mines d'uranium dans le nord du pays (montagne de Chiya Gara) et dans l'ouest du désert de Rabta (Alqaila).

A preuve, enfin, les ateliers de fabrication d'hexafluorure d'uranium construits dans la région de Mossoul et destinés à alimenter des batteries d'ultra-centrifuges installées dans celle de Soulaymanieh. Ne pourraient-elles pas en effet, si elles tournaient, fournir les 22 kilos d'uranium hautement enrichi que nécessite tout engin nucléaire? De là à se demander s'il ne serait pas raisonnable de rapatrier en France les 11,5 kilos d'uranium enrichi de Tammuz-2, il y a un pas que beaucoup n'hésitent pas à franchir.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) A l'origine, ce réacteur, qui n'avait qu'une puissance de 2 mégawatts, alimenté par une charge de 3,5 kilos d'uranium enrichi. Mais ce qui se fait que 22 kilos de matières provenant d'URSS qui seraient stockés là, les Soviétiques n'ayant pas jugé nécessaire de rapatrier les précieuses matières usées du réacteur pour les recycler.

### Les sites nucléaires de l'Irak

Voici une liste d'installations ou sites liés à l'industrie nucléaire en Irak :

- Dans la région de Bagdad : à Tuwaitha, trois réacteurs de recherche français (Tammuz-1, détruit par les israéliens, et Tammuz-2) et soviétique (IRT-5000); IRT, centre où sont stockées de l'uranium naturel, de l'uranium appauvri et de l'uranium légèrement enrichi; IRT, usine achevée par les irakiens et fournie par l'Italie pour produire du combustible oxyde pour réacteur; d'autre part, au nord-ouest de la capitale, F-10, atelier qui serait affecté à la fabrication de composants de centrifugeuses; au sud-est, un banc d'essai de ces matériels; à Al Quagga, au sud, développement de composants d'armes; enfin, à Taji, au nord de la capitale, une unité de construction de centrifugeuses.
- En dehors de Bagdad : à Mossoul, une usine de conversion d'uranium en hexafluorure d'uranium; à Soulaymanieh, des unités d'ultra-centrifugation; au sud de Mossoul, dans les monts Quarach, un atelier de production de concentrés d'uranium (yellow cake) et une cascade de centrifugeuses; dans le Nord, à la frontière turque, un gisement d'uranium à ciel ouvert dans la montagne de Chiya Gara; à Abou Chakir, à 200 kilomètres au sud de Bagdad, prospection de minerai avec les Brésiliens; enfin à Alqaila, dans l'ouest du désert de Rabta, production de concentrés d'uranium à partir de phosphates uranifères avec les Belges.

J.-F. A.

## Une partie seulement des réfugiés sont rentrés au Kurdistan

L'Institut international de la presse (IPI) a protesté, vendredi 3 mai, contre l'expulsion par les autorités turques de l'envoyé spécial du quotidien britannique *The Independent*, Robert Fisk. « Nous apprécions l'aide humanitaire procurée par votre pays aux réfugiés kurdes », écrit le directeur de l'IPI, M. Peter Gallinar, dans une lettre au président Turgut Ozal. « Mais les journalistes doivent pouvoir exercer librement leur profession, sans crainte de la censure. Robert Fisk est un journaliste très respecté, d'une intégrité incontestable. »

Autour d'un article dans lequel il accusait les soldats turcs de piller les vivres destinés aux réfugiés kurdes d'Irak, Robert Fisk avait été arrêté jeudi à son hôtel et longuement interrogé par la police de Diyarbakir. Il a été expulsé vendredi.

ISTANBUL

de notre correspondant

Les réfugiés kurdes irakiens continuent de quitter les camps de la frontière - certains camps ont déjà perdu un quart de la population - pour s'installer à l'intérieur de la zone de sécurité créée dans le nord de l'Irak. Des colonnes de marcheurs fatigués avancent lentement sur des sentiers rendus glissants par la pluie; des enfants en bas âge portant des fardeaux trop lourds pour eux, des vieillards trébuchant sur les cailloux. Au relais organisé par les

troupes françaises, ils reçoivent de l'eau, du pain et du fromage, de quoi survivre jusqu'à Zakhko, une ville, presque déserte, il y a une semaine, ranimée aujourd'hui par le retour de plusieurs milliers de ses habitants.

Mais une fraction seulement des réfugiés sont rentrés. Des centaines d'autres avaient organisé une manifestation au camp d'Isikverci jeudi pour dénoncer le régime de M. Saddam Hussein, le gouvernement américain et son appui américain. Ils ont été dispersés, leur sécurité à long terme n'étant pas garantie.

Alors qu'une centaine de cas de choléra ont été détectés au camp de Cukurka, les alliés - Américains, Britanniques et Français - admettent que le temps presse et qu'il faut absolument convaincre les réfugiés de retourner en Irak rapidement. Malgré les récentes pluies, les ruisseaux de montagne seront à sec dans quelques semaines et la date fixée par les Américains, officiellement, pour terminer le transfert des réfugiés est le 1er juin.

Les alliés ont désormais atteint Surin, le site près d'Amadiye où sera installé le second camp pour les réfugiés kurdes. Mais il n'est pas impossible qu'ils choisissent d'élargir la zone de sécurité pour inclure Dohuk, ville d'origine de milliers de réfugiés, pour inciter ceux-ci à rentrer chez eux.

Alors que les irakiens se replient devant l'avance des alliés, les malotendus se multiplient avec les autorités turques. Le poste-frontière de Habur a été brièvement fermé vendredi matin, et c'est au même moment que le journaliste britannique a été expulsé.

NICOLE POPE

### ISRAËL

## L'ambassadeur des Etats-Unis dénonce la politique d'implantations en Cisjordanie

L'ambassadeur des Etats-Unis en Israël, M. William Brown, a critiqué, vendredi 3 mai, le gouvernement israélien pour sa politique en faveur des implantations dans les territoires occupés. « Il devient de plus en plus clair, aussi bien par d'autres sources, qu'une priorité extrême a été accordée à la fourniture de logements dans les territoires », a déclaré M. Brown au cours d'une réunion organisée à Tel-Aviv par des hommes d'affaires israéliens. « Des maisons mobiles qui mettent plusieurs mois à être installées semblent être mises en place du jour au lendemain en Cisjordanie », a ajouté M. Brown.

L'ambassadeur avait auparavant rappelé que les Etats-Unis avaient fourni une garantie à Israël pour un prêt de 400 millions de dollars destiné au financement de la construction de logements pour des nouveaux immigrants. Washington avait toutefois posé comme condition que ces fonds ne puissent être utilisés en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et à Jérusalem-Est.

A Bruxelles, les Douze ont condamné vendredi la poursuite d'implantations israéliennes dans les territoires occupés et se sont déclarés « gravement préoccupés » par la création en avril de deux nouvelles colonies, à Revava et à Talmon-Keva. Dans un communiqué au ton spécialement ferme, les Douze considèrent cette initiative comme « particulièrement préjudiciable » au processus de paix que tentent actuellement de lancer les Etats-Unis. - (AFP)

Les révélations de M. Bani Sadr et l'affaire des otages américains

## M. Bush dément avoir eu des contacts avec les Iraniens en 1980

Le Congrès américain a été saisi, vendredi 3 mai, d'une demande d'enquête officielle sur les circonstances de la libération des cinquante-deux otages de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran en 1980. Le président George Bush a, pour sa part, rejeté avec colère les accusations selon lesquelles lui-même et son prédécesseur, M. Ronald Reagan, auraient, à l'époque, durant la campagne présidentielle, manœuvré de façon à retarder la libération des otages. « Tâchez de faire taire les rumeurs », a rétorqué M. Bush, a-t-il lancé vendredi à la Maison Blanche.

L'homme à l'origine de cette nouvelle polémique sur cette affaire est un ancien responsable de l'administration Carter, M. Gary Sick. Entendu jeudi par les représentants démocrates, il a réaffirmé que l'état-major électoral de M. Reagan avait promis des armes à l'Iran pour obtenir que les otages ne soient pas libérés sous la présidence de M. Jimmy Carter. Le démocrate Ted Weiss, membre de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, a demandé au président de la commission, M. Dante Fascell, d'ouvrir une enquête. « Ces accusations vont tellement loin que j'estime du devoir de notre commission d'entamer immédiatement une enquête approfondie », a-t-il écrit.

Le porte-parole du président Bush, Martin Fitzwater, a affirmé que le Congrès « se couvrirait de

ridicule » s'il déclenchait des investigations sur des accusations aussi « absurdes ». Le président Bush, a-t-il ajouté, mérite des excuses de la part de l'ancien responsable de l'administration Carter, qui fut chargé du dossier des otages de Téhéran en 1979-1980.

M. Bush, d'après M. Sick, aurait pris part en octobre 1980 à des rencontres à Paris, où les Iraniens auraient accepté de ne pas relâcher les otages avant les élections américaines. « Est-ce que j'étais à Paris en 1980? Assurément pas », a rétorqué M. Bush, vendredi. « C'est tout ce que je vous dirai (...). Réitérer sans cesse des rumeurs, cela finit par être écurant. » L'ancien président iranien Abol Hassan Bani Sadr, au pouvoir à l'époque, a souligné vendredi que George Bush n'était pas à Paris mais s'y était fait représenter.

A la chaîne de télévision TF 1, M. Bani Sadr a déclaré que si M. Bush démentait avoir été à Paris, « il n'a pas dit que tout était des inventions ». « Je n'ai jamais dit qu'il se trouvait à Paris », a-t-il ajouté, en estimant que l'entourage de M. Bush a probablement lancé l'idée de sa présence à Paris pour « pouvoir dire ensuite que l'ensemble était faux ».

Le département de la justice a donné vendredi son feu vert à l'octroi d'un visa d'entrée à M. Bani Sadr, qui souhaitait se rendre aux Etats-Unis pour les besoins de la promotion de son livre (*le Monde* du 4 mai). - (Reuters)

## Un prochain sommet scellera la réconciliation franco-iranienne

Suite de la première page

Le dossier comprend deux volets : la fin du remboursement par la France du prêt de 1 milliard de dollars consenti par le chah au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) pour la construction de l'usine d'enrichissement d'uranium d'Eurodif, et l'indemnisation des entreprises françaises dont les contrats avec l'Iran ont été dénoncés après l'arrivée au pouvoir de l'imam Khomeiny.

A l'issue de négociations interminables, Paris a déjà remboursé près de 700 millions du capital mais les discussions butent toujours sur le calcul des intérêts et le taux du dollar. Quot au cours de négociations sur l'indemnisation des entreprises françaises, elles se heurtent à la modicité des propositions iraniennes.

En désaccord avec le ministère des finances, M. Dumas voudrait en terminer au plus vite avec ce contentieux dont la perpétuation freine le retour des industriels français en Iran (pays que les entreprises allemandes, japonaises et italiennes notamment n'ont jamais quitté) et empoisonne les relations entre Paris et Téhéran.

Quitte à ne pas être trop regardant sur le montant de l'addition finale pour Paris et à ce que la France prenne à son compte une partie de l'indemnisation des firmes françaises lésées. C'est surtout pour faire avancer ce dossier que M. François Schœr, le secrétaire général du Quai d'Orsay, a rejoint vendredi M. Dumas dans la capitale iranienne.

### Ancun préalable côté français

Dès son arrivée à Téhéran, où il a été accueilli par son homologue M. Velayati - qui a effectué une visite en France en décembre dernier, quelques mois après la libération par Paris du terroriste Aïssé Naccache, qui avait tenté d'assassiner dans la capitale française M. Chapour Bakhtiari, ancien premier ministre du chah, - le ministre français des affaires étrangères a insisté sur sa bonne volonté, tant il est vrai qu'au sein du gouvernement français M. Dumas a toujours fait figure de « pro-iranien » et qu'il a toujours beaucoup cru au « danger chiite », même lorsqu'il était le bon ton de soutenir l'Irak de Saddam Hussein. Il a notamment affirmé : « Avec mon ami Ali Akbar Velayati, nous allons jeter un coup d'oeil sérieux sur le contentieux financier qui traîne depuis si

longtemps. Nous avons l'un et l'autre la volonté d'avancer et, si possible, d'aboutir à une solution. »

L'idéal, pour M. Dumas, serait qu'un règlement du contentieux soit couronné par une rencontre entre les présidents Mitterrand et Rafsanjani, sans doute à Paris mais peut-être à Téhéran. Un non-accord sur la question ne devrait cependant pas empêcher la tenue d'un tel sommet auquel, du côté français, on ne pose aucun préalable.

La question devait être au centre des entretiens que M. Dumas a eus samedi matin avec le président iranien - auquel il a remis un message de M. Mitterrand - avant de se rendre dans un camp de réfugiés chiites irakiens, dans le Kouzistan.

Ce choix, auquel les Iraniens ne devraient pas être insensibles puisqu'ils reprochent aux Occidentaux leur « indignation sélective », n'est pas dû au hasard, les réfugiés kurdes ayant été jusqu'à présent les principaux bénéficiaires des secours occidentaux. Le nombre de chiites irakiens réfugiés en Iran se situe entre soixante-dix et cent mille, alors qu'on évalue à près d'un million celui des Kurdes qui ont franchi la frontière iranienne.

### Jouer l'Europe contre les Etats-Unis

La première conversation entre M. Dumas et M. Velayati, vendredi après midi, s'est déroulée dans un climat d'une « extrême cordialité », en croire la délégation française. Deux autres entretiens étaient prévus d'ici à dimanche matin, avant que M. Dumas ne fasse un « saut » au Koweït voisin. Vendredi après-midi, M. Velayati s'est inquiété de la situation politique dans l'émirat et des conséquences écologiques pour l'Iran de l'incendie des puits de pétrole koweïtiens; il a aussi évoqué la charge financière que représente pour Téhéran l'accueil des réfugiés irakiens.

Enfin, abordant la situation régionale, il a insisté sur la nécessité de ne pas toucher aux frontières actuelles de l'Irak et d'accorder une plus grande importance aux opposants irakiens. Le nouvel équilibre de sécurité dans la région, a-t-il ajouté, ne doit pas être imposé par les Etats-Unis mais par les seuls pays de la région.

La réponse de M. Dumas à M. Velayati n'a pas pu lui déplaire puisque, selon M. Daniel Bernard, porte-parole du Quai d'Orsay, le ministre français a rappelé que

« depuis le début de la crise du Golfe, au mois d'août, la France situe son action obstinément dans le cadre des Nations unies ». Il est clair, en effet, que Téhéran entend jouer les pays européens (M. Genscher, le chef de la diplomatie allemande, succède lundi à M. Dumas dans la capitale iranienne) contre les Etats-Unis, dont il souhaite que la présence dans la région soit aussi réduite que possible.

A preuve ce commentaire du *Tehran Times* de jeudi dernier : « L'Europe va avoir besoin d'un allié fort dans la région pour y reprendre pied. L'Iran est sans conteste son meilleur allié potentiel, mais il a ses exigences pour établir des relations amicales et durables avec l'Europe. Téhéran attend tout d'abord des actes qui constituent autant de manifestations de bonne volonté. »

Contrairement à ce qu'il a fait à Pékin et sans doute parce que, pour reprendre son expression, « la vie, c'est la vie », M. Dumas ne devrait pas trop insister durant son séjour sur le respect des droits de l'homme. Il n'en entendait pas moins, à la demande de M. James Baker, le secrétaire d'Etat américain, faire une démarche discrète en faveur des six otages américains toujours détenus au Liban par des groupes pro-iraniens.

JACQUES AMALRIC

### EN BREF

VIETNAM : l'écrivain Dang Thu Huong avait été exclu du Parti communiste avant son arrestation. - M<sup>me</sup> Duong Thu Huong, l'écrivain vietnamien arrêté récemment (*le Monde* daté 21-22 avril), avait auparavant été exclu du Parti communiste vietnamien pour actes d'indiscipline, a affirmé vendredi 3 mai, à Hanoi, M. Tran Trong Tan, chef de la commission idéologique du PCV. M. Tan a indiqué qu'une enquête est actuellement en cours contre M<sup>me</sup> Huong, mais a affirmé ne pas savoir si l'écrivain serait jugé ou non. Une soixantaine d'intellectuels français, parmi lesquels MM. Yves Jouffé, Jean Chesneau et Georges Boudarel, ont réclamé mardi dans une pétition la « libération immédiate » de M<sup>me</sup> Duong Thu Huong. - (AFP)

GUATEMALA : assassinat d'un général. - Ancien commandant de l'armée de l'air du Guatemala, le général Anacleto Maza Castellanos a été tué par balles, jeudi 2 mai, par des inconnus, devant son domicile dans la capitale. D'autre part, la guérilla a saboté mercredi un oléoduc dans le nord du pays, provoquant une fuite évaluée à plusieurs dizaines de milliers de barils de pétrole. - (AFP, Reuters)



## POLITIQUE

## M. Rocard ne souhaite pas une réforme de la Constitution

Dans un entretien accordé pour le dixième anniversaire de la première élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République et diffusé par RTL vendredi 3 mai, M. Michel Rocard s'est déclaré hostile à une réforme de la Constitution, qui, selon lui, « a donné à la France une grande stabilité et une grande autorité internationale ». Il a ajouté : « Il faut mieux ne pas y toucher, et, après tout, cela ne marche pas si mal ». Le premier ministre estime, toutefois, que la Constitution actuelle est parfois « rude à vivre » et que le partage du pouvoir entre le président de la République et le chef du gouvernement est « un jeu d'équilibre parfois compliqué ».

Après s'être déclaré « résolument opposé » au système présidentiel à l'américaine, qui, a-t-il dit, « ne marcherait jamais en France » et constituerait « une catastrophe nationale », le premier ministre a expliqué qu'il ne souhaite pas, un jour, que la représentation nationale « cède à la tentation de deux assemblées parlementaires » se mette d'accord sur la

durée du mandat présidentiel. Il a rappelé que M. Mitterrand s'était montré, à plusieurs reprises, plutôt favorable à la réduction de ce mandat, mais qu'il avait décidé que cette réforme ne serait engagée que sur la demande convergente des parlementaires.

M. Rocard a ajouté : « Nous avons déjà la réforme de la saisine du Conseil constitutionnel, qui est bloquée par le Sénat pour des raisons purement politiciennes : ce n'est pas le moment de penser à une autre ».

Dans le domaine économique, le premier ministre a affirmé qu'il ne prend pas pour « une victoire personnelle » le fait que l'on n'ait pas renationalisé après 1988 et que l'on s'oriente vers des nationalisations à 51 %. « Dans un pays où les entreprises sont souvent sous-capitalisées, je considère comme une très grande prudence, comme une garantie, de conserver un secteur public important et développé », a-t-il précisé. Il le faut flexible, et nous en sommes maintenant d'accord, le président de la République et moi-même ».

La réforme du travail parlementaire. La commission des lois de l'Assemblée nationale a approuvé, jeudi 2 mai, la proposition de résolution de M. Laurent Fabius, signée par les présidents des groupes PS, RPR, UDF et UDC, et qui vise à simplifier l'adoption de certains textes techniques ou consensuels. Cette réforme, qui sera soumise aux députés, en séance publique, le 7 mai, permettra des votes sans débat sur l'ensemble d'un texte s'il n'y a pas d'amendements, ou avec un débat restreint aux articles comportant des amendements. Le recours à cette procédure sera décidé en conférence des présidents, à l'initiative du président de l'Assemblée, du gouverneur, du président d'un groupe ou d'une commission permanente, qui pourront, également, s'y opposer jusqu'à la veille (18 heures) de la discussion en séance publique. La commission des lois a adopté un amendement étendant cette procédure aux deuxièmes lectures et aux lectures ultérieures.

M. Durieux estime qu'il existe une majorité d'idées. — Invité de Franco-Inter, vendredi 3 mai, M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, a déclaré qu'il existe une majorité d'idées entre socialistes et centristes à l'Assemblée nationale et que M. Pierre Méhaignerie, président du groupe parlementaire UDC (auquel M. Durieux appartenait jusqu'à son entrée au gouvernement, en octobre dernier) qui n'a pas voté la réforme hospitalière, « était dans une situation difficile pour qu'il puisse, sur ce texte de loi, maintenir sa volonté de suivre une ligne d'opposition constructive ». Pour M. Durieux, il y a eu « des pressions de

partenaires de l'opposition sur d'autres partenaires de l'opposition ».

Bellet : Élection législative les 2 et 9 juin. — L'élection législative partielle provoquée, dans la deuxième circonscription du Territoire de Belfort, par la démission de M<sup>me</sup> Gilberte Mario-Moskowitz, suppléante de M. Jean-Pierre Chevreton, aura lieu le 2 juin pour le premier tour, le 9 juin pour l'éventuel second tour, indique un décret paru vendredi 3 mai au Journal officiel. Outre M. Chevreton, cinq candidats se sont déjà déclarés : MM. Jean Rossolot (RPR), candidat unique de l'opposition parlementaire, Jean-Yves Roubez (Front national), Alain Fousseret (Verts), Roger Heyer (Génération écologie) et Joël Niess (PCF).

## Le gouvernement entend consacrer désormais ses efforts au développement économique de l'île

Avant de quitter la Corse, vendredi 3 mai, au terme d'une visite d'un jour et dans l'île le Monde du 3 mai, M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, a déclaré que le nouveau statut permettra de « passer sur un braguette plus puissante ». Il a indiqué que le gouvernement réunira, avant le 15 juillet au plus tard, un comité interministériel entièrement consacré au développement économique de la Corse.

## AJACCIO

de notre envoyé spécial

La visite qu'il a faite en Corse jeudi 2 et vendredi 3 mai a permis à M. Marchand de constater sur place une « forte demande » de développement de la part des

acteurs de l'économie de l'île. Cette demande s'était déjà traduite, lors du débat autour du projet de nouveau statut, par le souhait, exprimé de plusieurs côtés, que le gouvernement renforce le volet économique du texte.

M. Marchand a jugé que cette demande « impose au gouvernement le devoir de participer au développement économique » de l'île, encore que le ministre ait souligné le paradoxe qui, partout en France, pousse les acteurs et les élus locaux à revendiquer davantage de responsabilités et de marge de manoeuvre, tout en demandant toujours plus à l'État.

Le ministre de l'intérieur a souligné qu'en matière de sécurité aussi la Corse est dans une situation « assez paradoxale ». A l'occasion d'une réunion avec les responsables de la police et de la gendarmerie dans l'île, le ministre a pu constater que le sentiment d'insécurité s'accroît, en Corse, à cause des mauvais chiffres de 1990 : la délinquance a augmenté de 16,25 % (le Monde daté 28-29 avril).

Sanction du port d'arme sans permis

En outre, cette augmentation se traduit notamment par l'apparition sur l'île de formes de délinquance traumatiques pour les victimes et encore inconnues ici il y a peu, comme les vols à l'arraché, particulièrement pratiqués à Ajaccio depuis quelque temps.

Les chiffres enregistrent une baisse de 25 % sur les quatre premiers mois de l'année 1991 par rapport à la période correspondante de l'année 1990, mais le taux d'évaluation des affaires est toujours, selon

## La fin de la visite de M. Marchand en Corse

## Le gouvernement entend consacrer désormais ses efforts au développement économique de l'île

M. Marchand, « loin d'être satisfait ». Cela n'empêche pas les nouveaux responsables de la police, sur l'île, de manifester en privé un optimisme tout relatif et très prudent, réactivation de l'appareil d'enquête et de répression, d'enregistrer quelques succès en matière de délinquance de droit commun comme en matière de violence politique. Dans l'immédiat, M. Marchand a souligné qu'il n'est pas question de la loi, en Corse, comme sur le continent. « Ni plus ni moins », le port d'arme sans permis, qui constitue sur l'île une sorte de tradition jusqu'ici tolérée, est maintenant sanctionné.

M. Marchand a enfin été interrogé à FR 3 sur la refonte des listes électorales prévue dans le nouveau statut et qui fait partie de l'action de moralisation de la vie publique, mais qui est contestée par une partie de la classe politique locale et pourrait être annulée par le Conseil constitutionnel. Le ministre de l'intérieur a reconnu que, si la suppression de cette refonte était susceptible de créer un « déséquilibre dangereux » du texte, celui-ci serait, néanmoins, « diminué dans son importance ».

Lors d'une conférence de presse à la préfecture, M. Marchand a été interrogé sur l'éventuel caractère évolutif du statut vers un pouvoir législatif de l'Assemblée de Corse. Il a coupé court à cette réflexion : « Si comme les voix à l'arraché, particulièrement pratiqués à Ajaccio depuis quelque temps ».

Les chiffres enregistrent une baisse de 25 % sur les quatre premiers mois de l'année 1991 par rapport à la période correspondante de l'année 1990, mais le taux d'évaluation des affaires est toujours, selon

Le Monde daté 28-29 avril.

M. Marchand, « loin d'être satisfait ». Cela n'empêche pas les nouveaux responsables de la police, sur l'île, de manifester en privé un optimisme tout relatif et très prudent, réactivation de l'appareil d'enquête et de répression, d'enregistrer quelques succès en matière de délinquance de droit commun comme en matière de violence politique. Dans l'immédiat, M. Marchand a souligné qu'il n'est pas question de la loi, en Corse, comme sur le continent. « Ni plus ni moins », le port d'arme sans permis, qui constitue sur l'île une sorte de tradition jusqu'ici tolérée, est maintenant sanctionné.

M. Marchand a enfin été interrogé à FR 3 sur la refonte des listes électorales prévue dans le nouveau statut et qui fait partie de l'action de moralisation de la vie publique, mais qui est contestée par une partie de la classe politique locale et pourrait être annulée par le Conseil constitutionnel. Le ministre de l'intérieur a reconnu que, si la suppression de cette refonte était susceptible de créer un « déséquilibre dangereux » du texte, celui-ci serait, néanmoins, « diminué dans son importance ».

Lors d'une conférence de presse à la préfecture, M. Marchand a été interrogé sur l'éventuel caractère évolutif du statut vers un pouvoir législatif de l'Assemblée de Corse. Il a coupé court à cette réflexion : « Si comme les voix à l'arraché, particulièrement pratiqués à Ajaccio depuis quelque temps ».

Les chiffres enregistrent une baisse de 25 % sur les quatre premiers mois de l'année 1991 par rapport à la période correspondante de l'année 1990, mais le taux d'évaluation des affaires est toujours, selon

Le Monde daté 28-29 avril.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

ANDRÉ LAURENS

## Le ministre et le « renard argenté »

## AJACCIO

de notre envoyé spécial

Bien qu'il eût été en total désaccord sur le fond du problème corse, M. Pierre Joxe, lorsqu'il était ministre de l'intérieur, chargé de ce dossier, et M. Jean-Paul Rocca-Serra, le président (RPR) de l'Assemblée régionale, avaient conçu, au fil des années, une sorte d'estime réciproque : M. Joxe respectait l'âge et la finesse politique du « renard argenté », lequel, en retour, se méfiait d'un ministre, parfait connaisseur de son dossier, qui ne se laissait pas impressionner et qui savait trouver, à l'occasion, des réparties cinglantes.

Avec M. Marchand, M. de Rocca-Serra prend moins de gants. Vendredi 3 mai, à Ajaccio, alors qu'ils se rencontraient pour la première fois en Corse, le président de l'Assemblée et le ministre, venu prononcer le discours de conclusion d'un déjeuner-débat organisé par le Crédit local de France.

## « Nous attendons beaucoup mieux ! »

La veille, en Haute-Corse, M. Marchand avait rencontré deux maires de petites communes, l'un socialiste, l'autre ancien communiste, qui soutiennent le nouveau statut. Vendredi matin, M. Emile Zucarelli, député (radical de gauche), maire de Bastia, farouche adversaire du statut, avait néanmoins reçu dans les formes le ministre en visite. A Ajaccio, M. de Rocca-Serra n'a pas été très accueillant.

Malgré la « dévotion courtoise » envers le ministre qu'il s'est imposé de respecter, le député de la Corse-du-Sud a cependant apostrophé M. Marchand en lançant : « Qu'attendez-vous pour que la Corse retrouve la paix, la sérénité ?... Tout ceci n'a servi à ramener le calme, les attentats persistent... Nous attendons beaucoup mieux ! » M. de Rocca-Serra a été suivi par MM. Charles Ornano, maire (bonapartiste) d'Ajaccio, sénateur de la Corse-du-Sud, et Jean Baggioli, vice-président (UDF) de l'Assemblée régionale, qui se sont adressés à M. Marchand sur le même ton.

## Violence des propos

Sans attaquer le ministre ni le nouveau statut, M. Dominique Bouchard, communiste, sénateur, maire de Sartène (Corse-du-Sud), ne leur a pas non plus apporté son soutien, préférant attirer l'attention du gouvernement sur le problème du chômage et de l'industrialisation de l'île. Bref, M. José Rossi, président (UDF-FR) du conseil général de la Corse-du-Sud, unique parlementaire des droits à avoir voté le statut, s'est encore retrouvé le seul à soutenir M. Marchand.

M. Rossi, qui avait déjà été isolé, dit-on, dans quelques inaugurations ou cérémonies officielles, après le vote définitif du statut, n'a été applaudi, vendredi, que par un participant au déjeuner. Cela ne signifie pas qu'il sera seul le jour des élections régionales de 1992. Leur préparation commence à mobiliser les esprits des hommes politiques de l'île qui, déjà, avec gourmandise, imaginent des combinaisons et additionnent des pourcentages avec une rapidité de machine à calculer. Cela explique peut-être la violence des propos entendus vendredi.

M. Marchand est resté calme sous l'orage. Se réjouit-il, l'a réservé pour un peu plus tard, lorsqu'il sera détaché, en train sur sa pipe, il a lancé aux journalistes qu'il interrogeaient : « La violence politique... c'est souvent une affaire de génération... Il y a des élus qui paraissent incarner un certain dynamisme, et certains qui semblent l'incarner moins ».

J.-L. A.

## CONTRE LE RÉTABLISSEMENT DU DÉLIT D'HOMOSEXUALITÉ

Le 4 août 1982, la France mettait fin aux discriminations fondées sur la sexualité en abolissant le décret Pétain. Enfin, le mot homosexualité disparaissait du Code pénal, suite à la déclaration de François Mitterrand en mars 1981 : « L'homosexualité doit cesser d'être un délit ».

Le 23 avril 1991, le Sénat, contre toute attente, vient de proposer l'adoption d'un texte archaïque qui réintroduit cette inégalité devant la loi, nous replongeant ainsi un demi-siècle en arrière. Avec tous ceux qui aspirent à une société plus juste, fondée sur les Droits de l'homme, nous dénonçons ce retour de l'injustice.

Stéphane Audran, Barbara, Pierre Bergé, Hector Biencotti, Hugot Bouchard, Pierre Bourdieu, Henri Callavet, Dominique Charvet, Nicole Croisille, Sophie Darel, Daniel Defert, Harlem Désir, Jean-Jacques de Felice, Dominique Fernandez, Jacques Gallot, Christophe Girard, Juan Goytisolo, Juliette Gréco, Hervé Guibert, Gisèle Halimi, Monique Hérold, Yvette Horner, Albert Jacquard, Daniel Jacoby, Christian Lacroix, Noël Mamère, Maud Marín, Gabriel Matzneff, Jean-Florian Mettelat, Claude Montana, George Mourad, Yves Navarre, Jacques Pérotti, Gilles Perrault, Michelle Perrot, Roger Peyrefitte, Michaël Pollak, Sonia Rykiel, Véronique Samson, Sapho, Nicole Savy, Léon Schwartzberg, Franck Sérusclat, Claude Simon, Jimmy Somerville, Jean-Pierre Vernant, Paul Veyne.

Signatures à nous renvoyer à : **Projet Ornicaire**, 25, rue Michel-Le-Comte, 75003 Paris. Tél. : (1) 42-72-94-92. Télécopie : (1) 42-72-91-13.

De plus, le Sénat ayant voté un amendement sanctionnant la dissimulation involontaire du sida, assorti également de peines d'ombrage et de prison, le Gay Pride 91, qui regroupe les associations homosexuelles et de lutte contre le sida, appelle à un :

**RASSEMBLEMENT DEVANT LE SÉNAT**  
le LUNDI 6 MAI à 18 h 30

Le Monde  
**DOSSIERS & DOCUMENTS**  
Mai 1991  
**SPÉCIAL EXAMENS**  
**LE DERNIER ÉTAT DU MONDE ET DE LA FRANCE**  
Indispensable pour actualiser ses connaissances  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Restaurant  
**La Mare au Diable**  
Déjeuners d'Affaires ou Dîners Romantiques aux Chandeliers  
Fermé dimanche soir et lundi  
Tél. : 60-63-17-17 - Fax : 64-41-88-49  
Accès direct R.N. 6 - Entre Liessaint et Melon 77550 BREAUX

مكتبة الامم



صكيات الامم

## SOCIÉTÉ

Le Monde • Dimanche 5 - Lundi 6 mai 1991 7

Après le passage du cyclone du 30 avril

# Le bilan des victimes au Bangladesh ne cesse d'augmenter

Quatre jours après le passage, le 30 avril, du cyclone sur la côte du Bangladesh, le bilan officiel de la catastrophe était, samedi 4 mai, de 92 000 morts et plus de 10 millions de sans-abri, dont la moitié sont dépourvus

de tout. Ce bilan, déjà terrible, ne cesse de s'alourdir. Il n'est malheureusement pas exclu que le dernier cyclone ait été aussi meurtrier que celui de novembre 1970, qui avait tué « officiellement » 300 000 personnes, mais plus probable-

ment 600 000 ou 800 000. Aux personnes tuées par l'effet direct des vents ou de l'onde de tempête vont sans doute s'ajouter de très nombreuses victimes de la faim ou des maladies liées à l'eau polluée (diarrhée, choléra, salmonellose, ami-

biase, etc.). Toutes ces maladies existent à l'état endémique au Bangladesh, mais la situation sanitaire actuelle va certainement en multiplier les cas. Quant à la situation matérielle du pays, elle ralentit ou arrête tout echeminement des secours.

Dans les bourgades proches de Chittagong

## « Nous buvons l'eau des crues, la maladie est partout »

Laila, douze ans, est morte vendredi. Quelques heures plus tôt, son père avait enterré sa sœur cadette, à côté de leur maison dont le toit a été arraché par le cyclone du 30 avril. Laila et sa sœur de dix ans faisaient partie d'un groupe d'une dizaine d'enfants des environs d'Anwara, une bourgade située à une quarantaine de kilomètres de Chittagong.

Tous étaient tenaillés par la soif et la faim et ils ont bu l'eau des crues stagnante sur le sol. Les deux fillettes sont mortes de la diarrhée provoquée par cette eau polluée, qu'elles n'avaient évidemment pas fait bouillir. « Qui expliquera aux enfants qu'il faut faire bouillir l'eau ? Qui nous fournira de quoi faire du feu ? », suppliait un voisin, peu après l'enterrement des deux enfants, sous la pluie battante qui ne cesse de tomber sur toute la région sinistrée. « La miséricorde d'Allah était sur nous, ajoute-t-il. Pas plus de deux cents personnes avaient péri ici. Mais maintenant, Dieu et le gouvernement se sont ligüés contre nous et nous mourons de faim et de maladie. Il n'y a aucune aide et nous n'avons même pas un simple puits. Nous buvons l'eau des crues, la maladie est partout, dans toutes les maisons. »

Ces plaintes des habitants d'Anwara résument la situation lamentable des millions de survivants du cyclone. Cette région, encore prospère il y a quelques jours avec ses 125 villages agricoles, a été virtuelle-

ment rasée par le cyclone. L'invasion des eaux de la mer et les pluies qui ne cessent de tomber depuis le 2 mai ont noyé les réserves d'eau et de nourriture. Des tonnes de riz avaient été entassées sur le bord d'une rue. Maintenant, elles pourrissent en dégageant une odeur fétide, et les égarés continuent les ont transformés en flaques. « C'est une question de temps avant que la faim nous pousse à manger cette saleté et à boire dans le ruisseau », dit ce pleurant Rais Chowdhury.

### Totale imprévoyance

« Le cyclone a détruit 99 % de nos cultures », affirme le fermier d'un village proche d'Anwara, en montrant les hommes qui ramassent les récoltes arrachées et apportées là par la tempête. « Des tonnes de denrées venant de tous les points du globe arrivent à Chittagong. Mais, jusqu'à présent, ni les représentants du gouvernement, ni les envoyés des organismes de secours ne se sont arrêtés à Anwara pour distribuer des médicaments ou de la nourriture, se plaignent les habitants de la bourgade. Une épidémie de choléra [qui existe dans la région à l'état endémique] va sûrement éclater si aucune mesure n'est prise. »

La catastrophe qui s'est abattue sur le Bangladesh a souligné l'impéritie des autorités de la région. Seuls

avaient été construits 62 abris anti-cyclone, alors que la population se compte par millions. Dans certains abris, prévus pour mille personnes au maximum, trois mille sont venues s'entasser le 30 avril.

Mais le manque d'obris n'est pas le seul facteur qui a aggravé la tragédie. Il y a bien eu, diffusées à la radio, des alertes prévenant la population de la proche arrivée du cyclone. Mais peu d'habitants étaient munis de postes-radio. Et d'ailleurs qu'auraient-ils pu faire ? Certains qui s'étaient abrités dans la base militaire de Patenga, à 25 kilomètres de Chittagong, après avoir entendu des alertes lancées le 29 avril, ont affirmé qu'« il n'y avait aucun préparatif en cours dans la base, pas même une réunion du personnel. Aucun volontaire civil n'est allé prévenir les populations côtières de l'approche du cyclone. »

### Dix millions de sinistrés

Le ministre d'Etat chargé des secours, M. Lufar Rahman Khan, avait d'abord estimé que 100 000 sinistrés avaient besoin d'une aide immédiate. Ses services ont dû rectifier leurs chiffres : sur un total de dix millions de sinistrés, cinq millions ont besoin de toute urgence de secours. Le premier ministre, M. Khaleda Zia, a déclaré le 3 mai devant le Parlement que « les dom-

mages sont si colossaux qu'il est impossible au gouvernement d'y faire face seul ». D'après les premières estimations, les dégâts matériels se chiffrent à au moins 1 milliard de dollars.

L'acheminement des secours est très difficile, pour ne pas dire impossible. Le principal port du pays, Chittagong, dans lequel au moins huit navires ont été endommagés ou ont coulé, est fermé pour une durée indéterminée. Aucun bateau apportant des secours ne peut y accoster. Plusieurs de ces bateaux étaient des pétroliers dont la cargaison se répand dans la mer et menace ainsi la côte du Bangladesh d'une marée noire. L'aéroport, partiellement réparé dans la journée du 3 mai, ne peut encore fonctionner à pleine capacité.

Et que dire des îles et des zones très isolées dont on ne sait toujours rien ? L'équipage d'un hélicoptère militaire, qui a pu se poser sur Saint-Martin, n'a vu dans cette île aucun dommage. En revanche, un photographe du même hélicoptère a vu sur l'île de Maikhali, non loin de Cox's Bazar, au sud de Chittagong, une soixantaine de personnes hurlant pour réclamer de la nourriture. Après avoir lancé quelques colis, l'hélicoptère a dû prendre la fuite pour poursuivre, ailleurs, sa mission de survie. — (AFP, UPI).

L'aide de la France

## M. Bernard Kouchner se rend dans les zones sinistrées

M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, s'est envolé, dans la matinée du samedi 4 mai, pour le Bangladesh, avec une délégation d'experts. A partir de Dacca, la capitale, il doit se rendre dans les zones sinistrées, afin de procéder à une évaluation des besoins et de l'aide que la France pourrait apporter aux victimes de la catastrophe. Deux hôpitaux mobiles, livrés par le gouvernement français aux autorités du Bangladesh après les inondations de 1988, vont être mis en place à Chittagong et Cox's Bazar, dans les zones les plus touchées par le cyclone.

Pour l'heure, l'aide débloquée, vendredi 3 mai, par le gouvernement français ne s'élève qu'à 300 000 francs. Un avion de ligne chargé d'une cargaison de médicaments, composée pour l'essentiel de purificateurs d'eau, mais aussi d'antibiotiques et de médicaments antidiarrhéiques, d'un montant total de 200 000 francs, devait également partir, samedi 4 mai, à destination de Dacca. Dans les zones sinistrées, nombre de canalisations ont été rompues et l'approvisionnement en eau potable est très perturbé. « Ces médicaments, dit un spécialiste, visent à lutter contre les salmonelloses, les amibiases ou encore les dysenteries. »

Une première aide urgente de 300 000 francs a été mise à disposition des ONG (organisations non

gouvernementales) présentes sur place par le gouvernement français, qui prévoit également d'acheter de la nourriture par l'intermédiaire de son ambassade. Samedi 4 mai, une mission du Secours populaire français devait partir à son tour pour le Bangladesh, pour fournir des produits capables de désinfecter 3 millions de litres d'eau.

### La mobilisation internationale

Dans le monde entier, l'aide internationale continue à s'organiser pour venir au secours des populations sinistrées. Une réunion avait eu lieu, jeudi 2 mai, à Dacca, sous la présidence du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Les autorités du Bangladesh ont souligné leurs besoins en céréales, en lait en poudre et en médicaments. L'Arabie saoudite a offert une aide de 400 millions de rials (100 millions de dollars). La Grande-Bretagne a annoncé, vendredi 3 mai, l'octroi d'une nouvelle aide de deux millions de livres sterling (3,5 millions de dollars). A Genève, la Croix-Rouge et le Croissant-Rouge ont lancé en commun, le 3 mai, un appel pour la collecte de 12 millions de francs suisses (33,2 millions de francs) devant servir en priorité aux besoins médicaux et alimentaires du Bangladesh.

## Plus de dix millions de sans-abri

Suite de la première page

Citant les statistiques des cyclones et ondes de tempête dévastatrices depuis 1971, les journaux soulignent que sur les 60 catastrophes recensées, 24 sont survenues en été (avril-mai-juin au Bangladesh) et presque toutes dans la région du port de Chittagong.

Mais c'est en fait tout le pays qui est désorganisé. Les communications téléphoniques sont erratiques, les routes souvent inondées et Chittagong, deuxième ville du pays, est en panne quasi générale, avec un aéroport tout juste utilisable depuis vendredi soir et un port réduit à l'inaction pour plusieurs jours encore.

A Dacca, la colonie diplomatique est instamment priée de faire passer le message à la communauté mondiale et l'on note avec satisfaction que c'est la solidarité islamique qui a le mieux joué jusqu'ici, notamment avec l'envoi de tentes par l'Arabie saoudite. L'armée bangladaise, pour sa part, fait ce qu'elle

peut pour distribuer vivres et médicaments aux populations chassées de chez elles par le cyclone. Des camionnettes bourrées de chapattis (galettes de pain) sont envoyées dans les zones accessibles. Mais la plupart des sinistrés, précisément, se trouvent dans des zones quasi inaccessibles, même en bateau léger.

Comble d'infortune, le mauvais temps redouble depuis vendredi soir. Lorsque les hélicoptères réussissent à décoller, ils ne peuvent pas atterrir sur les îles submergées. Les vivres, une fois de plus, vont s'entasser à Dacca sans pouvoir être distribués à leur cadence d'arrivée.

ROGER CANS

RECTIFICATIF : C'est évidemment au prix d'une guerre sanglante avec le Pakistan, et non avec l'Inde, comme il était écrit par erreur dans le Monde du 3 mai, que le Bangladesh a acquis son indépendance, en 1971.

## Cyclone, tornade, typhon, raz-de-marée...

Les cyclones ravagent diverses régions tropicales des deux hémisphères. Ceux de l'océan Indien (et donc du golfe du Bengale), comme ceux du centre du Pacifique, n'ont pas de nom régional spécifique. Ce sont tout simplement des cyclones tropicaux. En revanche, les cyclones des Caraïbes sont des ouragans, ceux de l'Asie du Sud-Est et de l'Extrême-Orient des typhons et ceux d'Australie des willy-willy. Les noms changent, mais pas la capacité de destruction des cyclones tropicaux.

En outre, il ne faut pas confondre tornade et cyclone tropical : les tornades, qui peuvent se produire sur l'eau (ce sont alors des trombes) ou sur la terre ferme, sont des phénomènes extrêmement violents, certes, mais leur diamètre excède rarement quelques centaines de mètres, leur parcours quelques dizaines de kilomètres et leur durée de vie quelques heures.

Les cyclones tropicaux, en

revanche, ont des diamètres de trois cents à huit cents kilomètres. Leurs parcours s'étirent sur des centaines ou des milliers de kilomètres et leur durée de vie est de l'ordre de la semaine. Ils se créent et s'entretennent uniquement sur des mers chaudes et perdent leur violence très rapidement dès qu'ils parviennent sur la terre ferme.

L'onde de tempête - appelée improprement mais fréquemment raz-de-marée - est due à l'addition de plusieurs facteurs : la baisse de la pression barométrique fait monter le niveau de la mer (un millibar en moins égale un centimètre d'eau en plus) ; les vents très violents qui soufflent vers les côtes font monter la mer sur celles-ci. Une haute mer de vive eau (la Lune était pleine le dimanche 28 avril) et la configuration des fonds marins contribuent aussi au phénomène qui peut parfois atteindre sept à huit mètres.

Y. R.

## Un effet du « télescope » de l'Inde avec l'Asie

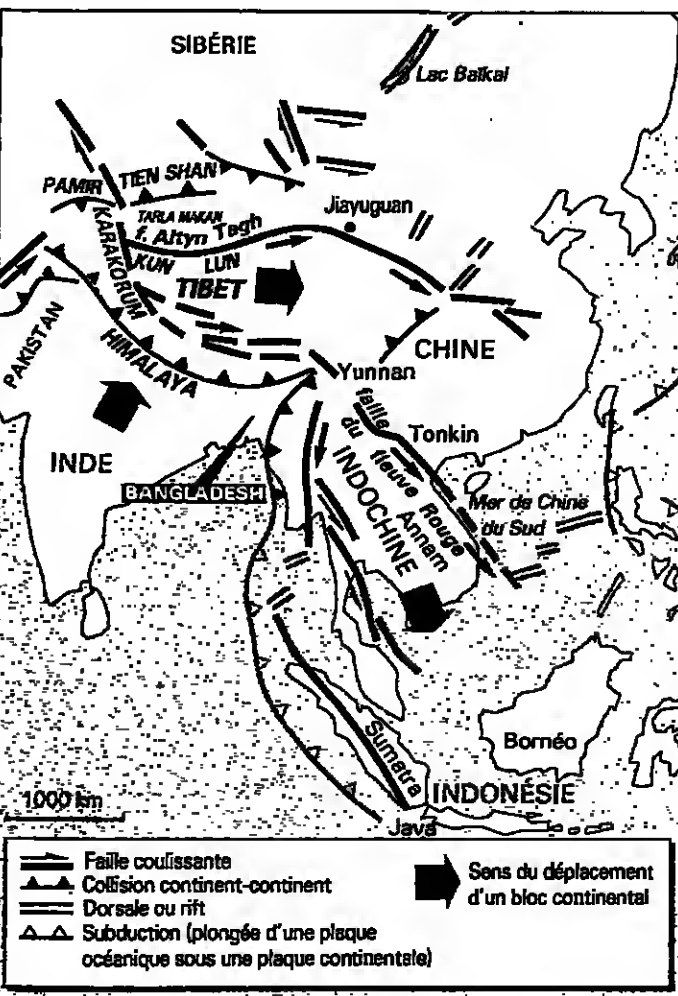
Depuis cinquante millions d'années, le sous-continent indien (que nous appelons l'Inde pour plus de commodité, bien qu'il faille y joindre le Pakistan et le Bangladesh) « télescope » l'Asie. L'Inde, en effet, vient de loin. Il y a deux cents millions d'années, elle était, dans l'hémisphère sud, partie intégrante de l'écouen continent de Gondwana, tout comme l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Antarctique, l'Australie et Madagascar. En l'état actuel des connaissances, on pense que le Gondwana se composait de six continents : l'Inde, l'Australie, l'Amérique du Sud, l'Antarctique, l'Australie et Madagascar. L'Inde était alors aux alentours du 30° parallèle sud et elle y est restée jusqu'à vers -70 millions d'années, pendant que se formaient les supercontinents de nos jours : l'Asie et l'Amérique du Nord. L'Inde a alors accélééré se « remonter » vers le nord : vers -50 millions d'années, elle était autour du 10° parallèle sud et arrivait en contact du continent asiatique qui était à cette période plus au sud qu'il ne l'est actuellement. L'Asie est « remontée » elle aussi vers le nord, mais l'Inde allait plus vite : vers -25 millions d'années, elle était au sud du 20° parallèle nord. Le « télescope » continue de nos jours : actuellement l'Inde avance toujours de 5 centimètres par an par rapport à la masse asiatique.

L'Inde a alors accélééré se « remonter » vers le nord : vers -50 millions d'années, elle était autour du 10° parallèle sud et arrivait en contact du continent asiatique qui était à cette période plus au sud qu'il ne l'est actuellement. L'Asie est « remontée » elle aussi vers le nord, mais l'Inde allait plus vite : vers -25 millions d'années, elle était au sud du 20° parallèle nord. Le « télescope » continue de nos jours : actuellement l'Inde avance toujours de 5 centimètres par an par rapport à la masse asiatique.

### La menace de séismes violents

Bien entendu, ce « télescope » ne se fait pas facilement. La croûte continentale est trop légère (relativement) pour s'enfoncer et disparaître dans le manteau supérieur situé sous elle. L'avant du sous-continent se fragmente en écaïles qui se chevauchent et créent, par là même, l'Himalaya. En même temps, elle exerce sur toute la masse asiatique une poussée telle que l'Asie se déforme en bandes ou en blocs qui sont expulsés l'un après l'autre vers le sud-est. Ainsi a déjà été créé l'ensemble indochinois. Ainsi s'expliquent les très violents tremblements de terre qui en découlent périodiquement en Chine.

L'Himalaya monte toujours. Certes, il est très difficile de mesurer les déplacements verticaux. Mais cette surrection - la plus



rapide au monde actuellement, car elle doit être de l'ordre de plusieurs millimètres par an - saute aux yeux du moins géologue des voyageurs : la route qui mène au Ladakh et celles qui mènent au Tibet au Népal et de la Chine au Pakistan suivent ou longent des gorges vertigineuses : les cours d'eau sont obligés de s'enfoncer sur place très rapidement sans avoir le temps d'élargir leur vallée.

L'Himalaya montant, la plaine indo-gangétique descend moins. Mais elle descend incontestablement, comme le montre l'énorme épaisseur des sédiments qui s'y

sont accumulés et qui s'y accumulent toujours. Le delta du Gange et du Brahmapoutre est dans une situation encore plus dangereuse.

Là, en effet, se fait sentir la plongée du nord-est de l'océan indien sous la Birmanie. On ne peut dire de combien descend le delta, mais sûrement plus vite que le plaine indo-gangétique. Tout cela explique les submersions fréquentes qui ravagent le Bangladesh, et fait peser sur ce malheureux pays le menace de tremblements de terre qui pourraient être très violents...

YVONNE REBEYROL

## REPÈRES

### POLLUTION

#### Exxon joue les mauvais payeurs

La compagnie pétrolière Exxon a rajouté, vendredi 3 mai, un accord qui la contraignait à verser 900 millions de dollars (plus de 5 milliards de francs) en dédommagement de la marée noire provoquée en 1989 en Alaska par le pétrolier Valdez. Cette décision intervient moins de vingt-quatre heures après la dénonciation du même accord par le Chambre des représentants de l'Alaska, relançant le bras de fer juridique que se livrent les responsables de la firme et les représentants de ce pays, touché de plein fouet par la catastrophe écologique. L'échouage de l'Exxon Valdez, survenu le 24 mars 1989, près de Prince-William-Sound (Alaska), avait été à l'origine de la plus grande marée noire ayant jamais déferlé sur les côtes des Etats-Unis. — (AFP).

### CHOLÉRA

#### Epidémie au Nigeria

Trois cent trente-six personnes ont succombé au choléra, le mois dernier, dans l'Etat de Bauchi, au nord-est du Nigeria, où, par ailleurs, des émeutes religieuses ont fait près de 250 morts au début de la semaine dernière, a rapporté vendredi 3 mai, l'agence officielle NAN à Lagos. L'épidémie frappe l'ensemble de l'Etat où quelque 1 500 personnes se trouvent actuellement en traitement, a déclaré, jeudi 2 mai, le commissaire à la santé de cet Etat, le docteur Joshua Maine. L'Etat de Bauchi a déjà distribué 30 000 doses de vaccin et en a commandé 500 000 autres. — (AFP).

## Le Monde

### PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356



## SOCIÉTÉ

## AFFAIRES

## Gracco dans le rouge... à lèvres

Du financement du PS aux cosmétiques, ou les participations multiples de la société en liquidation

Obscurs méandres du financement des partis politiques... Le 24 juillet 1990, une assemblée générale extraordinaire de la société Raphaël Bilange a pris acte, ainsi qu'en fait foi son compte-rendu, de la cessation des fonctions d'administrateur de la société Gracco, qui n'est plus actionnaire depuis le 10 avril 1990. Résolution adoptée à l'unanimité.

Voilà qui ressemble fort, à première vue, au divorce surréaliste d'un parapluie et d'une machine à coudre. La société Raphaël Bilange, dont le siège est à Paris, tient, un peu laborieusement (plus de 5 millions de francs de pertes au terme du premier exercice clos le 30 septembre 1989), de remettre à flot une marque de produits de beauté (Rouge Baiser), dont elle a récupéré la diffusion en état de pánico commercial.

Feu la société Gracco (en liquidation depuis la fin du mois de janvier 1990) a acquis en 1989 une tout autre notoriété dont le monde politique, surtout socialiste, se serait bien passé. Les suites explosives d'une perquisition et d'une saisie de documents effectuées à Marseille en avril de cette année-là par les inspecteurs Antoine Gaudino et Alain Mayot, ont en effet révélé l'existence et l'efficacité d'un énorme système de financement du PS et des dépenses électorales de ses élus. Piliers de ce dispositif : les sociétés Urbatechne et Gracco, gérées par un groupement d'intérêt économique, sous la houlette de M. Gérard Monate.

Du rouge à lèvres et des financements électoraux... Pour divorcer, il faut s'être marié. Ces épousailles, révélées par les deux dernières livraisons de l'*Événement du jeudi* (le 3 mai), nous guident, pour une fois, au deuxième plan. L'ancien syndicaliste policier qui, dans cette participation, n'y voit pas malice, pas plus que dans le reste de ses activités, M. Monate : « J'étais tout à fait d'accord pour que nous investissions dans des secteurs productifs des arts que nous avions eu l'opportunité de créer. Ce que, du reste, les statuts bancaires de Gracco autorisaient,

selon lui, parfaitement. Certes, M. Monate, s'il n'était pas hostile « à ce qui pouvait être rentable », fut, en l'espèce, réservé, puis franchement défavorable : « J'étais réticent parce qu'il s'agissait d'une marque en déconfiture. » L'ancien responsable d'Urbatechne indique par ailleurs : « Nous avions des participations dans d'autres sociétés. »

Figuration pour M. Monate, rôle-vedette pour M. Jean-Dominique Blardone, mais en cause par l'événement du jeudi, après l'avoir été jadis pour d'autres raisons par le Point puis dans un livre de Jacques Derogy et Jean-Marie Pontaut (1). M. Blardone, qui ce tapage fait osciller de l'ironie à l'irritation, et qui refuse obstinément, à quelques détails près, d'expliquer son rôle et ses activités, fut le marié de Gracco et de la société chargée de raviver Rouge Baiser.

## Un marié idéal

Cet ingénieur des travaux publics âgé de quarante et un ans, proche d'un ancien trésorier du PS, M. André Laignel, qui est actuellement secrétaire d'état, pour sa part, le secrétaire général du GIE Urbatechne et le directeur général adjoint d'Urbatechne. Sous ses initiales (JDB) il est l'un des héros involontaires des célèbres « cahiers Delcroix » saisis à Marseille, par lesquels le scandale arriva, et dont les morceaux choisis ont, depuis, largement circulé.

Ainsi, au cours de la réunion des délégués d'Urbatechne du 20 juin 1986, M. Joseph Delcroix attribue à « JDB » le souci de « voir comment Urbatechne peut régler certains problèmes avec élus (exemple : affectation du plus grand à l'élu directeur) ». Le 3 octobre 1986, l'évocation de « réseaux parallèles » (concurrents d'Urbatechne) inspire à M. Blardone cette sage réflexion : « On peut faire d'importantes prestations. » Mais l'homme qui prophétise en janvier 1988 « avec ce qui se prépare, on va

plutôt vers les ennemis » sait diversifier ses activités. A quand remonte ce souci ? En octobre 1984, il est interpellé, retour de Suisse, au poste douanier de Ferney-Voltaire. Selon M. Blardone, l'événement se réduit à une minuscule péripétie ordinaire pour un homme qui, comme lui, voyage beaucoup. La preuve ? Porteur de simples « listes de matériel informatique », croit-il se souvenir, il ne sera évidemment pas inquiété.

Selon d'autres sources, M. Blardone fut trouvé en possession, au moment de son interpellation, de reçus bancaires correspondant à des versements en Suisse de plus de 73 000 dollars (soit environ 660 000 FF, compte tenu du cours de l'époque). Alertée, à sa demande, la direction générale des douanes (à la tête de laquelle se trouvait alors M. Bernard Gaudillère, ex-directeur du cabinet de M. Henri Emmanuelli et aujourd'hui reconverti dans la banque) n'aurait fait, ultérieurement, après audition de M. Blardone, aucun usage des premiers procès-verbaux de constatation, négligeant même l'inscription de ce dernier au fichier national des informations douanaires.

M. Blardone dément. Il faut donc rechercher d'autres éléments qui témoignent de ce souci de diversification. M. Blardone gère la Société française de commerce (SFC) créée en mars 1984 : Courtage, achat, vente de tout matériel et produits ou denrées de toute nature. Des fortunes diverses : l'exercice clos en juin 1989 : 564 000 F de pertes un an plus tard.

En février 1986, se crée la Commercial Financial and Technological Services (CFTS). PDG : M. Jean-Dominique Blardone. Au nombre des actionnaires de départ (pour un capital initial de 500 000 F), on trouve, outre M. Blardone, une banque zurichoise, et une société domiciliée à Pasadena (Eagle Development and Engineering Services SA).

## La valse des promesses

Les visées de la CFTS sont d'une ampleur prête à susciter le vertige : « Réaliser toute étude de faisabilité sur les plans technique, juridique, financier, et assurer d'effectuer toute recherche et d'assurer tout service lié à la réalisation d'installations industrielles, dans les domaines pétrolier, chimique, agroalimentaire, transport, télécommunications ou autres, ainsi qu'à la commercialisation des produits correspondants, d'assurer la prestation de tout concours et services, etc. »

De fait, les premiers projets de la CFTS font valser pays et produits dans une cascade de promesses variées : Israël, Maroc, États-Unis, Jordanie, Argentine, Roumanie...

hélicoptères, boudés d'amarrage pour pétroliers, cosmétiques (déjà).

Curieusement, la Garantie mutuelle des fonctionnaires, associée, en mai 1987, à la CFTS, pour un « projet d'exploitation forestière au Congo » octroie à la société de M. Blardone « 800 000 F au titre de son action passée ». Capital en dents de scie, forte oscillation de rentabilité (2 500 000 F de bénéfice pour l'exercice clos le 31 mars 1989 ; 26 000 F de pertes un an plus tard), la CFTS n'en songe pas moins... à se diversifier. C'est ainsi qu'en mai 1988, elle est présente à hauteur de 150 000 F - lors du tour de table constitutif de la Société Raphaël Bilange (capital, à cette phase : 750 000 F). Au nombre des autres actionnaires, on trouve : Gracco, on l'a vu (à hauteur de 192 300 F), et M. Jean-Philippe Chauvel.

Ce dernier, qui a commencé par une mise de fonds modeste de 10 000 F, sera bientôt accusé par M. Blardone de faire sombrer le rouge à lèvres dans le désastre. En juin 1989, M. Blardone, qui préside le conseil d'administration de Raphaël Bilange tout en y représentant Gracco (à d'autres moments, ce sera M. Jean-Jacques Gestebois), se dit « au regret de constater que la gestion de M. Chauvel a abouti entre juin 1988 et mai 1989 à une perte cumulée de 4 millions de francs ». Mais il faudra attendre juillet 1990 pour qu'une assemblée vote la démission de M. Chauvel, administrateur, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 1989.

Entre-temps, pour éviter que Rouge Baiser ne disparaisse, il aura fallu augmenter en catastrophe le capital à seule fin de compenser des avances prises sur la société Raphaël Bilange, par, entre autres, la CFTS (plus d'un million de francs) et Gracco (1 756 000 F).

Fin de toutes les utopies. Adieu, le client saoudien qui acceptait de farder quelque lointain harem, à concurrence de 250 000 F. Oubliées, les microboites assueses de M. Blardone : « Le président informe (...) le conseil qu'il y a de bons espoirs de liquider le vieux stock en URSS au prix de 3,50 F l'article, ce qui représente une rentrée en trésorerie de l'ordre de 750 000 F, après versement de la commission due à CFTS pour cette opération, soit 0,50 F par unité vendue. »

Gracco se lasse de ce Baiser coloré et apparemment sans avenir. Entre-temps, la brigade financière marseillaise a mis fin à tout dilemme en faisant implorer le dispositif d'Urbatechne. Qui sait si quelques-uns n'ont pas alors songé qu'il eût mieux valu investir dans des moutons propices à escamoter, le moment venu, quelques larmes.

MICHEL KAJMAN

(1) Enquête sur les ripoux de la côte, Fayard, 1991.

## SPORTS

TENNIS : France-Australie en Coupe Davis à Nîmes

## Santoro dans les arènes

La France et l'Australie étaient à égalité, vendredi 3 mai à Nîmes, après les deux premiers simples de leur quart de finale de la Coupe Davis de tennis. En battant le néophyte Fabrice Santoro (6-3, 6-4, 7-6), l'australien Richard Fromberg a réduit à néant l'avantage donné à la France par Guy Forget, vainqueur de Wally Masur (6-3, 6-3, 6-4).

NÎMES

de notre envoyé spécial

Les arènes de Nîmes peuvent se transformer en « plus beau cirque du monde », comme le prétend Philippe Chatrier, président de la Fédération internationale de tennis, mais elles ne peuvent pas empêcher d'être aussi l'un des plus beaux spectacles du tennis. C'est ce que la Coupe Davis de Nîmes, mais son début de saison sur terre battue, où il avait été éliminé au premier tour du tournoi de Nice par Cédric Pioloin, puis au deuxième tour à Monte-Carlo par le Soviétique Volkov, n'était peut-être pas idéal pour aborder ce baptême en confiance.

Très nerveux, Fabrice Santoro s'est bien appliqué à garder la balle dans le court. Mais son manque d'agressivité a permis à Richard Fromberg, le seul Australien qui a pu préférer la terre battue aux autres surfaces, de prendre l'initiative dans la plupart des échanges grâce à son service et à son coup droit, beaucoup plus performants. Soutenu par un public presque aussi bruyant que pour une finale, le jeune Français n'a même pas su saisir sa chance au troisième set, conclu au tie-break, lorsque son adversaire, de plus en plus courtisé par les santes de vent, semblait sur le point de perdre patience.

Après cette défaite, Yannick Noah envisageait d'aligner Guy Forget aux côtés de Henri Leconte dans le double, dont le résultat pourrait être décisif. En cas de victoire française, il resterait alors au nombre un français à justifier contre Richard Fromberg son cinquième rang mondial pour assurer à son équipe une place en demi-finale de la Coupe Davis, du 20 au 22 septembre, contre la Yougoslavie.

GÉRARD ALBOUY

## EN BREF

BOXE : le Français Skouma perd son titre européen. - Le boxeur français Freddy Skouma a perdu son titre de champion d'Europe des super-welters, vendredi 3 mai, au stade Pierre-de-Coubertin à Paris, à l'issue d'un combat arrêté au 5<sup>e</sup> round contre le Néerlandais Mourad Tonati.

FOOTBALL : Cannes bat Nancy en match avancé. - En match avancé de la 35<sup>e</sup> journée du championnat de France de football, Cannes a battu Nancy par un but à zéro. A la 4<sup>e</sup> place du championnat, Cannes semble bien placé pour accrocher une qualification à la Coupe de l'UEFA.

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5512

HORIZONTALEMENT

I. Maladie des rats. Invitation à tout garder. - II. Pour la caissier, n'a pas besoin d'être très développé. Coule en Afrique. Un beau parler. - III. Craignent le bâton. Recherché par celui qui veut triompher glorieusement. Abréviation évitant une répétition. - IV. Paut nourrir un Provençal. Fournissant, une marière utile. - V. Dans la vant. Tache verte sur fond ocre. Point de départ. - VI. Quand la verta sont au vent blanchie. Parassaux. - VII. Evoque une bonne façon de parler. - VIII. Patite, pauvent être assimilés à la hagatalla. Parfois comme la voix après une mème nuit. - IX. Succès de s'envoler. Filles anglaise. - X. Pas vilain. Se servir. Cours élémentaire. - XI. Na jouant évidemment pas avec leurs trépas. Na fait rien d'original. - XII. Pea brillant. D'un auxiliaire. - XIII. Ville du Nigéria. Utilité quand un vent alterne la flamme. - XIV. Peut perdre ses dents quand il mord d'aspé. Morceau de bois. Se dore au soleil. - XV. Qui peuvent provoquer une explosion. Fleur. - XVI. Raste sur la champagne. Les hommes n'y portent pas toujours la culotte.

VERTICALEMENT

1. Endroit où il y a parfois de la bousculade. Court quand il est chaud. - 2. Qui va très bien. Ne se laisse pas facilement ébranler. Sur un chendier naval. - 3. Fit preuve d'attachement. Est attaché à un pieu. - 4. On se sucre quand on le mange. Est comme un mort. - 5. Qui n'y a pas mèche. Pur esprit. Fut cordiale avec les Angélie. - 6. Lie. Na sa dégonflant pas. Adverbe. Régule, en chémie. - 7. La soleil de la courtoisie. Grand, pour les bonnes œuvres. Abréviation. - 8. Ne sont jamais navas quand elles sont reçues. Peut être séduit quand il y a de beaux rastes. - 9. Se laisse aller. Peut être assis.

Solution du problème n° 5511

Horizontalement  
I. Bavard - II. Ecologie - III. Sele. Rats. - IV. Torrent. - V. Su. Trions. - VI. Edée. Ut. - VII. Lot. Ura. - VIII. Lires. Non. IX. Engagé. - X. Engagé. - XI. Série.

Verticalement

1. Best-sellers. - 2. Accouder. - 3. Voir. Etrier. - 4. Alerte. Agni. - 5. Ri. Er. Users. - 6. Dernier. Sas. - 7. Erato. En. - 8. Et. Nu. Oies. - 9. Assistance.

GUY BROUTY

## JUSTICE

A Nice

## Renvoi du procès de M. Lucien Salles

M. Lucien Salles, gérant de la SARL Europ Show et directeur de Nice-Opéra, a comparu, vendredi 3 mai, devant la 6<sup>e</sup> chambre du tribunal correctionnel de Nice sous l'inculpation d'abus de confiance et de fraude fiscale. Dès l'ouverture du procès, son défenseur, Me Thierry Lévy (Paris), a soulevé la prescription d'une partie des faits retenus par l'accusation. Le tribunal a mis en délibéré jusqu'au 16 mai son jugement sur cet incident de procédure. Quelle que soit sa décision, les débats reprendront, sur le fond, le 30 mai. Durant cette courte audience, Me Lévy a dénoncé le caractère « politique » de cette affaire, en accusant le parquet de s'être « réveillé », après être resté inactif quand l'ancien maire (CNI) de Nice, M. Jacques Médéric, « imposait son autorité à tous les échelons » (Correspondant régional).

Une prise d'otage à la maison d'arrêt de Lure (Haute-Saône). - Le directeur de la maison d'arrêt de Lure a été pris en otage, vendredi 3 mai pendant cinq heures, par un prévenu contestant sa mise en détention et tenant à la main une grenade. Le détenu a été maîtrisé vers 23 h 30 par six policiers, et sa victime a été libérée saine et sauve. La grenade était fautive. Elle avait été confectionnée avec du plâtre.

## COMMUNICATION

Du fait de difficultés financières

## La chaîne Eurosport va cesser d'émettre

Le programme anglais de télévision par satellite Eurosport, qui diffusait des émissions sportives à 60 millions de téléspectateurs en Europe, devait cesser d'émettre dimanche 5 mai dans la soirée, on indiquait vendredi les responsables d'Eurosport.

Sky Television (filiale du groupe News International de M. Rupert Murdoch) et le consortium Eurosport ont décidé de mettre fin à leurs relations contractuelles, de nouveaux partenaires financiers n'ayant pas pu être trouvés dans les délais impartis, ajoute le communiqué diffusé à Genève.

Le consortium se réduira toutefois la semaine prochaine pour tenter de trouver des solutions permettant de poursuivre l'expérience. Quatorze chaînes, toutes membres de l'Union européenne de radiodiffusion - c'est-à-dire l'Eurovision pour le grand public, - dont la BBC, la RAI, la RTB, l'ensemble

des télévisions scandinaves, etc. forment ce consortium. La société Sky Television, associée à 50-50 avec ce consortium, supportait la totalité du risque financier de l'opération lancée en février 1989. Le magnat américain avait d'ailleurs annoncé son intention de se retirer d'Eurosport.

En plus de ces difficultés, Eurosport avait été mise en cause par la Commission européenne, qui a récemment fait droit à la plainte de la chaine concurrente, Screen Sport.

Cette dernière estimait que l'alliance entre Sky Television et les chaînes du consortium donnait lieu à une position favorable tout à fait injuste au sein du marché transnational européen des programmes sportifs à Eurosport, les télévisions membres retransmettant prioritairement ses programmes, au détriment de ceux de ses concurrents (Le Monde du 22 février).

Une grève aux NMPP empêche les journaux parisiens de paraître dans le Sud-Est. - Aucun journal parisien n'a été distribué le 3 mai dans le Sud-Est, à la suite d'une grève lancée la veille à l'agence régionale des messageries (ARM) des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP) de Vitrolles, dans les Bouches-du-Rhône. Le personnel de l'ARM a suivi un mot d'ordre de grève lancé par le Livre-CGT, méloritaire. Il fait suite au projet de reorganisation du réseau des NMPP qui, d'après la CGT, entraînera « une perte de travail dans les agences régionales et donc des suppressions d'emplois ».

Le prix Calotte 1991 à Marc Lambron. - Le prix Calotte, créé il y a deux ans à Genève par la fondation Armleder pour récompenser un romancier francophone, a été attribué en 1991, le 3 mai, au Salon du livre et de la presse de Genève, à Marc Lambron pour son roman *Nuit des masques*. Il s'agit de son deuxième roman, publié par Flammarion. Le premier, *L'impression de Madrid*, publié en 1988, avait obtenu le prix des Deux-Magots. Né en 1957, Marc Lambron est à la fois maître des requêtes au Conseil d'Etat et critique littéraire au Point. (AFP.)

صلى الله عليه وسلم



صكنا من الامل

CULTURE

Deux disparitions  
L'écrivain Jerzy Kosinski

De Lodz à New-York

L'écrivain américain d'origine polonaise Jerzy Kosinski, cinquante-sept ans, a été retrouvé mort vendredi matin 3 mai dans son appartement de Manhattan, la tête dans un sac de plastique, a annoncé la police new-yorkaise, qui estime qu'il s'agit d'un suicide. C'est sa femme qui a découvert le corps vendredi matin, a précisé un porte-parole de la police. Selon ce dernier, une lettre a été trouvée sur les lieux du drame, mais son contenu n'a pas été révélé.

« Mon mari était en mauvaise santé en raison de problèmes cardiaques. Son incapacité grandissante à écrire l'avait rendu dépressif, tout comme sa peur de devenir un fardeau pour moi et ses amis », a fait savoir sa femme Katherine, par l'intermédiaire d'un porte-parole.

Jerzy Kosinski était né à Lodz, le 14 juin 1933. D'origine juive, il connaît pendant la guerre une enfance difficile avant de faire ses études de 1953 à 1955 à l'université de sa ville natale, où il obtient un diplôme d'histoire et de sciences politiques. Décrochant un passeport en affirmant qu'il détenait une bourse d'études - un mensonge -, il arrive en 1957 à New-York où il exerce différents petits métiers, chauffeur de taxi ou gardien de parking, avant de recevoir réellement une bourse de la fondation Ford pour étudier à l'université Columbia.

Dès 1960, sous le pseudonyme de Joseph Novak, il publie *The Future is Ours*, *Comrade*, un livre écrit en anglais, qui restera sa langue de plume pour toutes ses œuvres. Deux ans plus tard, il termine *No Third Path*. Ces deux livres, qui ne sont pas des fictions, analysent la société soviétique. Mais c'est en 1965 qu'il accède à la célébrité en publiant son premier roman *The Painted Bird* (l'Oiseau bariolé), édité en France chez Flammarion, comme la plus grande partie de son œuvre traduite.

Ce livre, qui retrace l'odyssée d'un enfant fuyant seul dans l'Europe orientale occupée par les nazis, est très largement inspiré de sa propre enfance quand, à l'éclatement de la seconde guerre mondiale, les Kosinski avaient envoyé le petit Jerzy, fils unique, trouver refuge à la campagne. *L'Oiseau bariolé* fut couronné en France en 1966 par le Prix du meilleur livre étranger.

Son deuxième roman, *Steps* (les Pas), en 1968, est composé de fragments, petites histoires intercalées de conversations entre un homme et une femme avant et après l'amour. Un livre qui fera tout autant scandale que le premier l'avait fait, par sa violence et son ambiance érotique et parfois cruelle.

Une polémique éclatera plus tard au sujet de son œuvre, Kosinski étant accusé d'être un plagiaire et d'avoir fait écrire ses livres par ses éditeurs. Une campagne de dénigrement orchestrée par le gouvernement communiste polonais, avait répliqué l'auteur.

Jerzy Kosinski était également l'auteur de *Being There* (la Présence), 1971, *The Devil Tree* (la Sève du diable), 1973, revu en 1981, *Cockpit*, 1975, *Blind Date* (le Portentifère inconnu), 1977, *Passion Play* (le Jeu de la passion), 1979, *Pinball*, 1982, *The Hermit of 69th Street*, 1988. De *Being There* avait été tiré un film, *Bienvenue Mr. Chance*, dans lequel Peter Sellers campait un naïf jardinier.

Avant d'épouser Katherine von Fraunhofer en 1987, déjà sa compagne depuis de nombreuses années, Kosinski avait été marié à Mary Jay Weir, riche veuve américaine décédée en 1968.

THÉÂTRE

Les mille miroirs de l'illusion

Une pièce de Jean Genet qui date des années 50, porte son âge, mais offre de splendides images

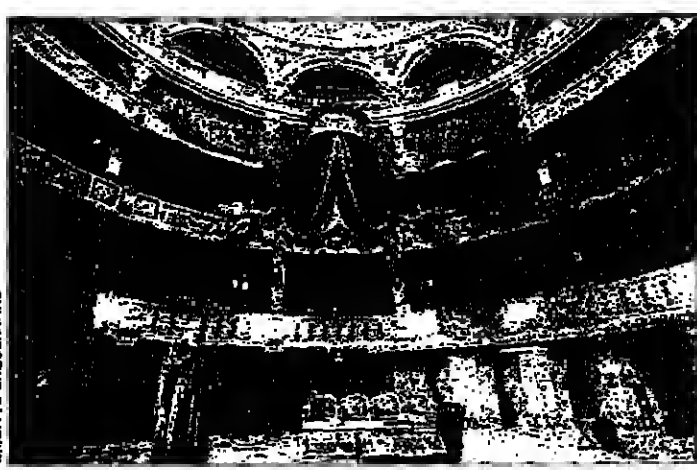
LE BALCON d'Odéon

Le salon est vaste, entièrement tendu de rouge comme il se doit. Un rouge un peu poussiéreux mais chatoyant dans la lumière royale aux multiples pendeloques. Il y a des balcons arondis, sculptés d'or éteint, et sur lesquels s'incrustent des statues aux poses alanguies. En bas, il y a des sortes de niches, rouges toujours. Et un parfum d'ère et un lit. Nous sommes dans le bordel de Madame Irma...

Dehors, la révolution fait entendre ses tirs et ses cris. Dehors : les couloirs, le foyer du théâtre. Car la scène, c'est la salle de l'Odéon, avec ses balcons, corbeilles et cariatides et son plafond peint. En fait, il n'y a plus de scène ni de salle, le public est installé directement en demi-cercle autour de cet espace superbe et aménagé par Gerardo Vera et Bernard Michel. Magnifique et mystérieux espace !

Après une grève d'environ trois semaines, Luis Pasqual peut enfin présenter sa mise en scène du *Balcon* de Genet : c'est dire si, le soir de la première, les acteurs étaient tendus. Le spectacle tient un rythme forcené, les changements de tableaux se font évidemment à vue, les accessoires - le lit - manipulés dans la pénombre par de belles jeunes femmes dénudées et des garçons plus beaux encore.

Les filles de Madame Irma, en guêpière et jarretelles, ont la démarche nonchalante, le regard indifférent des putes blasées. Sans leurs déguisements d'évêque, de juge, de général, les clients portent des vêtements tristes de petits-bourgeois. L'Envoyé qui vient récupérer la vic-



Geneviève Page ou Madame Irma

toire des rebelles est chamarré comme un académicien, Madame Irma, toute en noir, exagérément maquillée, régit sans discussion, avec le soutien du chef de la police, qui ressemble à un fonctionnaire hystérique...

Les tirs de mitraillettes assourdissent, des explosions illuminent les balcons désertés. D'un seul mouvement, un dais tombe d'on ne sait où, transformant la corbeille en loge royale... Luis Pasqual voit dans le *Balcon* une œuvre baroque, dont la puissance de dérision, le grotesque grinçant portent en eux une immense violence. Elle demande outrance et grandiloquence.

C'est une vision vraiment intéressante, mais à laquelle s'adapte mal la plupart des comédiens, et c'est quand même une pièce mal ficée, redondante, qui s'égare en même temps que tous ces personnages, perdus dans leur

image reflétée par les mille miroirs de Madame Irma - le fameux effet miroir du théâtre. « La pièce ne m'intéresse pas, parce qu'elle est loupée. Je m'en suis détournée en l'écrivant », déclarait Jean Genet au cours d'un entretien publié après sa mort (le Monde daté 20-21 avril 1986).

Des guignols sulfureux

Elle doit pourtant cacher quelques qualités puisqu'elle sollicite les metteurs en scène les plus différents - Peter Zadek, Peter Brook, Giorgio Strehler, Antoine Bourseiller, Georges Lavaudant, entre beaucoup d'autres sans doute. Les personnages principaux sont devenus emblématiques et représentent pour les comédiens des défis, autant que ceux de Shakespeare. Mais alors

que l'on peut voir cent fois Hamlet en attendant ce qui va se passer, on se désintéresse bientôt de ce qui va arriver aux héros de Genet, puisqu'ils ne sont que masques et faux-semblants.

Le pari pris de Luis Pasqual en fait des guignols sulfureux. Ils devraient et pourraient se montrer inquiétants si les acteurs ne s'enfonçaient outre et crailleurie.

Certains, comme Bruno Sermonne (le Général), qui est de toute façon excessif, ou Jean Dauvergne (le chef de la police), qui manifeste une grande force nerveuse, tiennent le ton. Un ton d'autorité qu'Anna Galiena (Carmen, la Seconde de Madame Irma) possède, semble-t-il, naturellement. Mais souvent ils bésillent, n'osent pas la farce, fléchissent le genou. Quant à Geneviève Page, Madame Irma, elle bouillonne sans complexe, joue la vulgarité sans raison.

Luis Pasqual intensifie les caractères de la pièce : ses boursoffleurs, sa confusion, sa gratuité - actuellement en tout cas, les questions sur l'illusion, la réalité théâtrale et la réalité ont été épuisées pour encore quelques années. Mais aussi il déploie la splendeur des images qu'elle provoque. Tout ce qui est visuel est magnifique : le décor et, mieux encore, l'ambiance, les attitudes, les mouvements, les déplacements : l'apparition de Lisette Malidor, divinité équivoque. Peut-être le texte du *Balcon* devrait-il être réadapté.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinées samedi et dimanche à 15 heures, à l'exception des 18, 19 et 25 mai. Jusqu'au 2 juin. Tél. : 43-25-70-32.

Mohamad Abdel Wahab

Suite de la première page

En 1925, il fait la connaissance d'Ahmad Chawki, surnommé « l'émir des poètes ». De cette relation naîtra le renouveau de la chanson égyptienne et arabe. Abdel Wahab, qui était pourtant un des meilleurs luthistes, détrône l'instrument roi de l'orchestre arabe en introduisant mandolines, guitares et violons. Cela lui permet d'insérer des éléments mélodiques et orchestraux dans ses chansons. Le poète Ahmad Chawki écrit les paroles des chansons, donnant à ce qui était considéré comme une forme mineure de l'art le cachet de la respectabilité.

En 1934, Abdel Wahab devient le « briseur du cœur des vierges » en se lançant dans le cinéma avec *Al Wadn el Beido* (la Rose blanche). Très vite, il devient le chanteur attitré de la cour du roi Farouk qui venait d'arriver au pouvoir. Celui-ci lui décerne en 1937 la médaille du Nil, une distinction qui n'avait jamais encore été décernée à un musicien.

Dorénavant Abdel Wahab allait être le chanteur des rois et des émis, et toutes les cours lui feront la cour. Malgré ses liens avec le régime honni, Abdel Wahab devient le chanteur de la révolution de 1952. Un exploit qu'il a renouvelé avec le président Sadate, qui lui a décerné le titre de général honoraire *causa* pour avoir orchestré *Sayed Darwish* (« Biladi » (Ma patrie), devenu l'hymne national égyptien).

Abdel Wahab, qui décida dans les années 60 de cesser de chanter, ne perdit pas de sa célébrité, grâce notamment aux chansons qu'il a composées pour la célèbre Oum Kalsoum.

Adulte et riche, Abdel Wahab a obtenu en 1983 le disque de platine. Celui qui était un renouveau dans sa jeunesse était devenu pontifiant dans sa vieillesse. Il n'a cessé de critiquer la musique et les chansons « sandwiche » de la nouvelle vague de musique arabe pop. Cela ne l'a toutefois pas empêché d'être le patron de plusieurs jeunes talents devenus aujourd'hui célèbres grâce à ses compositions.

Avec le décès d'Abdel Wahab, disparaît aujourd'hui la génération des monstres sacrés pour laisser la place aux simples vedettes.

ALEXANDRE BUCCIANTI

VENTES

Le bûcher des vanités

A New-York, chez Sotheby's et Christie's, le réajustement des prix de l'art contemporain

« Quand les spéculateurs réglent leurs dettes, les collectionneurs reviennent. Mais ils font attention. » Ainsi parle Emmanuel Clavé, expert chez Christie's, à Paris, après les trois journées de vente aux enchères consacrées à New-York à l'art contemporain. « On n'achète plus l'équivalent, mais les pièces, qui représentent l'artiste au plus haut de sa gloire », renchérit Laurent Joffe, chez Sotheby's, à Londres.

Si le temps des chiffres records est bel et bien révolu, celui du marasme semble prendre fin. Après un hiver plutôt noir, les adjudications effectuées entre le 30 avril et le 2 mai par Sotheby's et Christie's à New-York annoncent une moyenne de 70 % de lots vendus, qui confirme la légère tendance à la reprise amorcée à Londres en mars dernier.

Ainsi, chez Sotheby's, la vente totale a atteint 28 500 000 dollars pour des estimations comprises entre 31 et 42 millions. Résultats jugés encourageants par Lucy Mitchell Innes, directrice du département « art contemporain » chez Sotheby's New-York. Elle note un retour des acheteurs privés, en particulier américains, mais également allemands, français, italiens, suisses.

La toile vedette de la saison est un *Rébus* de Rauschenberg. L'œuvre est réalisée en 1955, date-clé pour l'artiste, qui renonce à ses monochromes blancs ou noirs. Estimée entre 4 et 6 millions de dollars, elle a été adjugée chez Sotheby's 7 260 000 dollars. L'acheteur - qui a préféré garder l'anonymat - a raflé la pièce en cinq minutes. Il faut savoir que ce *Rébus* avait été mis en vente le 10 novembre 1988 pour 5,75 millions de dollars. Son propriétaire avait choisi de s'en débarrasser ces jours-ci pour cause de banqueroute...

Les bonnes surprises témoignent des nouveaux critères d'achat : qualité, rareté. Ainsi, chez Christie's, une autre toile de Rauschenberg, *Bati*, datée de 1962, a atteint 1 870 000 dollars. Il est précisé sur le catalogue que l'artiste a détruit une centaine de toiles de cette série.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, les principales rescapes de la crise sont les valeurs sûres, emblèmes de l'expressionnisme américain, monument de l'occlusion painting, ces fulgurantes glaces de peinture signées De Kooning, Pollock, Franz Kline (prix record de la vente chez Christie's, ex aequo avec Rauschenberg) ou encore Sam Francis. Même si ce dernier, d'ordinaire choyé par les japonais - grands absents à New-York - n'a pas toujours atteint les enchères espérées.

Warhol meurt une deuxième fois

Une fois de plus, toute l'écure Léo Castelli se retrouve au premier rang. Mais l'étiquette ne fait plus le prix. Chez Sotheby's, une bulle et crayon sur toile de Tompkins est partie à 2,2 millions de dollars, tandis que, le lendemain, chez Christie's, une autre du même artiste s'envolait à 1,7 million de dollars, bien en retrait des estimations.

En fait ce sont les œuvres hier surcotées et jugées aujourd'hui de moindre importance historique par rapport à la production globale de l'artiste qui font les frais de la crise. Dans certains cas, les estimations ont baissé de moitié. Le sort semble s'acharner sur Andy Warhol, principale victime de cette « moralisation » du marché. Chez Sotheby's une *Liz* (Taylor) au visage rose chewing-gum, toile de 1963, estimée 500 000 à 600 000 dollars, a été vendue 418 000 dollars.

En novembre 1989, toujours chez Sotheby's, une œuvre similaire de Warhol avait atteint 1,35 million, enchère jugée insuffisante par son vendeur. Que reste-t-il des coups d'éclat du pop art ? Une guerre sans merci : Warhol meurt une deuxième fois, Rosenquist est carrément retiré de la vente chez Christie's et Liebenstein, dont on jugeait les œuvres invendables, depuis novembre dernier retrouve une honorabilité. Son *Razzmatazz*, hommage tardif à Picasso et à Walt Disney (1978), a atteint 1,65 million de dollars pour une estimation située entre 1,8 et 2,5 millions de dollars.

Dans ce contexte de réajustement, on note le bon accueil fait à certains minimalistes américains des années 60-70. A quelques grandes exceptions (Ryman, Agnes Martin), ils étaient les laissés-pour-compte de la spéculation d'acier. Les dernières enchères voient émerger Brice Marden (notamment un panneau conceptuel acheté par le marchand Karsten Greve) et, à un niveau moindre, Richard Serra, Carl André, Bruce Nauman, Dan Flavin et ses tubes fluorescents, artistes qui aiment un nouveau public porteur : la clientèle de particuliers disposant d'un budget de 200 000 dollars.

Sans doute en quête de spiritualité, ces derniers se tournent vers le genre brut, essentiel, taillé à vif dans la nature : chez Sotheby's un canapé en pierre de Scott Burton (une première dans une salle des ventes) et tout de même pesé 143 000 dollars, une sculpture en cèdre rouge de Carl André s'est envolée à 220 000 dollars, soit une fois et demie son estimation.

Un intérêt pour la jeune garde

Enfin les acheteurs américains manifestent soudain un intérêt pour la jeune garde : chez Sotheby's, bon nombre d'artistes new-yorkais battent leurs records personnels, ainsi Jennifer Bartlett avec une évocation bleu-vert du paradis terrestre un rien inspirée de Hockney et adjugée 176 000 dollars. Les autres s'appellent Johnatan Borofsky, Tim Rollins ou encore l'inévitable Jeff Koons, l'aspirant Hoover ont écumé 137 500 dollars.

L'Europe attire les sureux. Christie's, qui avait mis en vente pour la première fois un Blais et un Combas, en mars, à Londres, a renouvelé son opération. Dernier lot de la vente, les *Trois Grosses*, de Robert Combas, l'enfant terrible de la figuration libre, ont doublé leur estimation : la toile a fait 26 400 dollars, une petite friandise dans cette ville où l'art, crise ou pas, reste un véritable marché.

LAURENCE BENAÏM

MUSIQUES

Duo pour compositeurs solitaires

Corman et Tuscadu viennent de Nîmes et de la musique contemporaine. Ils se sont tournés vers le rock

CORMAN ET TUSCADU au Printemps de Bourges

BOURGES

de notre envoyé spécial  
« J'ai mis très longtemps à comprendre pourquoi les gens nous traitaient de bizarres », Claude Saut est la moitié Tuscadu (anagramme de son nom moins trois lettres) de Corman et Tuscadu, duo nîmois et mixte. Pour l'état civil, le versant Corman s'appelle Marc Simon. Claude Saut trouvait naturel de passer de la guitare à la clarinette, de mettre en musique un poème de Rimbaud, *Ich pleure l'été*, de se servir de percussions qu'on croyait réservées à la musique contemporaine, sans se rendre compte que, dans le monde du rock, ces gestes étaient ceux d'une caste, celle des intellectuels excentriques, père fondateur Frank Zappa, géant tutélaire Captain Beefheart.

Le public rock commence à se faire aux bizarreries de Corman et Tuscadu et à écouter leur musique. Au Printemps de Bourges, le 2 mai à minuit, ils ont mis dans leur poche quelques centaines de personnes, comme ils avaient conquis le public de Noir Désir, dont ils assuraient la première partie à Lyon et à Grenoble, il y a quelques semaines. C'est qu'il n'y a aucune affectation dans les zig-zags musicaux du groupe.

Marc Simon a été batteur, de rock puis de jazz, et membre d'un trio de percussions formé au conservatoire de Nîmes pour jouer le répertoire contemporain. Claude Saut a rejoint le trio à la clarinette et le groupe a tourné partout grâce aux Jeunesses musicales de France. « Mais le milieu musical d'aujourd'hui, de *folk* à *rock*, toutes choses indispensables à Marc Simon. Poly-instrumentiste, animateur d'une revue de poésie, insatiable amateur de musique, du Moyen Âge à Maurice Ohana, il aime aussi jouer la comédie, « gogoler » sur scène. Pendant que Claude Saut, d'abord musicienne, est calme, tellement qu'on peut se demander si la scène est vraiment son élément : « J'y suis chez moi, mais c'est comme ça que je suis chez moi », répond-elle.

Pour assouvir leurs envies d'évasion, Simon et Saut se sont tournés vers le rock en 1986. Le premier s'est mis à la guitare électrique, la seconde à la basse sur du matériel acheté grâce aux cachets des JMF. Mais sans renoncer aux percussions, aux cui-

vrés, à la clarinette. « La seule volonté théorique était de préserver une instrumentation diverse », explique Simon. Tout le reste a été affaire de hasards, de cheminement.

Corman et Tuscadu chantent en anglais, en allemand et en français. Comme pour raporter le rock en Europe continentale, Claude Saut interprète l'im *a king bee*, le blues classique de Slim Harpo, en allemand. Sauf que : « Au début, j'avais le chœur en anglais, mais j'ai un tel accent allemand que j'ai traduit le texte ». Elle est germanophone, il est italien. Il écrit tous les textes, mais ils composent chacun de son côté, écrivant chaque thème sur papier (« j'ai une confiance limitée dans la technologie électronique », explique Simon au sujet de cette autre bizarrerie dans le monde du rock) et procédant ensuite aux collages nécessaires.

Au début parfaitement autarcique, le duo s'est adjoint depuis dix-huit mois les services d'un beatmaker. Sa frappe lourde et souple donne au groupe un attrait plus immédiat pour un public rock. Corman et Tuscadu maîtrisent aujourd'hui parfaitement le répertoire de leur premier album, sorti au début de l'année chez New Rose, et commencent à l'écouter. Ils sont arrivés à un premier équilibre entre originalité et naturel, entre culture et chahut. Sur scène, il joue la comédie elle, se livre un peu plus qu'avant, sans jamais se départir d'une réserve finalement bien plus séduisante que l'abandon d'autres bêtes de scène. Ils seront à Paris, au Pigall's, le 24 mai.

THOMAS SOTINEL

Préavis de grève levé à l'Opéra. Les cadres de l'Opéra de Paris Garnier-Bastille ont levé vendredi le préavis de grève lancé pour le samedi 4 mai, annonce le syndicat CFTC. Réunis en assemblée générale vendredi au Palais Garnier, les cadres de l'Opéra ont décidé de reporter ce préavis de grève à une date ultérieure. Une nouvelle assemblée générale examinera, le mardi 14 mai, « l'évolution de la situation des personnels que l'Opéra souhaite licencier ». Une représentation de *Manon Lescaut* de Puccini est prévue samedi soir à Bastille, tandis qu'à Garnier sont programmées deux représentations du ballet *Giselle*. à 14 h 30 et à 20 heures.







سكنا من الامل

## Le Monde HEURES LOCALES

# Des maires bretons dénoncent les effets pervers de la « loi-littoral »

Protection de l'environnement et développement économique semblent parfois incompatibles à des élus qui souhaitent investir dans l'intérêt de leurs administrés

SAINT-BRIEUC

de notre envoyé spécial

**A** Ploubazanne, deux communes de la côte nord de la Bretagne, une véritable bataille est engagée entre l'administration et les élus. D'importants projets de développement économique y sont suspendus pour cause de protection de l'environnement. Ces maires, qui se sentent dépossédés des prérogatives que leur avaient accordées les lois de décentralisation, jugent trop restrictive l'interprétation du texte du 3 janvier 1986 relatif à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral.

A Ploubazanne, l'affaire qui mobilise les élus a débuté il y a plus d'une dizaine d'années. Cette presqu'île des Côtes-d'Armor étale ses grèves et ses falaises sur dix-neuf kilomètres autour des ports de Pors-Even, de Loguivy-de-la-Mer et de l'Arcoeur. L'aquaculture est, avec l'agriculture et le tourisme, une activité essentielle de cette commune de 3 900 habitants. Avant même que le marché unique européen n'impose à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1993, des normes strictes pour la préparation et la commercialisation des produits de la mer, les élus de la commune ont voulu regrouper ces activités sur une zone aquacole unique.

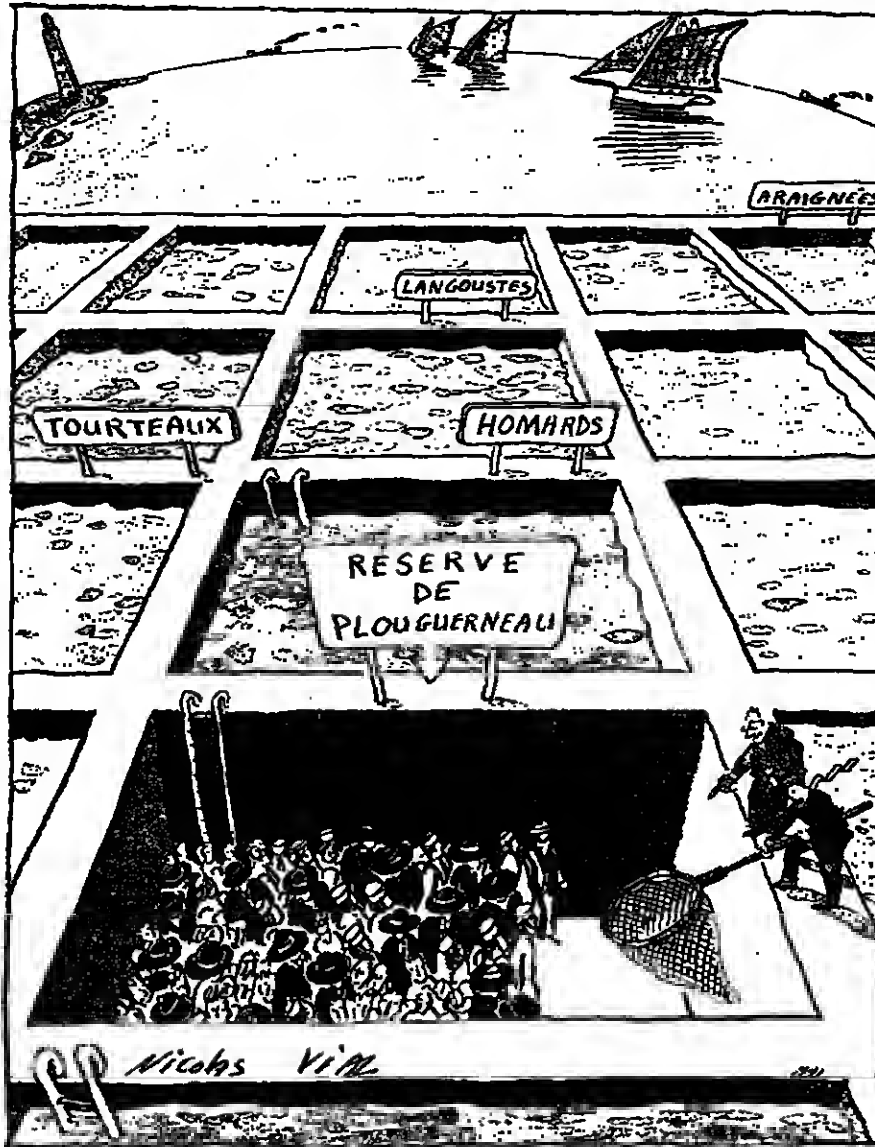
Le site choisi pour installer bassins et bâtiments, sur plus de deux hectares, est celui de Cornec. Un endroit touristique connu des visiteurs de l'île de Bréhat, qui y laissent leur voiture avant d'embarquer à la pointe de l'Arcoeur. Malgré les souhaits des associations de défense et des spécialistes de l'environnement, la municipalité a abandonné les autres implantations possibles de la zone aquacole : celle de Pors-Don par manque d'espace, celle de Loguivy à cause de l'emprise sur des terres agricoles riches et en raison des marées qui limitent les mouvements des bateaux et altèrent la qualité de l'eau.

### L'accord de la population

Pendant dix ans, les autorités préfectorales ont semblé soutenir la démarche de la municipalité. M. Daniel Rivière, directeur des affaires locales à la préfecture de Saint-Brieuc, s'en explique aujourd'hui : « Une décision de classement du site était souvent évoquée sans qu'une décision n'intervienne ». Le POS est modifié en avril 1988 par la commune pour permettre l'inscription du site de Cornec en zone aménageable. « L'avis négatif donné par la direction régionale de l'urbanisme et de l'environnement n'a été que consultatif », regrette M. Colette Debroise, inspecteur régional des sites en Côtes-d'Armor.

Le 1<sup>er</sup> juillet 1988, le préfet prend un arrêté d'utilité publique. C'est une nouvelle municipalité, élue en 1989 derrière M. Joseph Lechivien, qui engage la procédure d'acquisition des terrains. 85 % de la population consultée pendant l'été 1990 confirme son attachement au projet. Après l'avis favorable du commissaire-enquêteur, le maire signe l'autorisation de lotir le 20 septembre 1990.

Une semaine plus tard, une instance de classement du site est cependant signifiée au maire. Cette mesure d'urgence gèle tout projet d'aménagement pendant un an, avant une décision définitive. M. Lechivien, le maire de Ploubazanne, dénonce avec force cette intervention de l'administration : « Il est inconcevable que les décisions des élus aient moins de poids que les avis



de groupes de pression qui n'ont pu obtenir satisfaction pendant les procédures légales.

Les associations locales et régionales défendent en effet depuis longtemps l'intérêt écologique du site de Cornec. M. Lechivien souligne aujourd'hui que les efforts des architectes pour intégrer les bâtiments dans le site ne sont pas pris en compte par ces associations. Les élus objectent aussi qu'elles ne se sont guère manifestées pour protester contre l'insécurité de la zone de stationnement mise en place par le conseil général à quelques mètres de la mer et donc de la zone d'aménagement prévue. « Le parking est un mal nécessaire qui ne défigure le site que momentanément, alors que les aménagements prévus pour la zone aquacole seraient irréversibles », répond M. Max Jaouin, au nom de la Société pour l'étude et la protection de la nature en Bretagne (SEPNB).

Alors que l'issue de la procédure suivie à Ploubazanne reste incertaine, les projets d'une commune du Finistère semblent condamnés par

les différents textes d'application de la « loi-littoral ». Avec la profonde saignée de l'acier Wrach et sa véritable dentelle de plages, d'îles et de rochers, Ploubazanne aligne pas moins de 45 kilomètres de côtes. Cette commune de 5 275 habitants subit de plein fouet les difficultés de la marine et de l'agriculture et compte près de 300 chômeurs et une quarantaine de bénéficiaires du RMI.

La municipalité mise donc sur le développement du tourisme. Plusieurs projets sont à l'étude : un centre de voile sportive, qui ne nécessite pas de grosses infrastructures, devrait rapidement voir le jour au Koréjou, mais le projet de port dans l'anse de Pors risque de rester encore longtemps à l'état de maquette dans le hall de la mairie.

Les trois quarts du littoral de la commune avaient été classés en 1981 par la commission supérieure des sites. Des aménagements restaient possibles, y compris sur le chenal de l'acier Wrach. La municipalité a donc lancé un

projet de port en eau profonde avec 600 anneaux pour les plaisanciers (beaucoup d'Anglais cherchent à naviguer en Bretagne du nord) et une dizaine de mouillages pour les bateaux de pêche. Les investissements, de l'ordre d'une centaine de millions de francs, seraient largement pris en charge par une société privée.

Malgré les réticences de la commission départementale des sites devant l'ampleur du projet, les études se poursuivent. Le 16 novembre 1990, le sous-préfet invite par courrier les maires des onze communes du site des abers à une réunion d'information à Brest. Cette convocation explique aux élus que, en vertu « du décret du 20 septembre 1989 pris en application de la « loi-littoral » du 3 janvier 1986 et de la circulaire du 10 octobre 1989 », les services de l'Etat entament la procédure d'« inventaire des sites qui méritent une protection particulière ». Le docteur Bernard Le Ven, maire de Ploubazanne, bondit à la lecture de cette lettre et fait connaître son indignation pendant la réunion du 5 décembre, à Brest : « Les critères qui ont conduit à retenir pour inventaire les onze communes des abers sont définis par des arguments subjectifs. « Paysages remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel et culturel du littoral » sont des notions trop floues ».

### « On veut que nous retournions à l'état sauvage »

M. Le Ven conteste le pouvoir dont disposerait le préfet, à l'issue de cet inventaire, pour imposer des modifications du POS aux communes : « Nous ne voulons pas que soit ainsi compromis le développement économique dont nous avons la responsabilité. Les services de l'Etat obtiennent dans cette affaire un pouvoir supérieur à celui des élus ». M. Le Ven s'adresse même au président de la République pour dénoncer ce retour du « centralisme administratif », contraire à l'esprit des lois de décentralisation. Assurés de l'appui de la population, les élus de Ploubazanne sont prêts à lancer une grève administrative pour obtenir une négociation avec les pouvoirs publics. Ils envisagent même de réviser la « Réserve de Ploubazanne » : « On veut que nous retournions à l'état sauvage en nous privant de moyens de développement », affirme M. Le Ven.

Les initiatives de ces élus en faveur du développement économique de leurs communes sont pourtant jugées « fort louables » au ministère de la mer. M. Didier Guédon, conseiller technique, y associe d'ailleurs que des études sont menées pour tenter de modifier le décret d'application de la « loi-littoral » afin de « rendre possibles des aménagements ». Une démarche contestée par M. Gilbert Simon, chargé de mission au ministère de l'environnement : « La moitié du littoral français est déjà aménagé. C'est donc dans les zones urbanisées qu'il faut construire. Les décrets et les circulaires actuels sont restrictifs parce qu'ils poussent à l'interprétation laxiste des textes ».

Les associations écologiques comme les services du ministère de l'environnement ont, pour les projets de Ploubazanne et de Plouguerneau, des solutions de remplacement. Elles ont, pour les maires concernés, l'inconvénient majeur de se situer sur le territoire d'autres communes. Il faudrait donc que ces maires admettent que « l'intérêt particulier doit s'effacer devant l'intérêt général ». Mais est-il vraiment admis aujourd'hui que l'environnement ne doit pas s'arrêter aux frontières d'une commune ?

CHRISTOPHE DE CHENAY

## Les objectifs des sous-préfets développeurs

LES soixante-neuf sous-préfets « développeurs » chargés, comme leur nom l'indique, de donner un nouvel élan au développement économique local, vont voir leurs effectifs augmenter de quinze personnes et le champ de leur intervention s'élargir aux secteurs de l'emploi et de la formation professionnelle.

MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, Roger Fauroux, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, et Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, se sont réunis, jeudi 25 avril, pour annoncer que le dispositif mis en œuvre par les deux premiers ministres serait désormais tripartite.

### Un manager territorial

La fonction de sous-préfet développeur avait été créée en 1988, à la demande de M. Fauroux, qui souhaitait soutenir les petites et moyennes entreprises. Le sous-préfet, personnage interministériel par vocation, était apparu comme le mieux à même de conduire cette action, dans la mesure où il représente l'État qui échappe le plus à la concentration étatique.

Ce manager territorial s'est en effet employé à rapprocher les directions régionales de l'industrie et de la recherche (DRIR) des collectivités locales, des chambres consulaires, des associations de développement et des chefs d'entreprise, afin d'en coordonner les énergies. Il devra maintenant s'associer aux directions départementales du travail, « à la formation et l'emploi étant indissociables de l'investissement », selon M. Soisson, pour soutenir les initiatives locales en faveur de l'emploi et promouvoir la modernisation négociée des entreprises.

Cette annonce n'a pas surpris les sous-préfets développeurs, qui, sur le terrain, ont déjà engagé avec succès une telle stratégie. Mais l'enveloppe de 400 000 francs qui est mise à leur disposition chaque année pour les aider dans leur mission ne sera pas pour autant augmentée : elle sera simplement prélevée sur trois ministères, au lieu de deux.

M. Marchand a précisé que les sous-préfets développeurs devront rester au moins trois ans en poste pour accomplir un travail en profondeur. La certitude que quinze nouveaux arrondissements concernés seront prêts dans le courant du mois de mai.

RAFAËLE RIVAIS

## La fin des rivalités entre Poitiers et Châtelleraut

Les deux cités unissent leurs forces pour créer une agglomération de 200 000 habitants

POITIERS  
de notre correspondant

**L**a longue période de glaciation qui opposait Poitiers à Châtelleraut semble terminée. Les deux villes rivales ont décidé de jouer la carte de l'union et de mettre fin aux querelles de clochers. Châtelleraut, l'industrielle, vivant dans le culte des « manichards », ainsi que l'on nomme les anciens de la manufacture d'armes et de cycles, et Poitiers, l'intellectuelle, ville d'histoires et de gens de robe, taisent leurs rivalités anciennes. Dans les vestiaires des stades de football, on va tenter d'oublier les hisbilles, à la limite du fair-play, entre le Stade olympique châtelleraudais et le Sporting club poitevin.

Mais l'hostilité de survie l'a emporté, et l'on voit aujourd'hui les socialistes Edith Cresson, maire de Châtelleraut, et Jacques San-

trot, maire de Poitiers, entonner ensemble l'hymne au développement. Ils prennent appui sur le Syndicat du seuil du Poitou, créé en 1976 par dix-sept communes avec l'ambition affirmée de « structurer un ensemble urbain cohérent pour faciliter le développement d'une politique industrielle et l'aménagement d'un cadre attractif ». Si les prévisions marquées par l'euphorie économique de l'époque se sont révélées trop optimistes, il n'en reste pas moins que l'axe, pleuré par la nationale 10, a pris de l'importance avec l'extension périurbaine des zones d'activités, la réalisation d'équipements, comme l'autoroute, le TGV et le fameux Futuroscope du « petron » du département, l'ancien ministre René Monory, pourtant bien décédé dans un premier temps.

Mais, là aussi, le réalisme a fini par l'emporter. Le temple du futur, consacré aux loisirs, à la formation

et aux activités économiques, est considéré aujourd'hui comme un renfort. A court terme, il doit accueillir, dans le sillage de l'ENSMA (Ecole nationale supérieure de mécanique et d'aérospatial), les laboratoires de recherche poitevins spécialisés dans les sciences de l'ingénieur.

Pour donner un second souffle à l'axe Poitiers-Châtelleraut, il semble utile, quinze ans après sa constitution, de revoir le schéma directeur. En effet, de document de planification spatiale, il doit devenir un document stratégique qui articule objectifs et moyens, scénarios d'investissements et capacité de financement. Pour atteindre le maximum d'efficacité, les élus doivent toutes les parties prenantes à une réflexion préalable sur les loisirs, la formation, l'économie. Les premiers résultats doivent être annoncés dans un an.

MICHEL LÉVÊQUE

La solidarité financière entre les communes

## « Il faut créer des fonds régionaux pour mieux répartir la taxe professionnelle »

nous déclare M. Jean-Pierre Fourcade

M. Jean-Pierre Fourcade est premier vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, sénateur et maire UDF de Saint-Cloud. Ancien ministre de M. Giscard d'Estaing, il préside le Comité des finances locales, un organisme auquel sont soumis les projets de textes relatifs aux collectivités territoriales, notamment ceux qui ont une incidence sur leurs budgets. Il juge dans l'entretien qu'il nous a accordé les lois que le Parlement a votées ou examinées sur la solidarité financière et la décentralisation.

« Plusieurs textes importants relatifs aux finances des collectivités locales viennent d'être votés au Parlement. Qu'en pensez-vous de positif... et de fâcheux ?

« Ces textes ont été rédigés trop hâtivement. Le premier sur la réforme et la nouvelle répartition de la DGF (dotation globale de fonctionnement) apporte à des collectivités pauvres un complément de ressources. Evidemment cela est positif même s'il a fallu, en fin de discussion, ajouter quelques critères pour faire entrer dans la liste des villes bénéficiaires Marseille ou Vénissieux. Mais, dès le début, j'avais dit que j'étais favorable à ces transferts, même si Saint-Cloud fait partie des communes « ponctionnées ».

En revanche, il y a bien des aspects fâcheux. Pour le premier fois on organise, au profit de l'Etat, un prélèvement direct sur les ressources locales. C'est insidieux sur le plan pratique et douteux sur le plan constitutionnel. Quant aux dispositions sur la coopération intercommunale, elles sont inutilement compliquées. J'attends du débat au Sénat, sur la loi Joxe-Merchand relative à

l'administration territoriale, une simplification du dispositif et je déposerai des amendements dans le sens d'une approche libérale et incitative de la coopération alors que le projet s'inspire d'une logique administrative et contraignante.

« Pourquoi le gouvernement a-t-il fait un geste, acceptant qu'un fond de quelque 150 millions de francs soit géré en étroite collaboration avec le Comité des finances locales ?

« Ce fonds gouvernemental, créé en 1985, a déjà bien sûr quelques villes que les critères législatifs ont écartées, mais il fournit la démonstration que ces critères, précisément, n'ont pas été suffisamment étudiés et que le gouvernement a choisi une procédure administrative d'aide aux communes pauvres, ce dont je conteste encore une fois le bien-fondé.

Propos recueillis par  
FRANÇOIS GROSCHARD  
Lire la suite page 13



## HEURES LOCALES

## REPÈRES

## ALSACE

## Une synagogue désacralisée

La synagogue de Niederbronn-les-Bains (Bas-Rhin) a été très officiellement désacralisée, dimanche 21 avril, par les autorités civiles et religieuses. Ce bâtiment culturel avait été construit au milieu du siècle dernier. Le cérémonial de désacralisation, la première du genre pour une synagogue en Alsace, a eu lieu en présence de représentants des trois religions statutairement reconnues par le concordat ou les lois organiques en Alsace-Moselle, protestants, juifs et catholiques.

La disparition quasi totale de la communauté juive dans la commune a provoqué cette mutation, conséquence de l'exode rural et des drames de la seconde guerre mondiale. La communauté israélite de Niederbronn comptait mille cinq cent quatre-vingt-dix personnes en 1866; il n'y a plus que deux personnes de confession juive aujourd'hui dans la commune.

L'ancienne synagogue, acquise par la commune, gardera une mission paroissiale, puisqu'elle deviendra la salle paroissiale catholique de Niederbronn. La synagogue la plus proche se trouve désormais à Reischaffen, à 4 kilomètres.

## BASSE-NORMANDIE

## Jazz sous les pommiers à Coutances

La ville de Coutances, dix mille habitants, triple sa population chaque année lorsque vient le mois de mai. Le temps d'un festival de jazz, joliment baptisé « Jazz sous les pommiers », le sous-préfet de la Manche se transforme en chef de la Louisiana. Entre le samedi 4 et le samedi 11 mai, trente concerts vont avoir lieu dans différents quartiers d'une ville toujours marquée, malgré les destructions de la seconde guerre mondiale, par son histoire ainsi qu'en témoigne la grande cathédrale gothique.

Resté l'œuvre d'artistes et de passionnés de musiques venues d'outre-Atlantique, le festival doit réaliser des trésors d'ingéniosité pour boucler un budget de 1,5 million de francs. L'aide modeste, 50 000 francs, apportée par le conseil général de la Manche, empêche pas les organisateurs de multiplier les démarches auprès de « parrains » plus généreux.

Pour ses dix ans, Jazz sous les pommiers accueille des têtes d'affiche françaises (André Ceccarelli), anglaises (Andy Sheppard), et surtout américaines (Kenny Barou, Elvin Jones, le batteur de John Coltrane, et le fameux duo Tuck and Patti, pour son unique concert en Europe). Et tous les soirs, sous les voûtes de l'ancien séminaire, piano bar, jazz-club et « bouff » obligatoire!

## PAYS DE LA LOIRE

## Un nouveau pont à Nantes

Inauguré par Michel Rocard, samedi 27 avril, le pont de Cheviré, en aval de Nantes, a été ouvert à la circulation le jeudi 2 mai. Le nouvel ouvrage sur la Loire est un élément de la route dite des « Estuaires », une rocade à quatre voies reliant le futur tunnel sous la Manche à la route d'Espagne. Il ouvre également le dernier verrou du contournement de l'agglomération nantaise (cinq cent mille habitants). L'événement, attendu depuis des décennies, a connu un extraordinaire succès populaire puisque des milliers de personnes ont traversé à pied le nouveau pont (1 600 mètres de long, 25 de large), à 50 mètres au-dessus des eaux du fleuve, à la suite du premier ministre et des élus locaux. L'ouvrage, d'un coût de 522 millions de francs, est financé par l'Etat, à hauteur de 55 %, et par le Syndicat des communes de l'agglomération, pour 45 %. La région et le département ont participé au financement des accès.

Le pont de Cheviré, du nom d'une ancienne île de Loire, est le dernier maillon d'un périphérique mesurant 42 kilomètres de long, permettant de relier entre elles les routes, à quatre voies (la liaison Nantes - Niort est prévue pour 1994) débouchant des quatre points cardinaux. L'absence de péage laisse présager une fréquentation de quarante mille véhicules par jour. L'agglomération nantaise voit ainsi disparaître un des derniers obstacles à son développement économique.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Jacques Fortier (Strasbourg), Jean-Jacques Lerostier (Caen) et Yves Rochengat (Nantes).

## DÉBAT

## Communes riches, communes pauvres et communautés

par Claude-Jérôme Maestre

LES récents débats sur la solidarité financière entre communes riches et communes pauvres ont montré qu'une partie du personnel politique, sinon une partie de la population, témoignait d'une affligeante absence de solidarité.

Tout se passe comme si certains, se croyant encore dans une quelconque aristocratie, agissaient, en vue de leurs privilèges et leurs richesses, en voulant ignorer les problèmes des populations moins favorisées. Ceux-ci seront plus tard les premiers à réclamer à l'Etat, au nom de l'ordre, l'éclatement, au sein des ghettos qu'ils auront largement contribué à créer, d'insupportables effervescences.

En outre, ils refuseront de financer le coût de ces interventions en demandant à l'Etat d'en assumer la charge au nom du bien public.

Comment ces hommes, ces hommes politiques en particulier, ne voient-ils pas que ce retour à l'aristocratie, ou cette absence de démocratie, conduit tout droit, d'abord à des troubles sociaux graves, puis à des reprises en main musclées, sinon à des dictatures? L'Histoire ne leur a-t-elle rien appris?

En vérité, pour des raisons de paix intérieure et extérieure, il faut compter avec la dynamique d'un monde où la richesse appelle la richesse, où la pauvreté engendre plus de pauvreté. Cette rupture ne peut passer que par la solidarité.

## Solidarité imposée et solidarité active

Dans ces conditions, le problème des communes riches et des communes pauvres est-il bien posé? S'est-on, en particulier, interrogé, préalable à l'institutionnalisation nécessaire comme à une bonne pratique de la subsidiarité, sur la question primordiale du point de vue de l'efficacité, et de la démocratie, des espaces de solidarité?

La solidarité est un très grand mot. Mais ce mot peut recouvrir de nombreuses réalités. Elle peut par exemple être imposée à tous par une autorité supérieure censée être dépositaire du bien commun. Elle peut aussi, à l'opposé, être acte volontaire des acteurs d'une collectivité, qu'il s'agisse des individus ou des singularités humaines capables d'autonomies telles que les collectivités reconnues.

Pour de nombreuses raisons que l'intuition permet d'entrevoir, la seconde acception, que nous nommerons solidarité active, est de loin préférable à la première. Celle-ci, poussée à l'excès, a engendré les régimes qui se sont effondrés à l'est de l'Europe. En outre, et du fait de la condition humaine, la seconde voie ne peut aujourd'hui être celle de la pratique exclusive de toutes les solidarités.

A l'intérieur d'une collectivité sera donc toujours pratiqué un mélange de solidarité active et de solidarité que, par complémentarité, nous dirons passive. Toute collectivité a intérêt à maximiser le premier type par rapport au second. En effet seule la solidarité active correspond à une mobilisation réelle des acteurs. Elle reflète particulièrement leur citoyenneté. Seul ce type de solidarité exprime leur identité, les engage vraiment, à la fois dans leur propre construction et dans une construction communautaire, crée des liens non médiatisés entre acteurs solidaires.

Dans le cas des communes, quel espace de solidarité, fondé sur des éléments tels que la proximité culturelle à défaut de l'être sur une totale culture commune, peut correspondre à une maximisation de la solidarité active?

En France, en l'état actuel des choses, ni le département, unité à dominante administrative, ni la région, unité à dominante aujourd'hui économique, ni la nation, unité à dimension institutionnelle et culturelle certes, mais trop vaste pour que soient perçus de réels liens de voisinage, ne constituent de tels espaces.

En Europe, en général, la région paraît bien être l'unité correspondant à la maximisation de la solidarité active pour les acteurs de la démocratie, les collectivités locales en particulier. Mais pour qu'elle remplisse effectivement ce rôle, ses contours doivent refléter des liens que le critère économique employé jusqu'ici ignore presque totalement. Ce faisant, on a méconnu et on méconnaît encore que le principal facteur de la réussite au plan économique est l'entraînement d'une gestion dans la culture de ceux qui la pratiquent. Ainsi se mobilisent vraiment et durablement les potentiels d'innovation autour de valeurs fortes et durables à faire vivre de façon autonome.

Ne peut-on alors penser que le problème de la solidarité entre communes riches et communes pauvres ne sera bien posé que si, pour le résoudre au mieux des conditions présentes, on s'interroge sur la construction du cadre à l'intérieur duquel cette solidarité pourra au maximum être active?

Comment devrait alors évoluer la problématique du contour des régions, autour qui fait en France de plus en plus questions? Comment l'évolution de ces problématiques ne s'intégrerait-elle pas dans la construction communautaire européenne, dont on ne voit pas assez qu'elle peut être vue d'affirmation des identités dans la mesure où elle sera aussi voie de maximisation des solidarités actives entre singularités humaines? A commencer par les nations.

Claude-Jérôme Maestre est chercheur au CNRS, laboratoire d'analyse et de modélisation de systèmes pour l'aide à la décision (LAMSAD), université Paris-Dauphine.

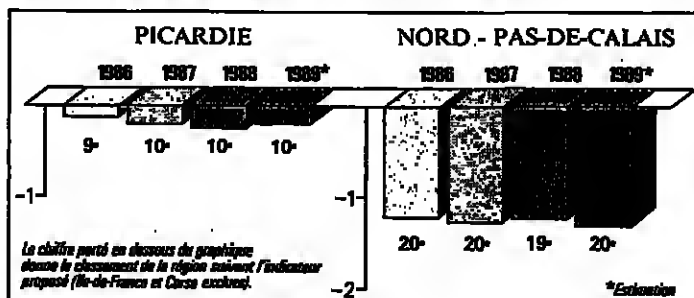
## L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

« LE MONDE »/ECONOMIE/INSEE

## La santé économique des régions

Le Monde a demandé à l'INSEE de tenter une représentation synthétique de quelques aspects de la situation économique des régions françaises depuis 1988. Quatre variables ont été retenues et combinées entre elles pour aboutir à un indicateur synthétique. Le poids affecté à chacune d'elles résulte d'une analyse en composantes principales effectuée sur l'ensemble des régions (à l'exception de l'île-de-France et de la Corse, que leurs

caractéristiques éloignent trop des autres régions.) Ces variables sont les suivantes : la valeur ajoutée par habitant (pondération : 0,63) ; le salaire moyen (pondération : 0,14) ; le taux de chômage (pondération : 0,19) ; le taux de création d'entreprises (pondération : 0,03). Le niveau zéro de l'indicateur synthétique correspond par construction à la moyenne des régions de province.



## NORD-PAS-DE-CALAIS: 20

Pour les deux variables les plus déterminantes dans l'élaboration de l'indicateur synthétique, la valeur ajoutée par habitant et le taux de chômage, la situation du Nord-Pas-de-Calais est assez défavorable.

Malgré une productivité du travail (valeur ajoutée par actif occupé) supérieure à la moyenne des régions de province, la valeur ajoutée par habitant accuse un retard de 10 % par rapport à cette moyenne. Ce paradoxe s'explique par la faible proportion d'actifs ayant un emploi dans la population totale. Le taux de chômage est en effet supérieur de 3 points à la moyenne de province alors que le taux d'activité global est particulièrement faible. Dans cette région à forte fécondité, même si cette spécificité tend à se réduire, près du tiers de la population a moins de vingt ans et la pyramide des âges contribue donc au maintien d'un faible taux d'activité global. Région industrielle spécialisée dans des secteurs traditionnels comme l'industrie textile (plus de 20 % de la valeur ajoutée industrielle), le Nord-Pas-de-Calais a connu une chute de l'emploi de 2 % entre 1988 et 1989. Le chômage a malgré tout diminué d'environ un point car les départs hors de la région restent nombreux.

Entre les recensements de 1982 à 1990, seule la forte natalité a permis une augmentation de la population alors que le déficit migratoire s'est établi à 180 000 personnes.

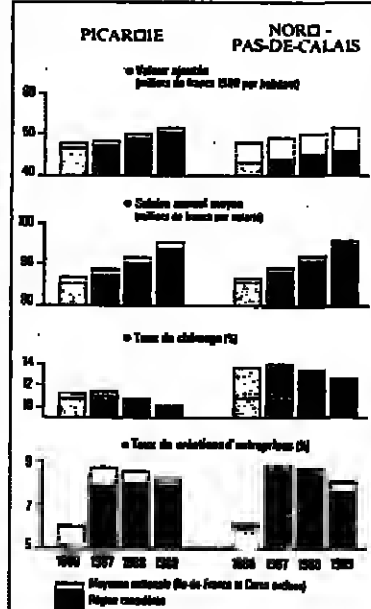
## PICARDIE: 10

Pour chacune des variables économiques retenues, la Picardie est dans une situation proche de la moyenne des régions de province : valeur ajoutée par habitant et salaire moyen lui sont inférieurs d'environ 2 % alors que le taux de chômage est légèrement plus élevé et que le taux de création d'entreprises se rapproche de la moyenne. Il en résulte pour l'indicateur synthétique une position médiane qui est restée stable de 1987 à 1989.

Après la Franche-Comté et l'Alsace, la Picardie est la région où le poids de l'industrie dans la valeur ajoutée est la plus importante. L'industrie picarde, plutôt spécialisée dans l'agroalimentaire et les biens intermédiaires, souffre d'un manque d'autonomie, car très dépendante des centres de décision externes à la région.

L'activité agricole, où le poids des grandes cultures (principalement les céréales) est dominante, a été fortement contrainte de 1988 à 1989.

Le volume des prestations sociales est particulièrement faible en Picardie ; il en résulte un écart du revenu disponible des ménages par rapport à la moyenne plus marqué que celui constaté pour le salaire moyen.



## L'asphyxie d'un village de Seine-et-Marne

Deux autoroutes, trois lignes TGV et un aéroport rythment la vie de Saint-Germain-Laxis

A Saint-Germain-Laxis, la mairie et l'école font encore cour commune. A l'heure de la récréation, les élus de passage ne sont pas pour autant dérangés par les deux classes élémentaires. Il en faudrait apparemment plus pour troubler la quiétude de ce village de Seine-et-Marne, planté au cœur de la Brie à quelques kilomètres au nord de Melun.

Mais lorsque le vent du nord balaie le plateau, la tranquillité de cette commune de quatre cents habitants devient toute relative. La nationale 36, très fréquentée, et les sifflements du TGV sud-est qui a posé ses rails sur les champs de blé il y a dix ans déjà, obligent les villageois à fermer portes et fenêtres.

A l'époque le village avait tant bien que mal accepté la nouvelle voie ferrée. Personne ne se doutait que la SNCF choisirait Saint-Germain-Laxis pour réaliser, une décennie plus tard, l'interconnexion des TGV nord et sud-est avec l'Atlantique. Les travaux des tranchées ont commencé et, dans moins de cinq ans, ce ne sera plus un, mais deux, puis trois trains rapides qui traverseront le hameau.

Comme si le triangle ferré ne suffisait pas, l'Etat a récemment décidé de lui adjoindre l'autoroute A5 (Melun-Sénart - Troyes), dont l'ouverture est prévue pour 1993. Enfin, comble de malchance, c'est également à Saint-Germain-Laxis que doit venir se raccorder la voie rapide C5, bientôt inscrite au schéma directeur de l'agglomération de Melun.

Trois TGV, deux autoroutes, on en aurait fini d'aligner les nuisances

si le village n'était en bout de piste de Melun-Villaroche, un aéroport dont l'extension du trafic d'affaires et de fret est appelé à soulager Orly. « Nous ne remettons pas en cause l'utilité de ces réalisations », avoue le maire, M. Roger Piot, mais à l'heure où il est question de solidarité entre les communes, les nuisances deviennent, elles aussi, être mieux réparties. Saint-Germain-Laxis est déjà un village-dortoir, sans commerces ni entreprises, nous ne profiterons d'aucune retombée du trafic puisque même le péage de l'autoroute, prévu quelques kilomètres plus loin, doit nous échapper.

Si M. Roger Piot et ses collègues agriculteurs sont préoccupés par les nuisances sonores, ils s'inquiètent encore davantage du démantèlement de leurs exploitations, difficiles d'accès et enclavées entre les nouvelles voies. Certaines parcelles risquent d'être totalement inexploitable. Restent enfin les problèmes hydrauliques engendrés par la trentaine d'hectares de béton et de bitume des deux autoroutes : « En année humide, souligne le maire, les bassins de rétention ne suffisent pas à absorber les pluies, sans parler de la qualité de l'eau ainsi rejetée, qui viendra envahir les deux rues du village. »

A Saint-Germain-Laxis, la population attend maintenant un geste des communes voisines et de la direction départementale de l'équipement pour qu'au moins la voie C5 passe un peu plus au nord. Une exigence modeste pour ce village sacrifié sur l'autel des transports.

ROLAND PUIG

## BLOC-NOTES

## AGENDA

□ Sport. - La deuxième salon international des responsables municipaux des sports « Communisport » se tiendra du lundi 6 au mercredi 8 mai au centre des congrès Olympe de Bagnac (Haute-Garonne). Les débats porteront notamment sur le sponsoring, les équipements sportifs municipaux et les rapports entre dirigeants sportifs et journalistes. Renseignements au (16-1) 67-28-18-66.

□ Déchets. - La Fondation pour la gestion des villes propose deux journées d'études nationales sur « La ville et la gestion des déchets », les 14 et 15 mai à Paris. Ce colloque, parrainé par M. Erice Lalonde, ministre délégué à l'environnement, est organisé en collaboration avec l'Association des maires de France et l'Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux. Renseignements au (16-1) 42-56-39-70.

□ Régions d'Europe. - Lyon accueillera le premier forum des régions d'Europe, « Europanorama », du mardi 14 au dimanche 19 mai. Cette manifestation est parrainée par plusieurs personnalités européennes et par l'Assemblée des régions d'Europe, qui compte 161 membres. Elle s'adresse aux décideurs économiques et politiques, qui pourront se renseigner sur les évolutions des différents marchés : conditions d'implantation des entreprises, projets d'aménagement du territoire, nouvelles infrastructures. Renseignements au (16-1) 47-38-00-10.

□ Art et banlieues. - La deuxième rencontre internationale sur l'intervention artistique dans le champ social aura lieu du 23 au 25 mai à Freyming-Werlauch (Moselle). Elle portera sur « l'art et la lutte contre l'exclusion dans les banlieues d'Europe ». Cette manifestation est soutenue par le ministère de la culture, la commission culturelle des communautés européennes et la Caisse des dépôts et consignations. Renseignements au (16-1) 87-81-89-24.

## CONTACTS

□ Secrétaires généraux. - M. Richard Sintes vient de remplacer M. Guy Dassonnville à la présidence de la conférence des secrétaires généraux des villes de la région parisienne. M. Sintes est secrétaire général adjoint de

Levallois-Perret et président du club de dirigeants des collectivités territoriales Territoria. Tél. : (16-1) 47-31-11-35.

□ Commissaires-enquêteurs. - A la suite du dossier sur « La grande misère des commissaires-enquêteurs », publié dans le Monde des 28 et 29 avril, de nombreux lecteurs nous demandent l'adresse de la Commission nationale des commissaires-enquêteurs (CNCE). Le courrier doit être adressé au secrétaire national de la CNCE : M. Daniel Isenbert, 31, cours Perteval, 77100 Meaux. Tél. : 84-33-58-83.

## PUBLICATIONS

□ Budgets primitifs des collectivités territoriales en 1990. - Ce document de la DGCL récapitule, sous une forme résumée, les différentes études sur les budgets primitifs communaux, départementaux et régionaux et sur la fiscalité directe locale. DGCL (SPIC) 1 bis, place des Saussaies, 75008 Paris.

□ L'AFP au service des collectivités locales. - L'Agence France-Presse vient de créer un nouveau service d'informations destiné aux élus et à leurs responsables de communication. Baptisé AFP-COLLOCAL, ce service, assuré six jours par semaine de 9 heures à 20 heures, est composé d'informations locales ou nationales « en prise directe avec la vie des régions, des départements et des municipalités », selon les responsables de cette opération. Ces derniers proposent une cinquantaine de bulletins par jour, qui peuvent être reçus sur un micro-ordinateur compatible PC grâce à une antenne satellite et à un logiciel spécifique de l'AFP. Renseignements : AFP, service commercial, 13, place de la Bourse, 75002 Paris. Tél. : (16-1) 40-41-46-42.

## TEXTES

□ Temps non complet. - Le Journal officiel vient de publier un décret sur l'emploi à temps non complet des fonctionnaires territoriaux. Ce texte du 20 mars 1991, qui concerne environ cent mille personnes, précise les conditions d'application de la loi du 26 janvier 1984. Il énumère les fonctions concernées par ce type de recrutement (secrétaires de mairie, commis territoriaux, agents de bureau, agents techniques, conducteurs, agents d'entretien, agents de sécurité). Il indique le régime qui leur est applicable en matière de protection sociale et définit leurs modalités d'intégration dans les cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

مكتبة المصطفى

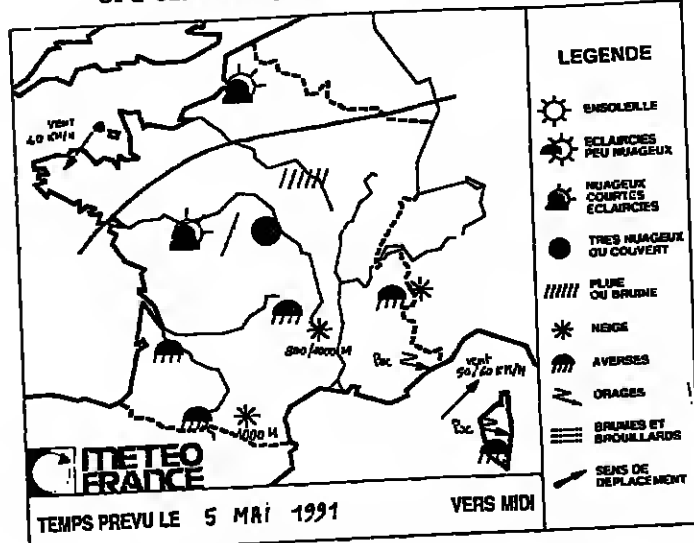




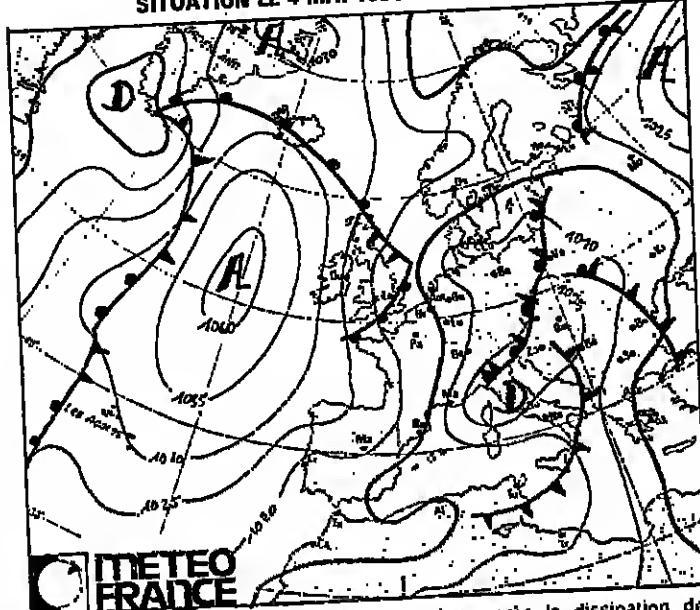


## MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le dimanche 5 mai 1991  
Temps généralement gris, frais  
et à caractère pluvieux en maints endroits



SITUATION LE 4 MAI 1991 À 0 HEURE TU



Lundi : aggravation par le nord-ouest. Sur la Bretagne et la Normandie, la journée débutera sous de nombreux nuages qui deviendront rapidement menaçants et apporteront la pluie en cours de matinée. En fin d'après-midi, le soleil sera de retour sur les régions côtières.

Sur Nord-Picardie, Île-de-France, Centre, Pays de Loire, Poitou-Charentes, Limousin et Aquitaine, le temps sera légèrement brumeux au lever du jour, le soleil fera quelques apparitions en cours de matinée, puis des passages nuageux envahiront le ciel par le nord-ouest l'après-midi. Ils donneront des pluies éparpillées en soirée. Sur le littoral atlantique, le vent d'ouest-nord-ouest soulèvera modérément.

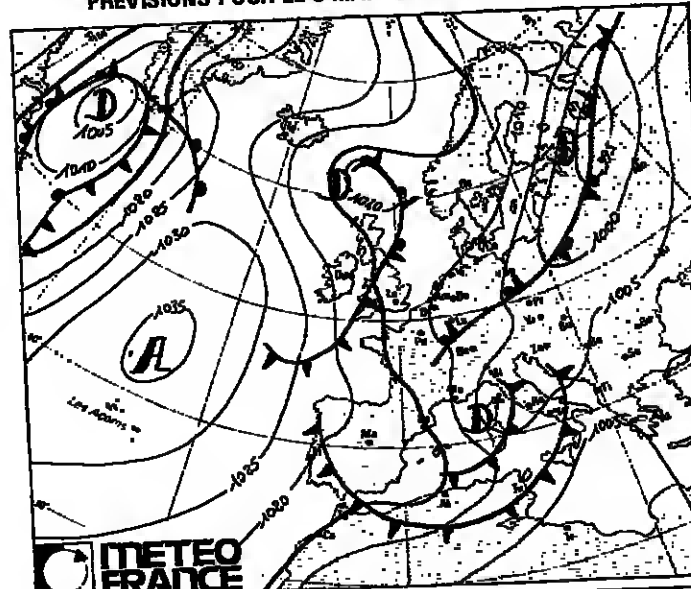
Sur les régions s'étendant de la frontière belge au Massif Central et à l'Alsace, après la dissipation des brumes matinales, le temps sera généralement ensoleillé.

Sur le quart sud-est, en début de journée, le ciel sera soulevé par le passage de la dépression atlantique. Les passages nuageux prédomineront. Ils donneront de fréquentes averse qui pourront prendre un caractère orageux. La tramontane puis le vent d'ouest en Méditerranée souffleront de façon soutenue.

Les températures matinales seront comprises entre 4 et 7 degrés d'est en ouest sur la moitié nord; sur la moitié sud, elles s'élèveront entre 6 et 9 degrés.

Les températures maximales varieront entre 12 et 18 degrés du nord-ouest au sud méditerranéen.

PRÉVISIONS POUR LE 6 MAI 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES MAXIMES - MINIMES ET TEMPS OBSERVÉ  
Valeurs extrêmes relevées entre le 3-05-1991 à 18 heures TU et le 4-05-1991 à 6 heures TU

FRANCE			TOULOUSE	12	6	C	LYON	9	1
			TOUR	10	5	C	MARSEILLE	10	1
			POYRAT-PITREL	11	4	C	MARRAKECH	26	9
ÉTANGER									
AJACCIO			17	11	8		MILAN	17	5
BIARRITZ			12	8	4		MOSCOW	15	6
BORDEAUX			13	9	5		NEW DELHI	20	11
BOULOGNE			15	11	7		NEW-YORK	17	9
BREIST			15	9	5		PALESTINE	12	3
CAGEN			15	9	5		PEKIN	36	12
CHERBOURG			10	7	4		PUERTO-RICAO	28	20
CHERBOURG-FR.			10	7	4		ROME	17	5
DUNKERQUE			11	8	5		SINGAPOUR	33	27
LILLE			11	8	5		STOCKHOLM	9	3
LORRAINE			11	8	5		STONNEY	10	4
LYON			11	8	5		TOKYO	21	15
MARSEILLE			16	13	8		TORONTO	21	15
NANTES			10	7	4		VARSOVIE	15	12
NICE			14	10	6		VENISE	11	11
PARIS-MONTS			10	4	10				
PAU			11	8	5				
PERPIGNAN			14	10	6				
RENNES			11	8	5				
ST ETIENNE			8	5	3				
STRASBOURG			11	8	5				



BILLET

Une alliance qui tombe mal

L'accord conclu vendredi 3 mai entre Volvo, l'Etat néerlandais et Mitsubishi, tombe au plus mal. Renault, partenaire de Volvo, n'a pas pu s'y opposer et M. Lévy, son PDG, qui est aussi président de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA), va donner l'impression qu'il réclame à haute voix un protectionnisme européen face aux dangereuses voitures japonaises et qu'il signe, d'autre part, une alliance avec un groupe nippon. En outre, la promesse avait été faite par les PDG de Volvo et de Renault que cet accord hollandais ne serait pas signé avant que l'accord global en cours de négociation entre la CEE et le Japon ne soit conclu. Elle n'a pas été tenue.

Cela complique les débats. Est-ce parce que l'accord avec Mitsubishi pourrait contenir une clause suspensive à ce sujet ? En tout cas, La Haye prend fait et cause pour Tokyo en soulignant que les Mitsubishi montées aux Pays-Bas sont « européennes » et qu'elles doivent donc être sorties du quota réservé en Europe aux voitures japonaises. Une position inverse de celle défendue par M. Lévy et par le gouvernement français.

A Paris, on minimise pourtant la portée de cet accord à l'heure. Il n'ajoute pas de capacité nouvelle à un marché saturé, il permettra à Renault de vendre des moteurs ou des boîtes de vitesses, il donnera même une « fenêtre » pour observer directement comment travaillent ces fameux Japonais. Sans doute, on pourrait même ajouter que Renault-Volvo n'est sans doute pas mécontent de participer à ces ventes à ces alliances qui se concluent « ponctuellement » entre les européens et les japonais : Volkswagen avec Toyota dans les utilitaires, Rover avec Honda, Daimler avec le même Mitsubishi, voire, demain, Ford-Europe avec Mazda.

Quoi qu'il en soit le gouvernement français s'apprête à une difficile bataille à Bruxelles, le 13 mai, lorsque le conseil des ministres européen examinera les propositions faites cette semaine par la Commission : obtenir des Japonais qu'ils autolimitent leur pénétration en Europe pendant cinq ou six ans et qu'ils ne dépassent pas 17 % du marché à la fin de cette période provisoire. Paris se félicite des pas faits par la Commission vers les positions de l'ACEA en accordant des aides à la recherche et à la formation et en parlant d'une « réciprocité », c'est-à-dire de l'ouverture du marché japonais. Mais la proposition bruxelloise est jugée encore bien trop libérale.

On sait que l'on devra donc marteler que l'automobile est pour la France une industrie essentielle. La France soulignera que l'Europe ne peut pas se faire contre les intérêts français : c'est du moins ce que M. Mitterrand a laissé entendre à M. Calvet, le patron de Peugeot, qu'il a reçu il y a quelques jours.

ERIC LE BOUCHER

Très légère amélioration du marché automobile français en avril

La situation du marché automobile français s'est assez nettement améliorée en avril dernier, avec un recul de seulement 0,3 % par rapport à avril 1990, alors que la baisse du marché pour le premier trimestre a été de plus de 20 %. Cepeadant, compte tenu de la différence du nombre de jours ouvrables en avril 1990 et avril 1991, la baisse du marché a été de 5,1 %, avec environ 190 930 immatriculations, selon des statistiques provisoires publiées vendredi 3 mai par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Ce résultat encourageant, selon les constructeurs

Alors que la CEE entame des négociations avec le Japon

Mitsubishi s'implante aux Pays-Bas grâce à un accord avec Volvo

LA HAYE

de notre correspondant

L'accord attendu entre Volvo, l'Etat néerlandais et Mitsubishi (le Monde du 26 avril) a été conclu. Une lettre d'intention a été signée vendredi 3 mai aux termes de laquelle Mitsubishi prévoit de devenir copropriétaire, à 33 % et à parité avec l'Etat néerlandais et le groupe suédois Volvo AB, de l'usine que constructeur automobile des Pays-Bas, Volvo Car, anciennement DAF. L'Etat, propriétaire de 70 % des parts, en vendra un tiers au groupe nippon. Quand l'accord définitif sera conclu en septembre, le nom de Volvo Car est appelé à disparaître dans la foulée de la modernisation - reconstruction dans le sud du pays, pour 10,5 milliards de francs, de l'usine de Boro, dont la capacité de production sera portée à 200 000 véhicules par an.

Volvo et Mitsubishi envisagent notamment de développer ensemble un modèle mixte : deux car-

L'ancienne usine DAF

Que Volvo ne contrôle que 30 % de sa filiale hollandaise s'explique par l'histoire récente de cette société. En 1927, les deux frères Van Doorne, un technicien et un commerçant, créent l'entreprise Van Doorne Automobili Fabrieken, plus connue sous le nom de DAF, pour produire des camions et des camionnettes. En 1958, la société se lance dans la fabrication de petites voitures à transmission automatique qui seront rapidement célèbres.

Mais le succès débouche sur une crise. L'industrie automobile est une affaire de coûts de revient, et DAF, dans ce secteur, souffre de sa taille insuffisante. Un accord est signé avec Volvo qui prend 25 % de la division auto de DAF et en devient le maître d'œuvre technique. En 1975, la participation suédoise est portée à 55 % et le nom est changé. DAF Car BV devient Volvo Car BV. La société fabrique les séries 340 de Volvo, puis les 300 et 400.

Nationalisation

En réalité, les difficultés persistent et Volvo subit lui-même des revers qui réduisent son intérêt pour sa filiale. En 1981, l'Etat hollandais doit intervenir pour sauver l'usine. Il « nationalise » l'entreprise en prenant 70 % de son capital.

Avant l'accord avec Renault début 1990, Volvo avait recouvré une santé et avait besoin de capacités nouvelles. Il a proposé de racheter les 70 % de l'Etat néerlandais. Mais depuis l'accord avec Renault, il en va autrement. Volvo n'a plus besoin de capacités et, en outre, c'est à la région d'occuper à l'avenir le créneau du moyen de gamme comme les 400. Pourtant, dans l'immédiat, Volvo doit éliminer ses concessionnaires avec des voitures moyennes du type des 400. Il y a une contradiction entre les intérêts à long terme et ceux d'aujourd'hui. Le gouvernement néerlandais veut de son côté préserver les emplois. Mitsubishi a profité de l'occasion.

E. L. B.

series différentes seront posées sur un châssis commun : la cylindrée et la date de naissance de ce véhicule, qui sera commercialisé sous les deux marques, sont gardées secrètes.

La motorisation sera-t-elle assurée par Renault ? Ce point fait partie de ceux restant encore à négocier, selon M. Andriessen, ministre des affaires économiques, qui a précisé que la Régie n'avait pas été directement impliquée dans les discussions avec Mitsubishi mais n'avait pas non plus formulé d'objection. Le fabricant français pourrait tirer quelque profit d'un accord qui le montre coincé entre son alliance avec Volvo et la fonction de M. Lévy à la présidence de l'Association des constructeurs européens d'automobiles (ACEA) favorable à l'importation des voitures japonaises « made in CEE » dans les quotas européens.

L'arrivée de Mitsubishi risque de compliquer le débat des Douze sur l'entrée des voitures japonaises en Europe. Et effet, M. Koos Andriessen est catégorique : les véhicules que Mitsubishi produira dans les années à venir à Born « seront des voitures européennes et non japonaises », sous a-t-il déclaré vendredi 3 mai, expliquant que « leur valeur ajoutée sera à 80 % européenne ». Ainsi La Haye prend-elle implicitement parti pour le Japon dans le conflit qui se dessine avec la Commission de Bruxelles à propos de la limitation des ventes de voitures japonaises, estimant que les fabrications dans la CEE ne doivent pas être comptabilisées dans les futurs quotas européens (le Monde du 3 mai).

CHRISTIAN CHARTIER

M. Rocard a plaidé pour un élargissement de la coopération avec la Corée du Sud

A la fin de sa visite à Séoul

Le dernier jour de la visite officielle de M. Michel Rocard en Corée du Sud a été dominé par les questions économiques et commerciales. Après avoir rencontré jeudi 2 mai les dirigeants politiques de Séoul, c'est aux responsables économiques sud-coréens que s'est adressé le premier ministre français, avant de reprendre vendredi soir l'avion pour Paris. Il a plaidé pour un élargissement de la coopération entre les deux pays, au-delà du TGV.

Mais, en fait, cette mise en garde pèche de moins de poids que l'appel du pied à la coopération économique et commerciale entre les deux pays fait par M. Rocard. Une coopération qui ne peut qu'être bénéficiaire aux deux parties. Aux Français tout d'abord, pour leur ouvrir le marché d'un pays parmi les plus dynamiques, même s'il connaît actuellement des difficultés économiques et sociales. Aux Coréens aussi, intéressés à la fois aux transferts de technologie et à des opérations commerciales.

Plus dynamiques que les Japonais

Certes, le gros morceau reste le TGV, sujet sur lequel M. Rocard a estimé, dans sa conférence de presse, qu'« on en parle beaucoup, et, à son avis, un peu trop ». Encore aurait-il fallu que les Français ne paraissent pas si obés par ce contrat, aussi minifrique puisse-t-il être, au point d'en faire parfois trop eux aussi. Ne serait-ce que pour ne pas heurter la susceptibilité, à fleur de peau, des Coréens, ni paraître leur lancer un défi auquel ils pourraient bien répondre par un projet à eux, même moins performant. Et dans ce cas, les Français n'hériteraient au mieux que de quelques tranches du projet (le Monde du 2 mai).

Il n'est pas moins que les Coréens ont besoin de l'Europe, donc de la France, pour rééquilibrer des relations de dépendance à l'égard du Japon et des Etats-Unis. Ils sont, nous a-t-on dit à Séoul, intéressés à des opérations

conjointes avec des Européens dans des pays tiers, en particulier en Europe de l'Est et en URSS. Des pays où Coréens - et Taïwanais - sont bien plus dynamiques et inventifs que les prudents Japonais, mais où ils ne se sentent pas assez solides, économiquement et politiquement, pour s'engager seuls. Sur ce plan, le Club d'hommes d'affaires franco-coréens coprésidé par le PDG de la banque Indusuez, M. Jeancourt-Galliani, et par le président du groupe Sanyong, - qui vient de se créer, pourrait être un relais utile.

Pour devenir, comme elle en rêve, une grande puissance, la Corée du Sud se doit de pratiquer une politique globale, du type de celle qu'a préconisée M. Rocard. Les relations politiques étant au beau fixe, reste le volet économique. Le premier ministre français, après avoir rappelé, pour le regretter, quatre gros échecs commerciaux l'août dernier - « L'enthousiasme a besoin de temps en temps d'être consolidé », a cité les domaines de coopération possible : aéronautique, sidérurgie, gaz, métro, défense.

Aux Français de canaliser leurs interlocuteurs qu'ils ont besoin d'eux, et d'y réussir mieux qu'au Japon, en dépit des conditions difficiles et du peu d'envie des Coréens d'ouvrir sincèrement leurs marchés. Et attendait, la France reste le troisième partenaire européen de la Corée du Sud - après la RFA et la Grande-Bretagne - et son onzième partenaire mondial.

PATRICE DE BEER

Contrairement aux prévisions

Le chômage a légèrement baissé en avril aux Etats-Unis

NEW-YORK

de notre correspondant

Prenant à contre-pied les économistes qui, en début de semaine, tablèrent sur une légère augmentation du taux de chômage américain au mois d'avril, expliquant ainsi en partie la décision de la Réserve fédérale d'abaisser son taux d'escompte, le département de l'emploi a annoncé vendredi 3 mai un taux de chômage ramené à 6,6 % de la population active contre 6,8 % en mars. L'industrie manufacturière a encore perdu 42 000 emplois mais ce chiffre est bien inférieur à la moyenne mensuelle de 115 000 emplois perdus constatée au cours des cinq derniers mois. Il faut remonter à mai 1990

pour retrouver une baisse du nombre de demandeurs d'emploi lorsque le taux de chômage avait été ramené à 5,3 % contre 5,4 % le mois précédent. Cette statistique a pu être interprétée, dans un premier temps, comme le signe que la récession, qui dure depuis juillet 1990, a atteint un palier. Mais la plupart des analystes estiment qu'avant d'arriver à cette conclusion, il faut attendre au moins une confirmation de cette évolution au mois de mai.

La Bourse de Wall Street a d'ailleurs réagi avec prudence, préférant tenir pour sûr le fait que l'économie américaine envoie depuis quelque temps des signaux contradictoires, ce qui est, somme toute, une indication presque positive.

SERGE MARTI

Le tribunal de commerce de Perpignan saisi des difficultés de la compagnie EAS

PERPIGNAN

de notre correspondant

La Compagnie aérienne EAS (Europe Aéro Service), dont l'activité se partage entre la sous-traitance dans le transport du fret et des passagers pour le compte d'Air Inter, Air France et Air Charter et la maintenance d'avions dans son établissement de Perpignan, se trouve au bord du redressement judiciaire.

Le tribunal de commerce, dans une audience en chambre du conseil, a étudié, vendredi 4 mai, la situation de la compagnie créée par M. Georges Masurel en 1965. Avec un passif de 240 millions de francs, EAS semble être dans l'impossibilité de rétablir l'équilibre.

EAS qui, avec sa flotte de quinze appareils, avait transporté un million de passagers en 1990 tout en accusant déjà une chute de 20 % de ses heures de vol, semble avoir reçu le coup de grâce avec un recul de 60 % de ses activités au cours du premier trimestre de 1991. Il faudra patienter jusqu'au 17 juin pour connaître la conclusion de l'audience publique du tribunal.

J.-C. M.

La stabilisation du marché

Les Etats-Unis refusent le dialogue avec les pays producteurs de pétrole

Le président George Bush a refusé vendredi 3 mai le dialogue entre les pays producteurs de pétrole et les consommateurs, proposé par le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez. La Maison Blanche a réaffirmé dans un communiqué la position de l'administration selon laquelle la production et les prix doivent être « déterminés par les mécanismes du marché ». Toutefois, les Etats-Unis se sont dit favorables à des « négociations bilatérales » sur les questions énergétiques et à la poursuite des échanges dans ce domaine avec le Venezuela.

Le président Pérez avait lancé son projet de coopération multilatérale entre pays exportateurs et importateurs de pétrole en 1990 lors de la dernière assemblée générale des Nations unies (ONU). Il avait obtenu le soutien de la France ainsi que d'autres pays industrialisés. (AFP).

En Grande-Bretagne

La Commission des monopoles autorise Elf à acquérir des intérêts britanniques d'Amoco

La Commission britannique des monopoles et fusions (MMC) a donné vendredi 3 mai son feu vert à l'acquisition par la société nationale Elf-Aquitaine des intérêts d'Amoco dans le raffinage et la distribution de pétrole en Grande-Bretagne.

Cette opération inclut une prise de participation de 70 % dans une raffinerie de Milford Haven, l'acquisition de deux cents stations-essence, ainsi qu'un contrat de livraison de trente

détachants indépendants, le tout pour un montant de 3 milliards de francs. Cette décision coïncide, pour le gouvernement conservateur, un nouveau revers de sa politique de frein aux acquisitions de sociétés britanniques par des firmes nationalisées étrangères et améliore du même coup les chances de succès d'une éventuelle offre d'Elf sur certains actifs pétroliers britanniques mis en vente par Occidental Petroleum.

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

La FNSEA s'inquiète des premiers contours du budget 1992

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), présidée par M. Raymond Lacombe, s'inquiète des premiers éléments de cadrage budgétaire du gouvernement pour 1992. Dans un communiqué publié vendredi 3 mai, l'organisation syndicale agricole juge que les premiers indications « laissent augurer d'un budget particulièrement restrictif ».

« Le budget de l'agriculture ne représente qu'à peine 3 % des dépenses de l'Etat », souligne la FNSEA, « et les efforts de modernisation et de restructuration qui sont aujourd'hui nécessaires ne constituent qu'une partie infime du coût économique et social qui résulterait à court terme de la poursuite d'une politique de désengagement public en agriculture ».

La FNSEA rappelle que déjà pour l'année en cours les crédits du ministère de l'Agriculture ont baissé. Le syndicat demande donc que les pouvoirs publics « redressent le barre et offrent enfin avec le budget 1992 les moyens nécessaires ou minimum d'une agriculture forte, économique du pays et élément d'harmonie du territoire ».

Création d'un collectif de médecins généralistes opposés aux contrats de santé. - Les médecins généralistes affiliés aux syndicats CSMF, FMF et SML, ont annoncé, vendredi 3 mai, qu'ils vont de constituer un collectif commun afin de protester contre la création d'une formule d'abonnement facultatif entre les médecins généralistes et leurs patients, à laquelle la CNAMTS a donné son aval (le Monde du 21 mars). Tandis que ce collectif demande aux généralistes de « s'opposer à toute proposition d'inscription » à cette formule, le syndicat MG-France, qui a, lui, ratifié cet avenant à la convention médicale, « s'insurge contre cette campagne de désinformation » organisée par « les trois syndicats de médecins spécialistes ».

Les banques menacent les postistes. - Pour lutter contre les chèques sans provision et protéger les marges des postistes, les syndicats de distributeurs de carburant SNDC et FNCAA ont appelé leurs adhérents à refuser les chèques supérieurs à 100 francs et à facturer 2 francs pour chaque règlement par carte bancaire (le Monde du 4 mai). Le groupement « carte bancaire » a déclaré que cette dernière majoration était contraire au contrat signé entre le commerçant et sa banque. Celle-ci pourrait dénoncer l'accord ou augmenter la commission bancaire demandée au commerçant.



## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 29 AVRIL AU 3 MAI

## PARIS

## Bouffée de printemps

INDICE CAC 40  
+3,24%

Quatre séances seulement cette semaine, scindée en deux parties par la fête du travail. Une semaine placée sous le signe de l'optimisme. En effet, pour la première fois depuis celle du 2 au 5 avril, le bilan a été largement positif (+3,24 %). Alors que traditionnellement les périodes entrecoupées de jours fériés sont peu actives, celle-ci, empuisée d'une journée de transactions, devient l'exception qui confirme toute règle.

D'entrée de jeu, la hausse. Dès lundi, le marché parisien semblait séduit par le communiqué final du sommet du groupe des Sept à Washington et le saut par une progression de 1,28 %. Excès d'adulce? Mercredi, veille du 1<sup>er</sup> mai, dans un Palais Brongniart déserté par ses opérateurs parisiens en week-end, la baisse était de retour (-1,01 %), assénement pour des raisons techniques (arrivée à échéance des indices de contrats sur option). La fête du travail n'eut pas l'heure de réduire les capacités de réaction de la place parisienne : le jour de jeudi se solda par une très vive reprise (+2,53 %). La dernière séance de la semaine fut

celle de la consolidation, des prises de bénéfices bien absorbées par le marché, des échanges malgré tout assez fournis, et au bout du compte un gain de 0,44 %.

## Après le G7

S'il n'y a pas eu de véritable effet d'annonce sur une politique monétaire commune à l'issue de la réunion du groupe des Sept, dimanche 28 avril, à Washington, le contenu du communiqué soulignait, malgré tout, l'importance des politiques monétaires et budgétaires qui créent les conditions d'une baisse des taux d'intérêt réels et de reprise de l'économie mondiale dans la stabilité des prix. En forme de bonnes menaces, la Réserve fédérale américaine annonça, dès mardi 30 avril, la baisse d'un demi-point de son taux d'escompte, le ramenant de 6 % à 5,5 %. L'économie américaine en avait certes besoin. Les statistiques récemment publiées aux États-Unis démontrent une fois encore que la récession s'annonçait encore plus d'actualité qu'il n'aurait voulu le croire.

A tel point que des analystes américains estiment que la baisse du taux d'escompte est loin d'être suffisante, évoquant d'ores et déjà la nécessité d'une

nouvelle détente des taux. Les économistes ont, pour le plupart, revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour le deuxième trimestre. Les mauvaises statistiques publiées la semaine passée, la contraction du PIB, la baisse de 2,8 % des commandes aux entreprises pour le mois de mars ne laissent en effet aucune amélioration de la situation.

Seuls les chiffres du chômage publiés vendredi 3 mai manifestaient un mieux relatif. Et malgré la légère diminution du nombre des chômeurs (6,6 % au mois d'avril contre 6,8 % au mois de mars), meilleurs chiffres depuis un an, les conjoncturistes américains avaient de la difficulté à les interpréter. Cela étant, il est probable, selon les experts, qu'un nouvel essouffissement de la politique monétaire américaine soit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité fédéral de l'open market (FOMC), le 14 mai prochain.

Si tel était le cas, nombre d'opérateurs seraient ainsi tout à fait confortés dans leur conviction que les Allemands ne pourraient plus se permettre de relever leurs taux.

Mais il n'y a pas que l'environnement des taux, comme le répètent souvent les opérateurs. Quelques nouvelles concernant

les entreprises ont animé cette courte semaine. Ce fut la cote notamment du lancement d'une offre publique d'achat (OPA) des Galeries Lafayette sur une partie du capital des Nouvelles Galeries, à l'invitation du Conseil des Bourses de valeurs (CBV). Il va sans dire que le magasin du boulevard Haussmann se serait bien dispensé de lancer une telle offre, mais le rejet par le CBV de sa demande de dérogation, le vendredi 26 avril, l'y a contraint. Depuis cette même date, la cotation de titre Nouvelles Galeries est suspendue. Aux dernières cotations, l'action Nouvelles Galeries valait 780 F. Les Galeries Lafayette proposent d'acquiescer au prix de 863,50 F 1 560 039 actions qui, au terme de l'opération, leur permettront de détenir les deux tiers du capital.

Notons aussi, pour cette semaine, l'augmentation de capital du Club Méditerranée, qui propose une action nouvelle à 420 F pour dix anciennes. On parlait aussi d'une prochaine augmentation de capital pour Elf-Aquitaine, à la faveur de l'introduction du titre sur le New York Stock Exchange au cours de la première quinzaine de juin.

F. Bn.

## NEW-YORK

## Une hausse à confirmer

INDICE DOW JONES  
+1%

Après trois séances ininterrompues de hausse, le marché new-yorkais s'est contenté d'un gain ridé de 0,25 point vendredi 3 mai. L'indice Dow Jones clôturant à 2 938,86 points. Sur la semaine, le cote s'est progressé de près de 27 points, soit 1 % par rapport au vendredi précédent, et les spécialistes de Wall Street attendent d'avoir en main d'autres statistiques économiques avant de se prononcer sur l'éventualité d'un coup d'arrêt à la récession, avant d'entrevoir une reprise économique.

Pour l'instant, il s'agit simplement d'une diminution des licenciements, on ne parle pas de rebattement, explique-t-on à Wall Street où, pourtant, pour sembler démentir ces propos, Paine Webber, le cinquième firme de courtage américaine a fait savoir le 2 mai qu'elle était prête à recruter des emplois. Il est vrai que la firme, qui emploie actuellement 4 700 courtiers, en a licencié 400 au cours du dernier trimestre 1990, lesquels sont venus s'ajouter aux 60 000 emplois perdus dans la capitale financière depuis le krach boursier d'octobre 1987. Wall Street, au sens large, emploie actuellement 204 000 personnes

contre 262 000 aux heures glorieuses du Big Board.

Dans un autre registre, cette semaine a été notamment marquée par l'introduction en Bourse, le 1<sup>er</sup> mai, de l'action Duracell. Le titre a coté 15 dollars le premier jour, 20 3/4 le lendemain lorsque 20 millions d'actions ont été échangées, et 21 1/4 vendredi en clôture, ce qui constitue un cours de stabilisation.

De notre correspondant

SERGE MARTI

Indice Dow Jones du 3 mai : 2 938,86 (c. 2 912,38)

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Alcoa	67	70 1/2
ATT	38	37 3/4
Boeing	46	46 3/4
Chase Man. Bank	18 5/8	18 1/4
Du Pont de Nemours	40 3/4	42 3/4
Eastman Kodak	42 3/4	41 1/8
Exxon	59 1/2	59 3/8
Ford	32 1/2	34 1/4
General Motors	71 3/4	72 5/8
Goodyear	22	21 7/8
IBM	107 1/4	105 3/8
ITT	58 7/8	60 1/8
Johnson & Johnson	68 1/8	68 1/8
Mobil Oil	55	57 3/4
Pfizer	61 1/2	64 1/8
Schlumberger	67	67 5/8
Tecaco	159 1/2	155
Union Carbide	18	18 5/8
USX	32 3/8	33
Westinghouse	28	27 1/2
Xerox Corp.	58 5/8	57 1/4

## TOKYO

## Honorable semaine

INDICE NIKKEI  
+1,4%

Trois séances seulement cette semaine à Tokyo pour raison de golden week, traditionnelle période de jours chômés au Japon où l'on fête, entre autres, l'anniversaire de la Constitution nipponne. En conséquence, la semaine débute mardi 30 avril au Kabuto-cho et les intervenants avaient ainsi eu une journée supplémentaire pour apprécier les déclarations faites à la fin du sommet de Washington. De toute évidence, l'absence d'un réel consensus en matière de politique monétaire et le recul de Wall Street, ainsi que la perspective des jours fériés ne les ont pas incités à prendre de positions. La séance fut étonnante, l'indice Nikkei édaît 0,05 point en clôture. Mercredi, le marché se reprenait franchement, l'indice de la place reprenait 378 points au cours de cette séance. Jeudi, la tendance s'est de nouveau alourdie. Si le Nikkei avait progressé de plus de 90 points dans la matinée, il s'inscrivait en léger recul de 0,04 %. Au final, deux séances éales pour une bonne première à la place nipponne d'afficher 1,4 % de hausse.

ce qui est un score honorable, compte tenu du nombre de séances.

A l'image des autres places, les spéculations sur une détente possible du loyer de l'argent ont fait la pluie et le beau temps au pays du Soleil-Levant. La baisse du taux d'escompte américain, mardi 30 avril, de 6 % à 5,5 %, le ramenant ainsi pour la première fois depuis quatorze ans au-dessous du niveau de son homologue nippon, avait suscité beaucoup d'espoir chez les opérateurs de la Bourse tokoyote. Espoir déçu, dès le lendemain, jour où le gouverneur de la Banque du Japon déclarait qu'il n'y avait aucune urgence à adopter de telles mesures dans l'archipel.

Indices du 2 mai : Nikkei, 26 477,86 (c. 26 123,68); Toppia, 2 001,49 (c. 1 957,96).

BRUNO BIRLOTTI

	Cours 26 avril	Cours 3 mai
Akai	840	970
Bridgestone	1 690	1 100
Canon	1 600	1 610
Fuji Bank	2 680	2 750
Honda Motors	1 350	1 400
Matsumoto Electric	1 720	1 750
Mitsubishi Heavy	1 760	1 776
Sony Corp.	6 200	6 220
Toyota Motors	1 830	1 870

## Produits chimiques

	3-5-91	Diff.
Inst. Médoc	4 699	+ 219
Labo Roger Bellon	2 905	+ 27
Roussel-Uclaf	2 185	- 4
Synthelabo	817	- 8
Basf	860	- 15
Herold	956	- 12
Byer	900	inch.
Imp. Chemical	108,60	+ 3,20
Norsk Hydro (11)	161,50	+ 3,60

(1) Coupon de 3,10 F.

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	3-5-91	Diff.
PNE 10,6 % 1976...	100,05	+ 0,12
8,80 % 1977	122,10	- 0,13
10 % 1978	101,20	+ 0,20
9,80 % 1978	100,80	+ 0,05
9 % 1979	100	+ 0,10
10,80 % 1979	102,55	+ 0,30
CNE 3 %	4070	+ 50
CNE 800 F	99,75	inch.
CNE 800 F	99,60	inch.
CNE 800 F	99,99	+ 0,39
CNE 800 F	99,75	inch.

## Filatures, textiles, magasins

	3-5-91	Diff.
Agache (Fin.)	1 120	+ 30
BHV	798	- 10
Danier	1 990	+ 10
DMC	407,50	+ 6,50
Gal. Lafayette	1 738	- 12
Printemps	679	+ 24
La Redoute	3 720	- 50
SCA	18,45	+ 0,25

## Mines d'or, diamants

	3-5-91	Diff.
Anglo-American	176,50	- 2,50
Amgold	330	- 10
Bul. Gold M.	68,50	+ 0,45
De Beers	137,30	- 1
Drief. Cons.	57,30	- 0,80
Gencor	19,70	- 0,10
Hamroy	24,30	- 0,60
Randfontein	16,30	- 0,40
Saint-Helena	37,85	- 1,85
Western Deep	163	+ 0,90

## Banques, assurances, sociétés d'investissement

	3-5-91	Diff.
AGF	538	+ 9
AXA (ex-Cie Midl)	1 096	+ 36
Bail Equipement	124	+ 2,90
Banque (Cv)	528	+ 25
Corelec	690	+ 47
CCF	167	+ 5
CFP	115	+ 31
Chargours	760	+ 20
CPR	279	+ 9
EuroFrance	1 629	+ 69
GAN	1 900	+ 16
Héris (La)	583	+ 18
LocalFrance	542	- 10
Localindus	790	+ 10
OPF	1 635	+ 8
Paribas	454,30	+ 20,60
Schneider	759	+ 7
Société générale	445,10	+ 32,10
Sovac	694	+ 14
Suez (Cv fin.)	349,70	+ 11,20
UIC	561	+ 3
UCF	156,10	+ 0,40

## Mines, caoutchouc

	3-5-91	Diff.
Cérophysique	660	- 30
Imetal	333,80	+ 16,50
Métaleurop	104,50	+ 0,50
Michellin	94,55	+ 2,55
RTZ (11)	54,20	+ 0,40
Poliet	463	- 10
SCS	1,20	+ 0,04

(1) Coupon de 1,35 F.

## Bâtiment, travaux publics

	3-5-91	Diff.
Anail d'entr.	1 172	- 26
Bouygues	562	- 9
Ciments français	410,10	+ 10,90
GTIM	446,20	+ 6,20
Inmob. Phénix	138	+ 10
J. Lefebvre	770	+ 25
Lafarge-Coppée	384,90	+ 8,20
Poliet	463	- 10
SCS	250	+ 6

## Pétroles

	3-5-91	Diff.
BP-France	122	- 1,80
ELF-Aquitaine	357,50	+ 10,50
Esso	440	+ 6
Primagaz	440	+ 6
Sogehap	397	- 3
Total	751	+ 1
Exxon	548	+ 9,90
Petrolfin	882	- 28
Royal Dutch	481,80	+ 6,70

## Matériel électrique

	3-5-91	Diff.
Alcatel-Alsthom	585	+ 10
CSEE (ex-Signaux)	231,90	+ 5,90
Générale des aux.	2 630	+ 79
Intertronic	1 010	- 30
Legrand	3 845	+ 76
Lyon. des aux.	584	- 3
Matra	252,50	+ 11,60
Merlin-Gerier	518	- 14
Oxid. (Cv)	774	+ 21
Radiofréq.	477	+ 3,90
SEB	1 660	+ 75
Sextant-Avionique	498	+ 23
Thomson-CSF	155,20	+ 10,70
IBM	630	- 10
ITT	350	+ 1,50
Schlumberger	376,20	+ 7,20
Siemens	2 060	- 14

(1) Divisé par 2 le 2-5-91.

## Alimentation

	3-5-91	Diff.
Béghin-Say	663	+ 25
Bouygues	2 580	+ 125
BSN	879	+ 24
Carrefour (11)	1 942	+ 112
Casino G. P.	135,60	- 1,40
Eurocarché	4110	+ 40
Guyon-Gasc.	1 249	- 21
LVMH	3 960	+ 13
Oxid. (Cv)	774	+ 21
Olipap	277,10	+ 1,90
Perr. Ricard	1 237	+ 17
Promodis	2 080	+ 20
Saint-Louis	1 445	+ 5
Sommer Perrier	1 593	+ 75
Nestlé	34 400	+ 140

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 3 mai 1991

Nombre de contrats : 61 013

COURS	ÉCHÉANCES			
	Juin 91	Sept. 91	Déc. 91	
Premier	107,18	107,18	107,10	-
+ last	107,32	107,32	107,10	-
+ bas	106,94	106,98	107,10	-
Dernier	106,94	106,98	107,10	-
Compensation	106,94	106,96	106,98	-

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

Cours du vendredi au jeudi

	26-4-91	29-4-91	30-4-91	1-5-91	2-5-91
RM	2 050 608	1 558 149	1 940 144	-	2 524 208
Comptant	6 577 134	6 577 510	6 300 476	-	2 937 175
Actions	113 207	112 536	130 854	-	358 012
Total	8 740 949	8 248 185	8 371 474	-	5 819 395

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1990)

Françaises	116,50	117,5	116,7	-	118,8
Etrangères	113,90	114,3	112,5	-	113,6

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

29-4-91	30-4-91	1-5-91	2-5-91	3-5-91
---------	---------	--------	--------	--------

(base 100, 31 décembre 1981)

Général	478,5	479,6	-	480,7	486
---------	-------	-------	---	-------	-----

(base 1 000, 31 décembre 1987)

CAC 40	1 797,35	1 779,18	-	1 824,23	1 832,31
--------	----------	----------	---	----------	----------

## Métallurgie, construction mécanique

	3-5-91	Diff.
Abip	395	- 2
Dassault-Aviation	554	- 41
De Dietrich	1 528	- 38
Fives-Lille	230	+ 7
Penhoit	554	+ 29
Peugeot	559	+ 16
SAGEAT	1 660	+ 20
Strafor, Facom	957	- 10
Valco	455	+ 19
Valourec	302,90	+ 12,90

## VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (\*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Alcatel Alsth.	898 972	519 889 131
Suez (Cv de)	1 351 862	463 747 247
Elf-Aquitaine	1 091 054	380 905 469
LVMH	91 787	362 209 643
Peugeot S.A.	584 389	329 052 496
Eaux (Gén.)	126 993	325 743 718
Lyon. Dumez.	519 815	295 721 874
Michelin B.	292 532	284 048 209
Total (F. pâr.)	376 473	282 516 335
Paribas Act. A.	547 847	241 009 888
Saint-Gobain	519 072	234 719 979
BSN	258 444	238 741 780
UAP	370 257	206 968 171
Carrefour	51 086	145 428 174

(\*) Du vendredi 26 avril 1991 au jeudi 2 mai 1991 inclus.

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR



صكيات الاموال

# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### La Norvège et l'écu

La Norvège est un des rares pays de notre continent hors de la Communauté européenne à qui les spécialistes prêtent l'intention de s'écarter bientôt en écus, directement. Plusieurs pays d'Europe centrale et de l'Est seroient, certes, présents ces prochains mois sur le marché de l'écu, mais ni la Tchécoslovaquie, ni la Hongrie, ni la Bulgarie n'apparaissent comme les débiteurs des fonds qui leur sont destinés. Dans les trois cas, l'emprunteur sera la Communauté économique européenne (CEE). Le Trésor d'Oslo n'aurait aucune raison d'user d'un tel détour.

Depuis l'automne dernier, la valeur extérieure de la couronne norvégienne est liée à celle de l'écu. On aurait pu s'attendre, en conséquence, à un rapprochement des rendements des obligations libellées dans les deux monnaies. Cela ne s'est pas produit. Au contraire, l'écart s'est même élargi, les titres en couronnes rapportant bien davantage. Cette évolution s'explique principalement par la diminution des prix du pétrole. La Norvège étant un important producteur d'or noir, elle ne peut plus tablir sur des revenus aussi élevés qu'avant la guerre du Golfe. Alors qu'au début de l'hiver on pouvait s'attendre, sinon à un excédent budgétaire, du moins à un équilibre, la situation apparaît aujourd'hui sous un jour beaucoup moins favorable.

Que, dans ces conditions, on pays comme la Norvège recoure à l'euro-marché n'aurait rien de surprenant. Qu'à cet effet l'écu soit retenu comme monnaie d'emprunt serait bien naturel. Puisque cela reviendrait pratiquement, sans courir de risque de change, à servir un intérêt inférieur à celui dont il faudrait assortir des obligations d'Etat en couronnes. Il est toutefois permis de se demander pourquoi Oslo ne choisit pas une devise qui entre dans la composition du panier de l'écu. A cet égard, certains pourraient songer au franc français qui, semble-t-il,

est moins coûteux pour les emprunteurs que l'écu. C'est du moins ce qui ressort d'une simple comparaison entre les rendements que procurent les obligations du Trésor français : celles en écus qui ont encore dix ans à courir rapportaient, vendredi 3 mai, à leurs détenteurs 8,94 % contre 8,80 % pour celles en francs.

#### L'eurofranc reviendrait plus cher

En expliquant ce paradoxe, on en vient à souligner un des aspects les plus captivants du compartiment de la monnaie européenne et qui est à l'origine de son succès auprès des emprunteurs. C'est le seul marché des capitaux où les seuls pays se trouvent sur un pied d'égalité. Il est vrai que leur crédit peut être évalué de façon différenciée. La dette de la France ou celle de la Grande-Bretagne sont mieux appréciées que celle des pays scandinaves, par exemple, et cela se répercute sur les conditions des titres. Mais il n'y a pas, comme dans les marchés nationaux, ce déséquilibre qui, d'emblée, place tout autre emprunteur que le Trésor local dans une situation d'infériorité écrasante qu'il faut compenser en offrant aux investisseurs un rendement supplémentaire très important.

Un autre candidat est sur les rangs, la Banque de Grèce, qui vient de confirmer son intention de lever prochainement un montant assez important d'écus, qui pourra aller jusqu'à 500 millions. Le profil de cet euro-emprunt n'est pas encore entièrement tracé. On parle d'une opération de sept ans de durée, mais dont les investisseurs pourraient, dans cinq ans déjà, exiger le remboursement à leur gré. Le débiteur aurait d'ailleurs également la possibilité de décaler l'emprunt en 1996. L'affaire sera confiée à quatre eurobanques, celle de Crédit suisse First Boston, qui en assurera le secrétariat, et celles de la Dresdner Bank, de Morgan Stanley International et

de Nomura International. Jamais auparavant, la Banque de Grèce n'avait cherché à drainer des fonds sur le marché des emprunts en écus. Cet établissement appartient, à raison de 65 %, à l'Etat, mais il n'est pas prévu qu'Athènes fournisse sa garantie. Il est difficile d'apprécier cette opération en raison du compartiment de l'écu, il n'y a jusqu'à présent pas eu de débiteur grec. Le pays traverse une période difficile et son crédit n'est pas très bien noté. La Grèce a, certes, bénéficié à plusieurs reprises ces dernières années du produit de grandes transactions libellées dans la monnaie européenne, mais le débiteur en était la CEE. Cela a permis à ce pays d'obtenir des fonds à des conditions extrêmement avantageuses (le Monde daté 3-4 mars).

Si l'émission de la Banque de Grèce avait été lancée ces derniers jours, il aurait fallu que les titres rapportent nettement plus de 10 % afin de retenir l'attention des prêteurs. Les estimations varient à ce sujet, répondant à la proposition de 10,05 %, ce qui correspondrait à quelque soixante-quinze points de base de plus que le niveau du marché des swaps, et 10,35 %, soit environ cent cinquante points de plus que les fonds d'Etat français.

D'une manière générale, le sentiment demeure très positif dans le compartiment de l'écu et nombreux sont ceux qui prévoient qu'il bénéficiera dès cette semaine du retour des investisseurs japonais qui sont en vacances jusqu'à mardi.

L'offre d'échange faite par le Trésor français, par l'intermédiaire du CCF et du Crédit lyonnais, s'est conclue vendredi. C'est une grande réussite. Les investisseurs ont massivement répondu à la proposition et leur était faite d'acquiescer des titres 8,50 % qui viendront à échéance en 2002, à la place de ceux qui auront encore six ans à courir. Le montant de la nouvelle ligne dépasse le milliard d'écus.

CHRISTOPHE VETTER

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### L'Amérique relance la baisse des taux

C'est fait ! Pour la troisième fois depuis la fin de l'année dernière, la Réserve fédérale des Etats-Unis (FED), banque centrale du pays, a diminué d'un demi-point son taux d'escompte ramené de 6 % à 5,5 % - à son niveau de l'automne 1987 - après une ascension graduelle qui le porta à 7,5 % au début de 1989, taux encore en vigueur en décembre 1990.

Cette diminution a permis à la FED de réduire de 6 % à 5,75 % le taux de ses interventions sur le marché interbancaire (Federal Funds) puisque le taux d'escompte constitue un plancher qu'il faut abaisser au préalable. Les banques américaines ont aussitôt imité l'exemple de la Réserve fédérale, leur taux de base passant de 9 % à 8,50 % après trois diminutions intervenues depuis le début de l'année, époque à laquelle il était encore de 10 %. Ce taux de base avait été porté, en mars 1987, à 11,50 % avant d'amorcer sa lente décline en juillet 1989.

La décision des autorités américaines est conforme aux objectifs exposés, dimanche 28 avril, à la réunion du Groupe des 7 à Washington par M. Nicholas Brady, secrétaire américain au Trésor, pour qui la priorité doit aller à la croissance des économies, ce qui conduit à réduire le loyer de l'argent dans tous les pays. Cette prise de position, on le sait, était et reste toujours combattue par l'Allemagne, au nom de la stabilité monétaire, opinion partagée par la Grande-Bretagne et par le Canada, pays en proie à l'inflation. La France et l'Italie, dont les économies sont en décelération, appuient les Etats-Unis. La baisse des taux américains est destinée, on le devine, à stimuler les activités des entreprises d'outre-Atlantique.

La Banque fédérale d'Allemagne, qui a qualifié l'initiative américaine de « judicieuse », n'a pas modifié sa politique, comme on pouvait le prévoir, en accord avec le ministre des finances d'outre-Rhin, M. Theo Waigel, qui, à l'issue de la réunion du Groupe des 7, a confirmé que son pays demeurerait opposé à « une baisse unilatérale des taux » dont le niveau élevé est surtout dû, selon lui, à la forte demande de capitaux provenant de plusieurs régions du monde » (et d'Allemagne, bien entendu).

Quant à la Banque de France, tout le monde, à Paris, s'attend qu'elle fasse un « geste » la semaine prochaine, en abaissant à nouveau ses taux directeurs ou, à tout le

moins, en réduisant l'écart d'un point entre son taux d'adjudication (9 %) et celui de ses pensions à dix jours (10 %) cet écart étant normalement de 0,75 point.

#### Un geste de la Banque de France ?

L'initiative américaine et l'espoir de voir la Banque de France suivre le mouvement ont enthousiasmé le MATIF où le cours de l'échéance juin a bondi de 106,10 à 107,10 après une pointe à 107,40 ce qui a ramené le versement de l'OAT dix ans de 8,95 % à 8,75 %, 8,78 %, l'écart avec celui du Bund allemand à dix ans (8,31 %) contre 8,37 % revenant en dessous d'un demi-point, ce qui est tout à fait significatif.

L'adjudication mensuelle du Trésor a bénéficié de cette détente, 8 milliards de francs ayant été levés à 8,78 % contre 9,03 % en avril sur l'OAT à dix ans, 8,82 % contre 10,50 % (en septembre) sur l'OAT à quinze ans et 8,89 % contre 9,06 % sur l'OAT à vingt-cinq ans. En outre, Francetel a levé 1,5 milliard de francs à 9,25 % sans difficulté sur l'échéance de la Société générale et du Crédit lyonnais. Pour la semaine prochaine, aucune émission n'est prévue, en raison des congés, ponts et vacances qui videront littéralement les bureaux des opérateurs. C'est l'ascension du chômage volontaire.

Il devient intéressant à l'heure actuelle d'observer l'évolution des politiques menées par les emprunteurs nationaux. Ainsi, le Crédit local de France (CLF) qui avait été, jusqu'en 1989, le principal émetteur sur le marché français - le Trésor mis à part - est en train d'effectuer un virage complet en direction des marchés internationaux. En 1989, le CLF avait levé 22,4 milliards de francs à Paris, soit 69 % de ses besoins annuels (32 milliards de francs d'emprunts) et le reste à l'étranger. En 1990 ses émissions métropolitaines sont revenues à 12,1 milliards de francs, soit 37,3 % de ses besoins seulement, au troisième rang derrière EDF et le Crédit foncier de France. En revanche, le CLF a emprunté 20,3 milliards de francs à l'étranger de nos frontières dont 2 milliards et demi à la Banque européenne d'investissements, un prêt de 18 milliards de francs par émission publique contre rien du tout en 1987, 3 milliards en 1988 et 7,9 milliards de francs en 1989. L'établissement se retrouve donc premier

émetteur français faisant appel aux marchés internationaux, tenant le septième rang mondial sur l'euro-marché, le troisième rang sur le marché de l'écu (premier émetteur français après le Trésor) et le sixième rang sur le marché de l'eurofranc.

Les raisons de ce changement de politique sont multiples. La première est que les nouvelles règles de division des risques s'appliquant aux portefeuilles des investisseurs institutionnels depuis octobre 1989 ont limité la possibilité pour ceux-ci de concentrer leurs placements sur une seule et même signature. Le quota est désormais de 5 % avec de très fortes dérogations pour les emprunts émis par l'Etat ou garantis par lui. Le CLF a dû créer une nouvelle entité (Floral) pour échapper en partie à ces règles. La seconde raison est que, compte tenu de la notation AAA-Aaa accordée par les agences Standard and Poor's et Moody's, la signature du Crédit local de France est mieux appréciée à l'étranger qu'en France. Cette excellente notation s'explique par la nature de ses principaux actionnaires, l'Etat à 47,5 % et la Caisse des dépôts à 25 %, l'importance de ses fonds propres atteignant 11 milliards de francs à la fin de 1990 sur un ratio de solvabilité (coûts) supérieur à 20 % (la norme est de 8 %) et par la qualité de son portefeuille constitué pour l'essentiel de prêts à des collectivités locales. Dans ce domaine, le CLF précède par le passé, sa part de marché étant déjà revenue de 44 % en 1989 à 40 % en 1990. C'est très sûrement une conséquence de l'affaire de la municipalité d'Angoulême dont il faut le signaler, l'endettement global pouvait difficilement être connu. Si les établissements de crédit doivent obligatoirement déclarer leurs engagements tous les mois à la Banque de France, ce n'est pas le cas pour les caisses de retraite et les compagnies d'assurance, très nombreuses à avoir prêté dans cette affaire épineuse. Notons enfin que le CLF se préoccupe de diversifier encore davantage ses sources d'approvisionnement en capitaux. Depuis un an il recourt à des placements privés adaptés aux besoins des investisseurs, à des émissions publiques sur les marchés domestiques étrangers, trois en Suisse et trois au Japon (émissions samouraï).

FRANÇOIS RENARD

## DEVISES ET OR

### Le dollar garde du punch

Quelles que soient les nouvelles, la devise américaine fait preuve d'une robuste santé : un très bel exemple en a été donné cette semaine. Lundi 29 avril, le billet vert était encore très ferme à 1,7835 DM et 6,0150 F, à son plus haut niveau depuis seize mois. A Washington ce effet, à la réunion du Groupe des 7, les ministres des finances avaient très peu parlé des parités monétaires, les jugeant plutôt réalistes (allusion à la plage d'évaluation de 1,90 DM-1,70 DM tacitement retenue depuis plusieurs années. Mardi, en revanche, la nouvelle baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis fit plonger les cours du billet vert, du moins dans un premier temps. Ils eurent de 6 % à 1,6850 DM et 5,72 F sans barguigner (plus de 6 % de baisse), notamment en Asie, dans le sillage du chômage du 1<sup>er</sup> mai. Dès le jeudi toutefois, le dollar amorçait une remontée, à 1,72 DM et 5,85 F, encore accélérée vendredi après-midi par la diminution du taux de chômage aux Etats-Unis, ramené de 6,8 % en mars à 6,76 % en avril alors que les milieux économiques et financiers avaient escompté 7 %. Du coup, le billet vert s'envola à 1,7450 DM et 5,9050 F avant de consolider sa reprise aux environs de 1,7350 DM et 5,88 F.

« Quel punch ! », s'exclamaient les opérateurs qui devaient réajuster leur tir en fonction de la nouvelle donne. Jusqu'à ces derniers temps, en effet, toute diminution

des taux d'intérêt américains affaiblissait le dollar, puisque les rémunérations offertes et constamment effectuées dans cette devise se réduisaient à due concurrence, sur le court terme tout au moins.

Il en avait été ainsi au dernier trimestre 1990 et au début de l'année en cours, le dollar touchant, le 18 février dernier, ses plus bas niveaux historiques à 1,4330 DM (4,92 F à Paris). Mais, maintenant, les milieux financiers internationaux, d'ailleurs préoccupés de la santé de l'économie américaine, inversent leurs batteries et estiment que toute réduction du loyer de l'argent outre-Atlantique est de nature à stimuler cette économie.

C'est pourquoi le nouvel abaissement du taux d'escompte de la Réserve fédérale (voir ci-dessous en « Marché monétaire et obligataire ») et du taux de base des banques a dopé le dollar dont les cours, finalement, ont peu fléchi d'une semaine à l'autre. Pour les analystes sur graphiques, ce phénomène est tout à fait significatif, dans la mesure où il confirme le renforcement de tendance observée depuis le 18 février dernier.

Certes, l'amélioration de la conjoncture aux Etats-Unis sera plus lente que prévu mais chaque étape en sera soulignée par les marchés des changes tandis qu'en Allemagne la situation continue à se dégrader dans les provinces de l'Est avant un redressement qui s'annonce certain à l'horizon de deux ou trois mois mais demeure pratiquement nul dans l'immédiat.

F. R.

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 29 AVRIL AU 3 MAI 1991

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	DM/mk	Franc belge	Florin	Liira italienne
New-York	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Paris	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Zurich	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Frankfurt	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Bruxelles	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Amsterdam	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Milan	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772
Tokyo	1,7390	-	16,9734	68,0040	57,4547	2,7925	36,9943	1,0772

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 3 mai, 4,2492 F contre 4,2763 F le vendredi 26 avril.

## MATIÈRES PREMIÈRES

### Perspectives de hausse pour les non-ferreux

Tombés ces derniers mois à de très bas niveaux, les prix des métaux non ferreux sont, de l'avis de certains spécialistes, sur le point de connaître une hausse importante, en raison de la forte diminution des stocks et à la fermeture de nombreuses mines. A l'exception de l'aluminium, en situation excédentaire, l'offre s'est peu à peu ajustée à une demande en perte de vitesse. Il suffirait d'une reprise de la croissance, tirée par les biens intermédiaires, pour que les prix des métaux reprennent aussitôt ce mouvement à la hausse.

D'aucuns vont même jusqu'à pronostiquer pour les mois à venir une augmentation spectaculaire des cours des non-ferreux (jusqu'à + 30 %), tout en admettant que certains conservent encore une marge de baisse avant de se manifester.

C'est le cas que cette semaine encore de l'aluminium, qui a touché à Londres son niveau le plus bas depuis l'entrée en vigueur du contrat de juin 1987. Il est vrai que, sur ce marché, les producteurs se livrent une partie de poker, chacun ayant bien conscience de la nécessité de réduire la production, mais laissant à l'autre le soin de procéder à cette réduction.

C'est le cuivre qui rallie les suffrages des « haussiers ». Depuis plusieurs semaines, en effet, les prix à Londres connaissent une configuration très tendue, les cotations au comptant se situant 82 dollars au-dessus des cours à trois mois. Cette prime du rapproché sur l'éloigné traduit l'attente d'un déficit des cathodes de bonne qualité industrielle pour lesquelles une demande se manifeste.

Sixième producteur mondial de minerai, le Zaïre a mis de l'huile sur le feu le 3 mai en suspendant ses ventes de cuivre dans le monde entier pour une période indéterminée (l'interruption pourrait durer au moins un mois). La société nationale minière Gécamines a invoqué la force majeure, des grèves dans les mines et les chemins de fer paralysant toute activité d'extraction et de transport. La Gécamines a aussi mis en avant les retards pris dans la réhabilitation du site de Kamoto, qui assurait un quart de la

production nationale, avant un grave éboulement survenu l'an dernier. La force majeure portera sur 45 % des engagements pris par le Zaïre auprès de ses clients (soit un manque à livrer de 50 000 tonnes de métal).

#### Légère progression pour le cuivre

Cette situation va d'abord pénaliser la firme belge Union minière, filiale de la Société générale de Belgique, qui raffine la matière première dans ses installations d'Hoboken et d'Olen. D'aucuns vont même jusqu'à pronostiquer pour les mois à venir une augmentation spectaculaire des cours des non-ferreux (jusqu'à + 30 %), tout en admettant que certains conservent encore une marge de baisse avant de se manifester.

Outre la Belgique, les principaux acheteurs de la Gécamines sont l'Allemagne, la France, l'Italie et aussi la Suisse. Le directeur commercial de Gécamines, M. Atundu Liongo, a indiqué jeudi que la production serait inférieure au niveau de 400 000 tonnes atteint en 1990. Chaque année, le métal rouge rapporte un peu plus de 1 milliard de dollars au Zaïre. Le manque à gagner pour ce pays risque de se chiffrer en centaines de millions de dollars.

Globalement, le marché du cuivre paraît assaini, la consommation continuant à progresser légèrement (de l'ordre de 1,5 % l'an), tandis que les stocks représentent à peine cinq semaines de besoins. « La grande incertitude pour cette année est à chercher du côté de l'offre en métal rouge recyclé », indique le rapport Cyclope sur les marchés mondiaux paru fin avril, sous la direction de M. Philippe Chalmier (1). Le métal recyclé, qui représentait moins de 25 % de l'offre en 1990, « pourrait bien revenir au niveau de 1989, soit 27 % ».

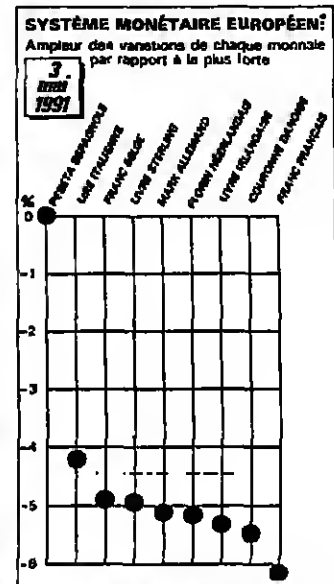
Un autre foyer de tension semble prêt à s'allumer sur le marché du nickel, si l'on en croit les brokers londoniens Carr Kitchell and Alden. Dans un récent rapport, ils soulignent que

Pour les mois qui viennent, donc, les chances de revalorisation du dollar restent importantes.

Les milieux financiers internationaux prennent progressivement conscience du phénomène, ce qui pourrait l'accentuer indûment. Mais qui parle de sagesse sur les marchés des changes ou le déplacement massif des capitaux flottants amplifie les mouvements de manière incontrôlable par l'effet de « carène liquide » bien connu et très redouté par les amateurs de volée ? L'eau indésirable qui a embarqué dans un petit dérivé sur promesse dans le fond de la cale et, en se portant sous le vent, vient accentuer la gîte provoquée par une rafale impetueuse avec quelque émotion pour le barreur...

En Europe, le franc a perdu un peu de terrain face à une devise allemande en léger raffermissement par rapport au dollar, comme on l'a vu, le mark cotant, à Paris, 3,3850 F contre 3,3750 F la semaine précédente, après avoir même enfoncé le cours de 3,37 F. Mais un tel niveau est jugé satisfaisant par la Banque de France où l'on pèse les avantages et les inconvénients des nouvelles baisses de taux directeurs dont l'effet serait positif sur le franc dans le contexte actuel, comme l'a démontré la diminution de ces mêmes taux directeurs le 18 mars dernier.

F. R.



Taux calculés par rapport aux cours antérieurs de la Banque de France.

## MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Perspectives de hausse pour les non-ferreux

L'Occident est désormais dépendant à hauteur de 13 % des approvisionnements soviétiques. Or les grèves dans les mines de charbon ont déjà provoqué des dysfonctionnements dans le complexe sibérien de Norilsk, d'où provient la majeure partie du nickel d'URSS, la marchandise étant ensuite expédiée par Riga et Tallin.

D'après les experts britanniques, les stocks mondiaux pourraient bientôt reculer sensiblement pour ne plus représenter que sept semaines de consommation. Si on ajoute les craintes de pénurie de déchets, on peut s'attendre pour le deuxième trimestre à une remontée des prix du métal. Ils devraient en revanche décliner de nouveau au second semestre, les prévisions laissant entrevoir une diminution de la demande occidentale d'acier inoxydable en 1991 (635 000 tonnes, contre 650 000 tonnes en 1990).

ÉRIC FOTTORINO

(1) Cyclope - Les Marchés monétaires, 414 p. 400 francs. Economica.

PRODUITS	COURS DU 3-5
Cuivre l. p. (livres)	1 378 - 611
Trois mois	1 342 - 377
Aluminium (livres)	8 950 - 150
Trois mois	8 003 - 2
Nickel (livres)	263 - 6
Trois mois	544 (+ 5)
Cafo (livres)	1 003 (- 2)
Cacao (New-York)	277 (+ 1,75)
Mai	245,15 (- 8,10)
Soy (Chicago)	173,90 (+ 2,70)
Mai	

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.



CHINE : première visite d'un ministre soviétique de la défense

## Pékin est plus préoccupé par ses relations avec Washington qu'avec Moscou

Le ministre soviétique de la défense, le maréchal Dimitri Lazov, se trouve à Pékin pour une visite de quatre jours dite « de bonne volonté », survenant au moment où les relations de la Chine avec les États-Unis sont à leur niveau le plus bas depuis la normalisation sino-américaine en 1978. Un haut fonctionnaire américain, M. Robert Kimitt, était attendu dimanche pour deux journées d'entretiens avec les responsables chinois.

PÉKIN

de notre correspondant

Arrivé vendredi 3 mai dans la capitale chinoise, le maréchal Lazov est, paradoxalement, le premier ministre soviétique de la défense à conduire une délégation en Chine

depuis la fondation de la République populaire, en 1949. Même à l'époque de la fraternité d'armes sino-soviétique, dans les années 50, Moscou n'avait pas jugé nécessaire de faire un tel geste envers Pékin.

Pour autant, le contexte a tellement changé que la venue du maréchal Lazov ne peut avoir pour objet de ressusciter la glorieuse alliance militante des « géants communistes ». Cette visite apparaît essentiellement comme une manifestation de la volonté commune de deux voisins, empêtrés dans leurs problèmes, de se rassurer sur leurs bonnes intentions mutuelles et d'explorer les voies d'une nouvelle coopération militaire nécessairement limitée, faute de moyens de part et d'autre.

Dans la meilleure tradition communiste, le compte rendu officiel des entretiens est resté très mystérieux. Les conversations ont vraisemblablement porté, entre autres, sur la réduction des dispositifs militaires le long de la frontière et sur les négociations techniques à propos du tracé de cette frontière, la plus longue du monde (plus de 7 000 kilomètres), qui pourrait aboutir lors du séjour, du 15 au 19 mai, du secrétaire général du Parti communiste chinois, M. Jiang Zemin, à Moscou.

On a reparlé probablement aussi de la fourniture éventuelle par Moscou d'avions de chasse modernes à la Chine. Celle-ci semble intéressée à la fois par le Mig-29, et par le Sukhoï-27. La marine chinoise ne disposant pas de porte-avions, ce dernier modèle, à longue portée, permettrait à Pékin de manifester sa présence militaire de manière plus menaçante dans les flots revendiqués en mer de Chine méridionale. Pour l'armée soviétique, qui a adopté une philosophie de marchand de canons débarrassée de toute préoccupation idéologique, il s'agit de choisir entre les contreparties économiques que l'URSS pourrait obtenir d'une telle fourniture et les inévitables que ce marché susciterait en Asie du Sud-Est.

## Menaces américaines

Pour Pékin, il s'agit aussi de se livrer, avec ce qui reste de pouvoir central soviétique, à des gestations diplomatiques dont un des destinataires majeurs n'est autre que Washington. Les reproches formulés ces derniers temps aux États-Unis envers la Chine sont nombreux, qu'ils portent sur les droits de l'homme et les procès politiques, les persécutions antireligieuses, l'utilisation de la population pénitentiaire à des fins commerciales, les pratiques commerciales avantageant la Chine, la prolifération nucléaire ou la vente tous azimuts de missiles chinois à des pays considérés comme sensibles.

Le président George Bush était parvenu, l'an dernier, à faire passer au Congrès l'idée que les avantages économiques dont la Chine bénéficie

en tant que la clause dite de la nation la plus favorisée travailleraient pour une libéralisation du régime chinois. Sa position s'est nettement affaiblie ces derniers temps : il a effectué trois gestes destinés à souligner auprès des dirigeants chinois l'intérêt qu'il aurait à assouplir leurs positions. Il a reçu le dalaï-lama, dit-on, et a autorisé la fabrication d'un satellite chinois ; et son administration a critiqué nommément la Chine pour ses pratiques concernant la propriété intellectuelle, le piratage des marques déposées et des logiciels informatiques.

A chaque geste, la Chine a naturellement exprimé son indignation. Le « numéro trois » du Département d'État américain, M. Robert Kimitt, est donc chargé de tenter de convaincre les dirigeants chinois que la menace d'une suspension, ou d'une abolition, du statut de la nation la plus favorisée – qui a permis à Pékin d'obtenir un surplus commercial de plus de 15 milliards de dollars – n'est pas vaine et qu'il leur appartient de fournir quelques gages de bonne volonté. Et qu'il y a urgence : la version 1991 de la « bataille de Chine » au Congrès, doit se conclure avant le 3 juin prochain, lorsque le président Bush annoncera sa décision d'opposer ou non son veto aux motions proposant de suspendre les avantages commerciaux dont bénéficie Pékin.

FRANCIS DERON

Pour lutter contre le blanchiment de l'argent « sale »

## La Suisse interdit les prête-noms bancaires

La Suisse vient de franchir un pas supplémentaire dans la lutte contre le blanchiment de l'argent sale. A compter du 1<sup>er</sup> juillet, les banques ne pourront plus accepter les prête-noms. Une circulaire adoptée vendredi 25 mai par la Commission fédérale des banques supprime en effet les comptes de « forme B », lesquels permettaient aux gérants de fortunes de ne pas dévoiler l'identité de leurs clients.

Cette mesure n'éboulait pas – tant s'en faut – la fameuse secret bancaire suisse. Les petits et gros épargnants pourront continuer à passer des comptes à leur nom, mais ils devront fournir des données plus précises sur leur situation personnelle et professionnelle. Les autres grands détenteurs d'argent d'origine douteuse – dictateurs, espions, etc. – ne pourront plus, en outre, bénéficier de la « forme B », qui leur permettait de dissimuler leur identité aux autorités fiscales et judiciaires.

Jusqu'ici ces derniers pouvaient, grâce au « formulaire B », déposer de l'argent sur des comptes, sans révéler l'identité de leur client, en restant simplement celle-ci leur était connue. Ce formulaire, a décidé la Commission fédérale des banques, n'est plus compatible avec

les nouvelles dispositions pénales sur le défaut de vigilance en matière d'opérations financières, entrées en vigueur l'été dernier. Depuis le mois d'août 1990, le blanchiment de l'argent est en effet devenu un crime en Suisse.

## Quatre exceptions

Les banques auront jusqu'en 30 septembre pour demander aux déposants – hommes de loi ou fondateurs de pouvoir – inscrits sous cette forme de révéler l'identité de leurs clients. En cas de refus, les établissements bancaires devront cesser toute relation d'affaires avec les déposants. Seules quatre exceptions sont prévues, afin de respecter le secret professionnel des avocats et des notaires : paiement d'avenues ou de frais de procédure, valeurs relatives à un partage successoral, valeurs relatives à la liquidation en cours d'un régime matrimonial et, enfin, certains comptes bloqués.

Cette décision confirme la détermination du gouvernement suisse de participer à la lutte contre l'argent de la drogue. Elle constitue la suite logique du rapport établi par le Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux (GAFI), créé en juillet 1989 à Paris lors du sommet de l'Arche. Ce rapport, adopté il y a

un an par quinze pays – dont la Suisse et le Luxembourg – prévoit que le secret bancaire devrait être levé par les institutions financières dès qu'elles suspectent la provenance des fonds.

Refuge traditionnel de fonds de provenance douteuse, la Suisse subit depuis plusieurs années d'importantes pressions internationales, notamment des États-Unis, pour lever le secret et/ou geler les fortunes déposées dans ses banques par les dictateurs ou les trafiquants. Successivement la fortune des Duvalier, Marcos, Noriega et de la famille Ceausescu ont ainsi été gelées. Récemment la Suisse s'est retrouvée au cœur du débat portant sur les fonds secrets déposés par M. Saddam Hussein. Les banques suisses ont été également sollicitées dans de nombreuses « affaires » d'intéressés (Triangle-Pechiney entre autres) et surtout de blanchiment d'argent de la drogue. L'opinion helvétique a été sensibilisée à ces pratiques par le scandale qui, en 1989, a impliqué le mari de l'ancien conseiller fédéral (ministre) de la justice, M. Elisabeth Kopp, dans une affaire de recyclage d'argent provenant d'un réseau de trafiquants turco-libanais.

V. M.

## L'ESSENTIEL

## DATES

Il y a cinquante ans, la première de Citizen Kane ..... 2

## ÉTRANGER

La crise en Yougoslavie. Graves incidents entre Serbes et Croates ..... 3

La sécurité européenne en question. Quand l'OTAN triomphera à l'Est... 4

## POLITIQUE

La visite de M. Marchand en Corse. Le gouvernement entend se consacrer au développement économique de l'île ..... 6

Livres politiques. Du canon sur les mots, par André Laurent ..... 6

## SOCIÉTÉ

Gracco dans le rouge... à l'événement ..... 8

Coupe Davis. La France en mauvaise posture face à l'Australie ..... 8

## COMMUNICATION

Eurosport en difficulté. La chaîne sportive cesse d'émettre ..... 8

## CULTURE

« Le Balcon » au Théâtre de l'Europe. L'Ubu Roi provoque de splendides images, mais l'œuvre de Gounod porte bien son âge ..... 9

## HEURES LOCALES

Des maires bretons dénoncent les effets pervers de la « loi-fortet » • Un entrainement avec M. Jean-Pierre Fourcade à propos de la solidarité financière entre les communes ..... 11 à 13

## ÉCONOMIE

Accord Volvo-Mitsubishi aux Pays-Bas. Les Japonais fabriqueront des voitures européennes ..... 15

M. Rocard en Corée du Sud. Une volonté d'élargir la coopération entre les deux pays ..... 15

Revue des valeurs. Changes, crédits, grands marchés ..... 17

## Services

Abonnements ..... 2

Cartes ..... 14

Météorologie ..... 14

Mots croisés ..... 8

Radio-Télévision ..... 14

Spectacles ..... 10

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 4 mai 1991 a été tiré à 468 306 exemplaires.

THAÏLANDE : dans la perspective de devenir une plaque tournante du développement

## Bangkok renforce ses liens avec le Laos

La Thaïlande a annoncé, lundi 29 avril, qu'elle envisageait un nouveau train de mesures pour désenclaver l'économie laotienne. Bangkok espère que le réchauffement de ses relations avec Vientiane conduira les dirigeants laotiens à prendre certaines distances à l'égard de Hanoi.

## BANGKOK

de notre correspondant

Début 1988 encore, Thaïlandais et Laotiens s'étaient sérieusement égarés pour quelques arpents de terre sur leur frontière commune. Cette époque semble bien révolue. Depuis la visite à Vientiane, en mars 1990, de la princesse Maha Chakri Sirindhorn, la très populaire fille du roi de Thaïlande, Bangkok a multiplié les initiatives pour rassurer une direction communiste laotienne très méfiante à l'égard de ce royaume voisin si imposant et dont le Laos, pauvre et enclavé, est si dépendant.

Général thaïlandais et laotiens ont réglé leur contentieux, et la délimitation de la zone frontalière contestée s'est amorcée d'un commun accord. Profitant de l'ouverture économique du Laos, les commerçants thaïlandais ont inondé la rive laotienne du Mékong de biens de consommation et échangent, en échange, des matières premières et du bois. Peu après le coup d'État du 23 février à Bangkok, l'homme fort de l'armée thaïlandaise, le général Suchinda Kraprayoon, s'est rendu à Vientiane, où l'on s'inquiétait notamment de l'utilisation par des rebelles de camps de réfugiés installés en Thaïlande. Des assurances auraient été données à ce sujet.

## Scepticisme à Vientiane

En avril, un vice-premier ministre laotien s'est rendu à Bangkok pour remettre à la princesse Sirindhorn la plus haute décoration laotienne. La Thaïlande a annoncé, entre-temps, une nouvelle aide au Laos, d'un montant de près de 4 millions de dollars. Lundi, enfin, recevant à Bangkok le ministre laotien des relations économiques extérieures, le ministre thaïlandais des affaires étrangères, M. Arsa Sarasin, a annoncé que son gouvernement s'apprêtait à répondre favorablement à deux pressantes requêtes du Laos : une réduction des taxes sur les produits laotiens importés en Thaïlande et, surtout, la fin du monopole du transport, en territoire thaïlandais, des produits laotiens dont bénéficie une société nationale du royaume.

Ces mesures auront une importance capitale pour le Laos, dont les quatre cinquièmes des échanges

avec le reste du monde transitent par la Thaïlande. Les taxes sur le transit et sur les produits destinés au marché thaïlandais sont très élevées. Leur réduction substantielle et la fin du monopole dont jouit encore l'Express Transport Organisation pourraient donner un coup de fouet à une économie qui reste l'une des plus pauvres de la planète.

La Thaïlande ne cache pas son ambition de devenir une plaque tournante du développement, notamment en Indochine. Le renforcement des liens avec le Laos, pays le plus proche culturellement mais aussi le plus vulnérable, entre dans le cadre de cette stratégie. Mais Bangkok doit compter avec les liens politiques, toujours forts, entre Hanoi et Vientiane, dont les Laotiens, encore sceptiques à l'égard de Bangkok, se servent comme d'un contrepois face à l'influence économique croissante des Thaïlandais.

JEAN-CLAUDE POMONTI

CORÉE DU SUD

## Un deuxième étudiant qui s'était immolé par le feu est décédé

Plusieurs milliers de policiers ont été déployés à Séoul et dans d'autres villes du pays, samedi 4 mai, au lendemain de la mort d'un étudiant sud-coréen qui s'est immolé par le feu pour protester contre la mort d'un de ses camarades, tué par la police la semaine dernière lors d'une manifestation. Au total, trois étudiants se sont immolés par le feu pour les mêmes raisons cette semaine en Corée du Sud. Deux d'entre eux sont morts et le troisième, une jeune fille de dix-neuf ans, se trouve dans un état critique. Chon Se-yong, vingt ans, est mort vendredi à Séoul, sept heures après s'être aspergé d'un liquide inflammable et avoir sauté, transformé en torche humaine, du premier étage d'un bâtiment de l'université de Kyongwon, dans le sud de la capitale, en criant des slogans hostiles au gouvernement. — (AFP, Reuters.)

le nouvel Observateur

EXCEPTIONNELLEMENT EN VENTE LE MARDI 7 MAI

A LA "UNE" LES JÉSUITES

450 ANS APRES LA FONDATION DE L'ORDRE À MONTMARTRE PAR IGNACE DE LOYOLA, 24 000 JÉSUITES CONTINUENT À INFLUENCER LE MONDE...

En vente 20F chez votre marchand de journaux

"J'AI DIX ANS !" LA FOLLE HISTOIRE DE LA F.M.

13 ÉMISSIONS RADIO JEUNES AU 30 JUIN

Europe 2

Le Monde

سكنا في الامم